




NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Ch-L 50328

Distr. :
LIMITÉE

E/ECA/TPCW.8/L
19 avril 1987

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

13 - 20 avril 1987, Addis-Abeba (Ethiopie)

PROJET DE RAPPORT

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier s'est tenue au siège de la CEA à Addis-Abeba (Ethiopie) du 13 au 20 avril 1987. La réunion a été officiellement ouverte par le Camarade Mersie Ijigu, membre du Parti des travailleurs d'Ethiopie et Ministre chargé du plan général auprès du Bureau du Comité national de la planification centrale. Des allocutions d'ouverture ont été prononcées par le Secrétaire exécutif, M. Adebayo Adedeji, ainsi que par M. Guy-Lucien Sao, représentant de la République du Cameroun, au nom du président sortant.

2. Les Etats membres de la Commission indiqués ci-après étaient représentés à la réunion : Algérie, Botswana, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

3. Les Etats suivants, Membres des Nations Unies et non membres de la Commission étaient représentés par des observateurs : Cuba, Espagne, Finlande, France, Inde, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Suisse, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela et Yougoslavie.

4. Un observateur de la Suisse, pays qui n'est pas Membre de l'Organisation des Nations Unies, a aussi assisté à la réunion.

5. Conformément au règlement intérieur de la Commission, l'African National Congress (ANC) d'Afrique du Sud et le Pan-Africanist Congress of Azania (PAC) y étaient représentés.

6. Les organes et institutions spécialisés des Nations Unies indiqués ci-après étaient représentés : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (HABITAT), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Organisation des Nations

Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Bureau du coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Organisation internationale du Travail (OIT), Fonds monétaire international (FMI), Union internationale des télécommunications (UIT), Bureau de liaison des commissions régionales, Conseil mondial de l'alimentation, Programme alimentaire mondial (PAM), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation météorologique mondiale (OMM) et Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

7. Les organisations intergouvernementales et non gouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs : Banque africaine de développement (BAD), Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social, Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques, Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Commission internationale des irrigations et du drainage (CIID), Centre international pour l'élevage en Afrique (CIPEA), Fédération internationale de planification de la famille (FIPF), Ligue des Etats arabes, Conférence ministérielle des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les transports maritimes (CMEAOC), Union postale panafricaine (UPPA), Zone d'échanges préférentiels (ZEP), Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection, Centre régional de formation aux techniques des levés aériens, Organisation de l'unité africaine (OUA) et Union africaine des chemins de fer (UAC).

8. Le Comité a élu à l'unanimité le bureau suivant :

Président :	Niger
Premier vice-président :	Egypte
Deuxième vice-président :	Lesotho
Rapporteur :	Zaïre

9. Le Comité a décidé de mettre sur pied un comité de résolutions à composition non limitée comprenant les Etats membres suivants représentant les différentes sous-régions :

Afrique de l'Est et	Ethiopie, Kenya, République-Unie de
Afrique australe :	Tanzanie
Afrique de l'Ouest :	Mali, Nigéria, Togo
Afrique du Nord :	Algérie, Maroc, Soudan
Afrique du Centre :	République du Cameroun, Tchad, Rwanda.

10. A sa séance du 13 avril 1987, le Comité a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion.

2. Election du bureau.

3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.

4. Examen et évaluation de la situation économique en Afrique pendant la période 1985-1986 ainsi que des perspectives pour 1987 :

a) Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1985-1986;

b) Rapport économique CEA/BAD sur l'Afrique en 1987.

5. Etat d'avancement du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990.

6. La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique :

a) Rapport sur l'exécution des éléments du Plan d'action de Lagos relatifs à l'alimentation et à l'agriculture;

- b) Rapport sur les mesures générales et les institutions visant à améliorer la conservation, la gestion et la mise en valeur des ressources forestières en Afrique;
- c) Rapport sur une étude de la recherche agronomique et des programmes de développement de l'élevage dans la région de l'Afrique;
- d) Rapport sur l'application des recommandations de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural dans la sous-région du MULPOC de Lusaka;
- e) Année internationale de la mobilisation de ressources financières et technologiques pour améliorer la production alimentaire et agricole en Afrique;
- f) Rapport sur les mesures prises par les pays africains pour réduire les pertes alimentaires durant la période 1974-1985;
- g) Rapport sur une étude comparée et une analyse des programmes de sécurité alimentaire en cours;
- h) Politiques d'utilisation du sol et systèmes d'exploitation agricole : le cas de la Somalie et du Soudan.

7. Ressources naturelles et énergie :

- a) Mise en valeur des bassins fluviaux en Afrique;
- b) Examen de la situation en ce qui concerne la mise en valeur des ressources en eau dans les pays africains touchés par la sécheresse;
- c) Rapport de la réunion régionale sur les aspects socio-économiques de la gestion des ressources en eau en Afrique et l'élaboration de politiques en ce domaine;

- d) Rapport de la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique;
- e) Rapport sur les incidences de la célébration en 1986 de l'Année de la cartographie et de la télédétection en Afrique;
- f) Rapport de la Réunion consultative régionale pour la mobilisation de ressources financières en vue de la mise en valeur de sources d'énergie nouvelles et renouvelables en Afrique.

8. Développement industriel en Afrique :

- a) Rapport de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie;
- b) Rapport conjoint CEA/OUA/ONUDI sur la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel en Afrique;
- c) Problèmes et contraintes en ce qui concerne l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique;
- d) Rapport sur les préparatifs de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI.

9. Transports et communications en Afrique :

- a) Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique : Rapport intérimaire sur le Programme de la seconde phase;
- b) Etude CEA-PNUD-BIRD sur les transports dans les pays africains au sud du Sahara;

- c) Programme prioritaire dans les domaines des transports et des communications pour les pays africains sans littoral.

10. Promotion de la coopération et de l'intégration économique :

- a) Rapports des conseils des ministres des MULPOC;
- b) Rapport intérimaire sur les préparatifs du Programme régional du PNUD pour l'Afrique, quatrième cycle;
- c) Demande d'assistance présentée par le Niger pour l'organisation d'un symposium sur le dialogue à la base (point de l'ordre du jour proposé par la République du Niger).

11. Questions de développement social en Afrique :

- a) Application en Afrique de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- b) Création d'un institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants;
- c) Culture et développement en Afrique (point de l'ordre du jour proposé par le secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine).

12. Mise en place en Afrique de moyens en matière d'environnement :

- a) Rapport intérimaire sur la création d'un centre africain pour l'application de la météorologie au développement;
- b) Sécheresse et désertification en Afrique (point de l'ordre du jour proposé par le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS));

- c) Rapport sur la Conférence scientifique internationale sur les causes de la catastrophe du Lac Nyos (Cameroun).

13. Commerce et développement : Déclaration d'Addis-Abeba des ministres africains du commerce et du développement à l'occasion des préparatifs de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

14. Rapports des organes subsidiaires de la Commission :

- a) Rapport de la deuxième réunion de la Conférence des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales sur le Fonds monétaire africain;

- b) Rapport de la sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés;

- c) Rapport de la septième réunion de la Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA;

- d) Rapport de la quatrième réunion du Comité intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement;

- e) Rapport de la troisième réunion de la Conférence des vice-chanceliers, présidents et recteurs d'établissements d'enseignement supérieur en Afrique et Déclaration de Harare sur le rôle des établissements africains d'enseignement supérieur dans le redressement économique et le développement de l'Afrique;

- f) Rapport de la neuvième réunion de la Conférence commune CEA-OUA des ministres africains du commerce;

- g) Rapport de la huitième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement;

- h) Rapport de la troisième réunion du Comité technique régional du PADIS.
 - i) Rapport de la deuxième réunion extraordinaire de l'IDEP.
15. Suite donnée aux résolutions de la Commission ainsi qu'aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale dans des domaines intéressant l'Afrique :
- a) Suivi des résolutions pertinentes adoptées lors de la vingt et unième session de la Commission/douzième réunion de la Conférence des ministres;
 - b) Résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session de 1986 et par l'Assemblée générale à sa quarante et unième session dans les domaines économiques et sociaux intéressant l'Afrique;
 - c) Etude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social : Décision 1987/112 adoptée par le Conseil économique et social à sa quatrième réunion le 6 février 1987 : Note du secrétariat.
16. Programme de travail et ordre de priorité de la Commission :
- a) Rapport intérimaire sur l'exécution du Programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1986-1987;
 - b) Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1988-1989;
 - c) Projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995.

17. Coopération technique entre le PNUD et les commissions économiques régionales : CEA (rapport établi par le Corps commun d'inspection).
18. Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique :
 - a) Rapport intérimaire sur l'utilisation des contributions annoncées pour 1985 et 1986;
 - b) Projets et activités pour ce qui est de la Conférence de 1987 pour les annonces de contributions.
19. Questions relatives au personnel et questions administratives.
20. Préparatifs de la célébration du trentième anniversaire de la CEA - thème et programme.
21. Questions diverses.
22. Date et lieu de la neuvième réunion du Comité technique préparatoire plénier.
23. Adoption du rapport.
24. Clôture de la réunion.

C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Allocution d'ouverture

11. Dans son allocution d'ouverture, le Camarade Mersie Ijigu, membre du Parti des travailleurs d'Ethiopie et ministre chargé du Plan général du Bureau du Comité national de la planification centrale, a souhaité la bienvenue aux représentants et aux observateurs au nom du Parti des travailleurs d'Ethiopie, du Gouvernement et du peuple éthiopiens ainsi qu'en son nom personnel. Il a souhaité plein succès aux travaux et assuré les participants que tout serait mis en oeuvre pour rendre leur séjour agréable et enrichissant.

12. La réunion se tenait après une période marquée par une sécheresse généralisée aux conséquences désastreuses en Afrique et à un moment où les résultats escomptés en matière de croissance n'avaient pu être atteints. Si l'agriculture avait bénéficié de conditions climatiques généralement bonnes, le produit intérieur brut avait baissé en termes réels de 3 p. 100 en 1985 à seulement 1,2 p. 100 en 1986. En outre, les prix des produits de base s'effondraient, il y avait une détérioration des termes de l'échange et le déficit du compte des opérations courantes était passé de 7,1 milliards de dollars en 1985 à 21,5 milliards en 1986. Ces tendances traduisaient la nature structurelle des problèmes économiques de l'Afrique, ce qui avait amené les chefs d'Etat et de gouvernement africains à réaffirmer leur attachement aux objectifs du Plan d'action de Lagos pour la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement de l'Afrique grâce à l'adoption en 1985 du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique (1986-1990). Aucun pays africain ne pouvait résoudre ces problèmes seul, d'où la nécessité d'une action concertée en vue d'une autosuffisance individuelle et collective.

13. S'agissant des résultats obtenus depuis l'adoption du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990) dans le contexte du thème de la Conférence "Vers le redressement et le développement", l'Afrique avait fait son autocritique en matière de politique intérieure et la privatisation prenait de plus en plus d'ampleur comme panacée

pour résoudre les difficultés économiques. Toutefois, l'on devait faire preuve de prudence car si une politique d'investissement privé était peut-être nécessaire, elle n'était pas la condition d'une participation effective du secteur privé. Deuxièmement, l'inefficacité n'était pas inhérente à la propriété publique du capital ni aux sociétés d'Etat, mais plutôt aux instruments de gestion économique utilisés. Troisièmement, il serait erroné d'établir une corrélation entre l'économie planifiée et l'inefficacité d'une part, et entre l'économie de marché et une efficacité accrue d'autre part. La gestion planifiée de l'économie permettait par exemple de coordonner les décisions en matière d'investissement avant d'engager les ressources.

14. Le Camarade Mersie a fait état des efforts entrepris par son pays dans l'exécution de la deuxième phase (1986-1989) de son plan décennal de développement visant à assurer le redressement économique et la croissance de l'Ethiopie. Ce plan s'inscrivait dans le cadre des objectifs du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique et accordait la priorité à l'élimination des pénuries alimentaires, à la promotion de l'autosuffisance alimentaire et au développement des secteurs d'appui tels que les transports et les communications, l'industrie et le développement des ressources hydrauliques. Au nombre des autres objectifs du Plan, figuraient la diversification des exportations limitées et la lutte contre la sécheresse grâce à des mesures à court, moyen et long termes.

15. Le Secrétaire exécutif a souhaité à tous les participants la bienvenue au siège de la CEA et à la réunion. Il a remercié le représentant du Gouvernement de l'Ethiopie socialiste d'avoir bien voulu assister en sa capacité officielle à la cérémonie d'ouverture. Il a saisi cette occasion pour rendre une fois de plus hommage à son excellence le Camarade Mengistu Haile Mariam, Secrétaire général du Comité central du Parti des travailleurs d'Ethiopie, Président du Conseil administratif militaire provisoire et Commandant en chef des forces armées révolutionnaires de l'Ethiopie socialiste. Le dévouement et l'appui soutenus que l'Ethiopie socialiste manifestait inlassablement de longue date aux idées et idéaux de la Commission permettaient à celle-ci de s'acquitter convenablement de sa mission.

16. Il a déclaré que la réunion se tenait presque deux ans après l'adoption du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990. Il s'agissait également de la première session ordinaire du Comité technique préparatoire plénier depuis l'adoption par l'Assemblée générale, lors de sa session extraordinaire tenue en mai/juin 1986, du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990. Il a noté avec satisfaction que depuis l'adoption de ces deux programmes, un nombre de plus en plus important de pays africains avait pris des mesures concrètes pour redéfinir les problèmes et priorités et prendre des décisions visant moins à promouvoir une stabilisation à court terme qu'un développement à moyen terme. Les réformes de politique intérieure destinées à revitaliser et à relancer l'agriculture avaient été particulièrement importantes.

17. Il s'agissait là d'une évolution encourageante mais, comme il l'avait déclaré le 2 janvier 1987 dans son évaluation préliminaire de l'évolution de l'économie africaine en 1986 et des perspectives pour 1987, il y avait un ensemble minimal de politiques que chaque pays africain devait continuer d'appliquer en vue de soutenir l'élan du redressement et du développement qui avait déjà été pris. Ces politiques portaient notamment sur l'intensification des efforts en vue de mobiliser les ressources intérieures, la rationalisation des politiques d'investissement public, l'amélioration de la gestion de l'économie, de la dette extérieure et de l'assistance extérieure en général et le renforcement des mesures visant à réduire l'accumulation de la dette, la consolidation de la coopération entre les pays africains et la tenue de sérieuses discussions et négociations avec les partenaires du développement au plus haut niveau en vue de préciser et de concrétiser les divers engagements pris dans le Programme d'action des Nations Unies.

18. En termes économiques, il était évident que l'Afrique était marginalement mieux lotie que quelques années auparavant et ce, grâce essentiellement à une amélioration générale des conditions climatiques. Néanmoins, les efforts déployés sur le plan intérieur, en particulier le processus de réforme structurelle, avaient aussi été particulièrement importants. L'environnement externe avait toutefois continué de freiner le développement de l'économie dans les pays africains. Il y avait lieu de noter avec préoccupation qu'il n'y avait guère eu de mesures internationales concrètes en réponse directe aux engagements pris par la communauté internationale dans le Programme d'action des Nations Unies.

19. Examinant les résultats économiques de l'Afrique en 1986, le Secrétaire exécutif a constaté que la production régionale totale n'avait augmenté que de 1,2 p. 100, ce qui n'était guère brillant comparé à la reprise relativement forte qu'impliquait le taux de 3 p. 100 enregistré en 1985. Ce faible taux de croissance enregistré en 1986 était essentiellement dû à des facteurs extérieurs tels que l'effondrement des cours du pétrole et la faiblesse du marché des métaux qui avaient eu un effet dévastateur sur les résultats enregistrés dans les pays africains en développement exportateurs de pétrole et de produits minéraux. L'incidence favorable de l'évolution de la situation dans le domaine de l'agriculture avait été ressentie dans tout le continent notamment dans le groupe des pays africains non exportateurs de pétrole et celui des pays africains les moins avancés qui avaient enregistré leurs meilleurs résultats depuis le début de la décennie en cours. Cela voulait dire que les mesures prises en vue de renforcer le secteur agricole commençaient à porter des fruits. La crise alimentaire n'était toutefois pas enrayée et quelques pays, en particulier en Afrique australe, continuaient de dépendre des importations alimentaires pour accroître leur approvisionnement intérieur.

20. En 1986, les résultats enregistrés dans le secteur manufacturier n'avaient d'une manière générale rien d'impressionnant. Les recettes totales d'exportation avaient, selon les estimations, baissé de 29 p. 100, passant de 64 milliards de dollars à 46 milliards. Le déficit commercial était de 7,1 milliards environ alors qu'on avait enregistré en 1985 un excédent de 5,9 milliards de dollars. La situation des paiements était aggravée par la croissance des obligations au titre du remboursement de la dette.

21. Les prévisions en matière de croissance du produit intérieur brut (PIB) pour 1987 étaient de 2,5 p. 100 selon un scénario de base. Un scénario plus optimiste permettait d'obtenir un taux de croissance global du PIB de 3 à 4 p. 100 en 1987. La voie du redressement et du développement était donc encore semée de graves embûches qui nécessitaient des efforts soutenus et assidus de la part des pays africains et de la part de la communauté internationale, la traduction en actes concrets des engagements pris vis-à-vis des Etats membres de la région dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies.

22. Telle était la situation qui prévalait au moment où se tenait la huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier et le Secrétaire exécutif était convaincu que la préoccupation initiale des membres du Comité serait de consolider et d'exploiter les maigres résultats qui avaient été enregistrés au cours de tous les mois précédents.

23. L'ordre du jour provisoire de la réunion était donc nécessairement dense puisque le Comité technique avait pour mission d'examiner l'ensemble des questions de développement dont s'occupait la Commission. Le Comité technique aurait à examiner les tendances actuelles et les perspectives de développement des économies de la région. Il avait également pour tâche de passer en revue et d'évaluer les progrès réalisés dans l'exécution du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies en vue de formuler des recommandations pratiques et judicieuses pour maintenir et même intensifier l'élan de l'exécution accélérée de ces programmes. Afin d'aider le Comité dans cette tâche, le secrétariat avait notamment élaboré le document E/ECA/CM.13/5 sur la base d'un questionnaire envoyé aux Etats membres.

24. Le Comité technique devait également examiner l'un après l'autre les principaux secteurs en commençant par le plus important, à savoir le secteur de l'alimentation et de l'agriculture sur lequel le Comité technique disposait de huit documents directifs portant sur divers aspects de la gestion de l'agriculture, de la production et des politiques agricoles, l'exécution du Plan d'action de Lagos et l'application des recommandations de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, la promotion de la sécurité alimentaire et la réduction des pertes alimentaires ainsi que la mobilisation des ressources technologiques et financières.

25. S'agissant de la mise en valeur des ressources naturelles, le Secrétaire exécutif a dit que, dans le cadre du Programme régional du PNUD pour l'Afrique au titre du quatrième cycle de programmation, le secrétariat s'employait à atteindre des résultats importants dans le domaine de la mise en valeur des bassins fluviaux en aidant les Etats membres et leurs organisations

intergouvernementales à formuler et à exécuter de vastes projets et programmes pour l'exploitation des énormes potentiels de ressources de nombreux fleuves et lacs africains. Le Comité était saisi, pour examen, d'une étude sur la question.

26. La mise en place d'une base industrielle forte était une condition préalable à la création des forces dynamiques qui permettraient d'assurer la transformation structurelle ainsi que la croissance et le développement autonomes et auto-entretenus. Il y avait par conséquent lieu de noter avec préoccupation qu'on n'avait guère enregistré de progrès dans l'exécution du Programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (1980-1990).

27. S'agissant des questions relatives aux transports et aux communications présentées à l'examen du Comité technique, le Secrétaire exécutif a appelé l'attention de ce dernier sur trois importants documents de fond dont il était saisi, à savoir le rapport intérimaire sur le Programme de la seconde phase de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, le rapport sur l'étude CEA/PNUD/BIRD sur les transports dans les pays africains au Sud du Sahara et le programme prioritaire dans le domaine des transports et des communications pour les pays africains sans littoral.

28. Le Secrétaire exécutif a insisté sur la nécessité de promouvoir la coopération et l'intégration économiques régionales et a fait valoir qu'il était particulièrement urgent, compte tenu du caractère non viable et de plus en plus insoutenable largement démontré de la structure actuelle des relations économiques extérieures de l'Afrique, de reconnaître la nécessité pour les pays africains d'abandonner les intérêts nationaux à court terme en faveur des avantages sous-régionaux et régionaux à plus long terme. Il a fait appel aux gouvernements pour qu'ils soutiennent davantage et de manière plus constante le cadre existant et potentiel de collaboration multinationale et pour qu'ils utilisent celui-ci plus efficacement. Les divers centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la Commission dont le Comité technique aurait à examiner les rapports annuels des organes délibérants constituaient une composante importante de ce cadre. Il a rappelé aux participants que le rôle des MULPOC

pourrait être particulièrement efficace si les moyens dont ils disposaient étaient considérablement renforcés et orientés vers la définition et la promotion de projets multinationaux.

29. Le Secrétaire exécutif a également évoqué d'autres questions sectorielles que le Comité technique devait examiner. Il s'agissait notamment de questions relatives au développement social, à la mise en place de moyens en matière d'environnement ainsi qu'au commerce et au développement.

30. S'agissant de la tâche du Comité technique dans le domaine de la planification, du suivi et de l'évaluation des programmes, le Secrétaire exécutif a appelé l'attention du Comité technique sur le projet de Programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1988-1989 et le projet de Plan à moyen terme pour la période 1990-1995. Il a indiqué que la tâche la plus importante du mandat du Comité technique était d'élaborer les programmes de travail de la Commission sur la base des divers textes adoptés par les organes délibérants. Par ailleurs, le Comité du programme et de la coordination (CPC) avait toujours souligné l'importance de la participation des organes subsidiaires du Conseil économique et social - organes sectoriels et commissions régionales - à la formulation du Plan à moyen terme et des aspects du budget relatifs aux programmes. Le CPC avait été jusqu'à recommander que les organes intergouvernementaux fonctionnels ou régionaux concernés examinent leurs programmes de travail et plans à moyen terme avant qu'ils ne soient soumis à son examen. Les membres du Comité technique préparatoire plénier avait la responsabilité, lors de l'examen du projet de Programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1988-1989 et du projet de Plan à moyen terme pour la période 1990-1995, de faire de recommandations claires sur la détermination des priorités et les initiatives proposées par le secrétariat ainsi que sur les activités auxquelles il était proposé de mettre fin ou qu'il était proposé de réduire.

31. La question de la restructuration des mécanismes intergouvernementaux avait été l'une des questions fondamentales examinées par le Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau créé par l'Assemblée générale des Nations

Unies pour examiner le fonctionnement administratif et financier de l'Organisation. La Commission se devait de revoir, lors de sa présente session, sa propre structure intergouvernementale et son fonctionnement en vue de faire des propositions concrètes sur les mesures permettant de les rationaliser et de les simplifier.

32. Le Secrétaire exécutif a, pour terminer, évoqué l'importance particulière de la sixième Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) qui devait se tenir lors de la présente session de la Commission. Cette Conférence pour les annonces de contributions était particulièrement importante compte tenu de la diminution des ressources du budget ordinaire. Le Secrétaire exécutif a également attiré l'attention des membres du Comité technique sur la nécessité de commémorer le trentième anniversaire de la CEA en 1983.

33. Le représentant du Cameroun a, au nom du président sortant, souhaité la bienvenue aux délégations à la huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier. Il a demandé au Camarade Mersie Ijigu, membre du Parti des travailleurs d'Ethiopie et Ministre du plan de transmettre à Son Excellence le Camarade Mengistu Haile Mariam, Secrétaire général du Parti des travailleurs d'Ethiopie, Président du Conseil administratif militaire provisoire et Commandant en Chef des forces armées révolutionnaires de l'Ethiopie socialiste, le sentiment de gratitude du Comité technique préparatoire plénier pour l'hospitalité qui leur avait été réservée. Il a ensuite, au nom du Comité technique, remercié le Secrétaire exécutif de la CEA, M. Adebayo Adedeji, pour ses efforts inlassables et son attachement à la cause du développement du continent africain.

34. Il a fait observer que la septième réunion du Comité technique qui avait été organisée à Yaoundé s'était tenue dans un climat d'appréhension, mais aussi de promesse du fait qu'elle avait eu lieu au lendemain de la mise au point définitive des propositions dont avait été saisie l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa session extraordinaire consacrée à la situation économique critique de l'Afrique. Au cours de cette session extraordinaire les chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains avaient pris devant la communauté internationale, l'engagement solennel de s'attaquer résolument aux problèmes de la relance et du développement de leurs économies. La communauté

internationale avait pour sa part pris l'engagement de soutenir concrètement les efforts et les sacrifices que les pays africains s'étaient déclarés prêts à consentir.

35. Malgré ces engagements, l'environnement international ne s'était guère amélioré. Bien au contraire, tout portait à croire qu'il s'était détérioré. Les cours des matières premières exportées par les pays africains n'avaient pas cessé de chuter. Le poids du service de la dette africaine continuait de s'alourdir et de plus les espoirs de tenir une conférence internationale sur la dette africaine s'estompaient rapidement. Les pays africains ne devraient néanmoins pas se laisser aller pour autant à la résignation ou se détourner de leurs objectifs prioritaires définis dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990. L'Afrique n'avait d'autre choix que de compter d'abord sur ses propres forces et ses propres ressources.

36. Pour terminer, le représentant du Cameroun a remercié les membres du bureau pour l'assistance particulière qu'ils avaient apportée au Président du Comité technique, le secrétariat de la CEA dont la collaboration et le soutien avaient permis au bureau de s'acquitter de ses responsabilités et enfin les membres du Comité pour avoir porté le Cameroun à la présidence. Il a ensuite souhaité beaucoup de succès aux travaux de la huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier.

Motion de remerciements

37. Le représentant de la République de Djibouti a, au nom du Comité, prononcé une motion de remerciement au Gouvernement et au peuple éthiopiens pour l'accueil chaleureux réservé aux représentants et pour les excellentes infrastructures mises à leur disposition.

Examen et évaluation de la situation économique en Afrique pendant la période 1985-1986 ainsi que des perspectives pour 1987 (point 4 de l'ordre du jour)

- a) Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1985-1986
- b) Rapport économique CEA/BAD sur l'Afrique en 1987

38. En présentant l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1985-1986, un fonctionnaire du secrétariat de la CEA en a souligné les principales conclusions. Le taux de croissance régional global de 3 p. 100 du PIB enregistré en 1985 est tombé à 1,2 p. 100 en 1986. Cette baisse était attribuée à des facteurs extérieurs, principalement la chute des cours des produits primaires, en particulier le pétrole, des produits agricoles, à l'exception du café et des produits minéraux. En conséquence, la consommation et l'épargne avaient stagné tandis que la formation du capital avait enregistré une baisse. Le compte courant avait enregistré d'importants déficits. L'accroissement du fardeau de la dette continuerait de constituer un grave problème dans le proche avenir. Sur la base des diverses hypothèses relatives au développement du commerce extérieur et à une évolution des paramètres déterminant les politiques à suivre, on estimait que le taux de croissance global du PIB se situerait entre 2,5 p. 100 (scénario de faible croissance) et 4 p. 100 (scénario de forte croissance). L'étude comportait un chapitre sur les questions sociales et le domaine couvert par les statistiques données en appendice avait été étendu.

39. Le représentant de la Banque africaine de développement a présenté le Rapport économique CEA/BAD sur l'Afrique en 1987. Les efforts communs de la CEA et de la BAD visaient à produire des rapports économiques annuels, des comptes descriptifs et analytiques de l'évolution économique récente en Afrique, à faire des prévisions préliminaires, à analyser le problème du développement général et à mettre l'accent dans chaque rapport sur une question particulière de développement.

40. La première partie du rapport traitait des tendances actuelles du développement économique en Afrique tandis que la seconde partie examinait les contraintes et problèmes relatifs à la mobilisation des ressources intérieures en Afrique. Il était indiqué dans le rapport que tandis que le potentiel de l'épargne en Afrique s'était récemment détérioré, certaines ressources inexploitées devraient être explorées. Le volume et le taux de l'épargne dépendaient essentiellement des réformes politiques et institutionnelles destinées à accroître la mobilisation des ressources en dépit de nombreuses contraintes et de la faiblesse du revenu par habitant. La Banque africaine de développement et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique avaient depuis longtemps souligné l'importance de promouvoir l'épargne-investissement pour la croissance en Afrique. L'étude avait identifié quatre domaines essentiels nécessitant une concentration des activités en vue d'améliorer la mobilisation des ressources intérieures en Afrique. Ces quatre domaines étaient la promotion de la croissance du revenu global, la stimulation et la diversification des exportations, la poursuite de politiques fiscales avisées et la coordination des activités avec les banques centrales et les banques commerciales.

41. Au cours des débats qui ont suivi, plusieurs délégations ont félicité les secrétariats de la CEA et de la BAD pour le caractère complet et bien adapté des documents et pour leur niveau élevé d'analyse. Sur la base de l'analyse effectuée dans ces documents, les participants ont posé un certain nombre de questions, notamment sur la dette extérieure de l'Afrique et le bon départ pris dans les mesures d'ajustement structurel et de réforme économique.

42. Les participants ont reconnu la gravité des problèmes posés par la dette extérieure de l'Afrique qui excluait la réalisation d'une croissance raisonnable en l'absence d'apports financiers suffisants venant de l'extérieur. Les problèmes de la dette étaient si graves qu'ils ne pouvaient être résolus sans des efforts considérables des pays africains pour améliorer la productivité. Les participants ont fait mention des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation adoptés par certains pays africains. Certaines délégations ont estimé que les pays africains devaient partager leurs expériences en ce qui concerne les succès et les échecs de ces programmes

43. Un certain nombre de délégations ont demandé des amendements de l'Etude en vue d'en rehausser la qualité technique. On a fait observer qu'il semblait ressortir de la première phrase du premier paragraphe que la sécheresse avait pris fin en 1985. Or, le retour de pluies normales ne signifiait pas nécessairement la fin du cycle actuel de sécheresse que connaît l'Afrique. Des sécheresses localisées sévissaient encore dans certaines parties du continent. Un représentant a indiqué que la référence du paragraphe 1 du document à un pays membre de l'OPEP était déplacée. Il a soutenu que les effets d'une baisse des recettes d'exportation provoquée par la chute des cours du pétrole n'étaient pas propres aux pays africains; l'affirmation du paragraphe 8 du document était donc exagérée. D'autres représentants ont fourni des informations reflétant les réalités actuelles dans leurs pays contrairement à ce qui était dit aux paragraphes 44, 48, 164, 178 et 227 de l'Etude. Un représentant a fait état d'une erreur résultant d'une confusion en ce qui concerne l'emplacement de l'un des projets routiers mentionné au paragraphe 354 de l'Etude. Il a insisté pour que l'erreur soit corrigée. Le contenu du paragraphe 372 a également été contesté en ce qui concerne les projets de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et, à cet égard, les participants ont estimé qu'il faudrait se concentrer sur les aspects techniques plutôt que politiques des projets mentionnés au paragraphe 372.

44. Le représentant de l'OACI a fait des remarques sur les tableaux statistiques de l'Etude. Il a parlé du rôle potentiel des transports aériens dans la promotion des exportations agricoles africaines et de la nécessité d'une meilleure gestion des compagnies aériennes et des infrastructures de l'aviation civile en Afrique. Il a également souligné la nécessité pour les Etats membres de prêter attention aux énormes pertes que subissent certaines compagnies aériennes africaines étant donné que ces pertes ne pourraient pas être supportées pendant longtemps.

45. En réponse aux diverses remarques des représentants, le représentant du secrétariat de la CEA leur a donné l'assurance qu'il serait tenu compte des amendements proposés. Le secrétariat avait de grandes difficultés à obtenir les données demandées des Etats membres. Il était donc fait appel aux pays pour qu'ils intensifient le soutien qu'ils apportent au secrétariat sous cette forme. Le Secrétaire exécutif a assuré les participants que l'erreur géographique figurant au paragraphe 354 serait corrigée.

Etat d'avancement du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 (point 5 de l'ordre du jour)

46. Au titre de ce point, le secrétariat a présenté deux documents : E/ECA/CM.13/5 et E/ECA/CM.13/57 intitulés respectivement "Etat d'avancement du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990" et "Conférence internationale sur le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et son exécution - Note d'information". Le représentant du secrétariat a informé le Comité technique qu'à la suite de l'élaboration d'un questionnaire sur l'état d'avancement de ces deux programmes, la Conférence des ministres de la CEA avait, à sa deuxième session extraordinaire, prié la CEA d'effectuer une analyse approfondie des résultats du questionnaire. L'étude achevée était fondée sur 30 réponses qui avaient été reçues des Etats membres au début d'avril 1987.

47. Le représentant a indiqué les principaux résultats de l'analyse du questionnaire qui comportait cinq parties : questions d'ordre général; mesures immédiates; mesures à court et moyen terme; mobilisation de ressources financières; modalités et mécanismes de la mise en oeuvre du Programme prioritaire et du Programme d'action. Au titre des questions d'ordre général, la conclusion la plus frappante était que le secteur privé n'avait en règle générale pas encore été associé au processus d'exécution des deux programmes. Toutefois, les éléments de base du Programme prioritaire avaient été correctement incorporés dans les plans nationaux de développement et les programmes nationaux actuels avaient été réalignés sur les stratégies et politiques contenues dans le Programme prioritaire et le Programme d'action. Nombre de pays africains avaient adopté des programmes de stabilisation (43 p.100), d'ajustement structural (70 p. 100) et de relance économique générale (17 p. 100).

48. Quant aux mesures immédiates, il ressortait de l'analyse que 50 p. 100 des pays avaient créé et/ou renforcé des mécanismes nationaux d'intervention en cas d'urgence tandis que 27 p. 100 envisageaient de la faire au plus tard

en 1990 et que 23 p. 100 n'envisageaient rien dans ce domaine. Une proportion de 47 p. 100 des pays avait mis en place des systèmes d'alerte rapide efficaces tandis que 27 p. 100 se proposaient d'en mettre en place au plus tard en 1990. Le résultat le plus décevant concernait les mesures prises pour inverser l'exode des compétences, que seuls 23 p. 100 des pays ayant répondu avaient prises, tandis que 47 p. 100 n'en faisaient pas cas. Cet état de choses ne laissait pas d'être préoccupant étant donné que l'exode des compétences avait de profondes répercussions sur le développement. Cependant, il était réconfortant de constater que l'ensemble des pays indiquaient qu'ils avaient entrepris (90 p. 100) ou envisageaient d'entreprendre (10 p. 100) des programmes de reboisement. Pareillement, nombre de pays avaient entrepris des efforts pour lutter contre le déboisement (77 p. 100) et l'érosion et/ou la salinisation des sols (63 p. 100). Un autre fait marquant était que 53 p. 100 des pays avaient pris des mesures d'ajustement des taux de change et que 7 p. 100 se proposaient d'en prendre.

49. S'agissant des mesures à court et moyen termes, l'analyse indiquait l'existence de grandes disparités. D'un côté il y avait des mesures comme la production de pièces de rechange adoptée par 27 p. 100 des pays seulement, la mise en valeur des terres (37 p. 100), l'incitation à l'épargne rurale (47 p. 100) et la réforme agraire (50 p. 100). De l'autre, on trouvait des politiques comme l'encouragement du secteur privé (80 p. 100), l'intensification des efforts visant à promouvoir l'alphabétisation de masse (83 p. 100) et l'amélioration de la gestion de l'économie (87 p. 100).

50. Dans le domaine de la mobilisation de ressources financières, il y avait notamment une utilisation efficace des ressources (83 p. 100 des pays), des mesures tendant à accroître l'aide extérieure (80 p. 100), celles visant à améliorer les conditions pour l'investissement (80 p. 100) et la promotion des exportations (70 p. 100). S'agissant des modalités et des mécanismes de la mise en oeuvre du Programme prioritaire et du Programme d'action, la plupart des pays qui avaient répondu, avaient adopté des mécanismes pour la planification des projets, un suivi général de l'exécution des plans, l'observation du flux, de l'utilisation et du remboursement de l'aide

extérieure ainsi que pour la participation de la population. Toutefois, très peu de pays faisaient état de l'existence d'un mécanisme spécial de consultation pour le Programme prioritaire ou de l'intention d'en mettre un sur pied.

51. Un autre représentant du secrétariat a indiqué les activités entreprises par le système des Nations Unies et les conférences internationales prévues sur le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et son exécution. En mettant en relief les principales initiatives, il a d'abord signalé les efforts que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avait continué de fournir en application du mandat qui lui avait été donné dans le Programme d'action : a) une plus grande sensibilisation de la communauté internationale aux besoins et priorités de l'Afrique; b) la mobilisation d'un appui afin de réaliser les objectifs du Programme d'action; c) la création d'un comité directeur chargé d'organiser et de favoriser l'action des organismes des Nations Unies, de promouvoir les consultations avec la communauté internationale, de passer en revue les faits nouveaux survenus aux niveaux national, régional et international en faisant rapport à ce sujet et de proposer d'autres initiatives appropriées; d) la nomination de l'Ambassadeur Stephen Lewis (Canada) pour conseiller et prêter son concours, notamment dans la mobilisation de l'appui de la communauté internationale; et e) la création d'un groupe spécial de 10 "personnalités éminentes" chargé de conseiller le Secrétaire général quant à la situation financière des pays africains connaissant de graves difficultés et faisant face à une nouvelle crise en raison de la chute brutale des cours de produits de base.

52. Le Comité directeur avait constitué son organe opérationnel, un groupe de travail interinstitutions de l'ONU chargé du suivi du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, présidé par le Secrétaire exécutif de la CEA. Les principaux membres de ce groupe de travail étaient les suivants : CEA, FAO, FIDA, BIT, Unesco, PNUD, FISE, CNUCED, PAM, Banque mondiale et BAD. Les différents organismes des Nations Unies avaient également lancé un certain nombre d'activités pour appuyer l'application du Programme d'action. Des exemples

en étaient les suivants : l'Unesco examinait son programme afin d'accorder plus d'importance à des éléments comme l'éducation, la science et la technique, la culture et les sciences humaines qui intéressaient directement le Programme d'action; le PNUD réorientait ses opérations afin de les rendre plus efficaces; la FAO exécutait des activités découlant directement des domaines prioritaires du Programme d'action; le FIDA avait créé un fonds spécial de 300 millions de dollars des Etats-Unis en faveur des pays africains subsahariens victimes de la sécheresse et de la désertification; le BIT avait procédé à un examen des programmes alimentaires en rapport avec le Programme d'action; et la CNUCED avait établi un groupe de travail sur le Programme. Pour ce qui était de la CEA, les efforts se poursuivaient afin d'aider les Etats-membres dans l'application et la surveillance de l'exécution du Programme d'action. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avait invité l'ensemble des organismes et organes du système à s'inspirer du Programme d'action lors de l'élaboration de leurs programmes de travail pour l'exercice biennal 1988-1989 et la CEA avait, dans l'élaboration de son programme de travail envisagé pour cet exercice biennal, tenu particulièrement compte des priorités indiquées dans le Programme. Le représentant du secrétariat a en outre fait savoir que pour satisfaire la demande d'informations concernant le Programme d'action, l'Organisation des Nations Unies avait commencé à publier un bulletin intitulé "Redressement en Afrique". Il était également prévu de publier une revue trimestrielle plus documentée sur le redressement et le développement en Afrique.

53. Concernant les conférences prévues sur le Programme d'action, deux de ces conférences devaient se tenir en 1987 sur les thèmes : a) le redressement économique et le développement accéléré de l'Afrique; et b) le facteur humain dans le redressement économique et le développement de l'Afrique. La première conférence se tiendrait à Abuja (Nigéria) du 15 au 19 juin 1987 et le Gouvernement nigérian, le PNUD, la Fondation Ford, le Secrétariat du Commonwealth, le SIDA, l'organisme suédois de développement international, et l'ACDI (Agence canadienne de développement international) avaient confirmé qu'ils en assureraient le financement. La seconde réunion, qui aurait lieu à Libreville (Gabon) du 12 au 15 octobre 1987, serait une activité du système des Nations Unies placée sous les auspices du Groupe de travail interinstitution chargé du suivi du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

54. Le Secrétaire exécutif de la CEA a indiqué que 31 pays avaient répondu au questionnaire qui avait été adressé à l'ensemble des Etats membres de la Commission, une réponse étant parvenue depuis l'achèvement de l'analyse figurant dans le rapport présenté. Il a fait appel aux 19 pays restants afin qu'ils envoient leurs réponses pour que le secrétariat puisse dresser un tableau complet de l'état d'avancement du Programme prioritaire de redressement économique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, tableau à soumettre à la réunion de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en tant que contribution à son rapport destiné à la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il existait quelques signes encourageants concernant les ressources extérieures. C'était en effet dans ce contexte que le Secrétaire général avait décidé de nommer un groupe de "personnalités éminentes". Par ailleurs, si la crise résultant de la sécheresse s'était atténuée, certains pays étaient toujours en proie aux effets de la sécheresse. En règle générale, la vigilance s'imposait pour centrer l'attention à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique sur le redressement du continent. Dans cette optique, tout devrait être mis en oeuvre pour présenter à la communauté internationale le redressement de l'Afrique comme la priorité des priorités. S'agissant de la dette, le Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale était saisi de la question. Il était encourageant que les questions liées à l'endettement qui étaient soulevées dans les propositions présentées par l'Afrique à la session extraordinaire des Nations Unies consacrée au continent avaient déjà été abordées par la communauté internationale.

55. De nombreux représentants ont félicité le secrétariat de la qualité et de la clarté des documents. Ils ont en outre adressé un appel aux pays qui n'avaient pas encore répondu au questionnaire pour qu'ils le fassent de toute urgence. Un représentant a expliqué que son pays avait répondu au questionnaire, en soumettant au MULPOC de sa sous-région un exemplaire de sa réponse et en adressant un autre au secrétariat de la CEA. Un autre représentant a demandé à connaître les 19 pays qui n'avaient toujours pas répondu. Dans l'ensemble, il a été indiqué que le fait que 31 pays aient

répondu dénotait clairement le sérieux dont l'Afrique faisait preuve dans l'application du Programme prioritaire et du Programme d'action, d'autant qu'à peine une année s'était écoulée depuis leur adoption.

56. Pour ce qui était de l'analyse des réponses au questionnaire, de nombreux représentants ont indiqué la nécessité d'évaluer également la réaction de la communauté internationale, notamment des organismes multilatéraux, étant donné que le Programme d'action des Nations Unies avait assigné des tâches spécifiques tant aux gouvernements africains qu'à la communauté internationale. Il importait également d'accorder toute l'attention voulue aux activités des groupements sous-régionaux de l'Afrique. Il ressortait de l'analyse que les pays africains avançaient dans la bonne direction dans l'application du Programme prioritaire et du Programme d'action. A cet égard, certains représentants ont informé le Comité technique des priorités et politiques de stabilisation adoptées par leurs pays et qui étaient conformes aux programmes, en particulier dans le domaine de l'agriculture et du développement rural. En matière d'agriculture, il était également souhaitable de porter l'attention sur les femmes et d'évaluer la contribution de cette couche de la population qui jouait un rôle essentiel, notamment dans la production vivrière. Cependant, d'autres représentants ont estimé qu'il fallait faire preuve de prudence, car les activités et les mécanismes mentionnés dans l'analyse dateraient peut-être d'avant l'adoption du Programme prioritaire et du Programme d'action. En outre, les réponses pourraient tout simplement refléter un jugement subjectif des pays enquêtés ou représenter des vœux plutôt que des faits. Il importait par conséquent que la CEA vérifie si ces activités figuraient en fait dans les plans de développement, les discours relatifs au budget ou les documents des instances des pays. Un représentant a mentionné l'importance du secteur privé, tout en faisant observer qu'il faudrait peut-être du temps avant de disposer d'informations sur ce secteur dans le cadre de l'application des deux programmes.

57. Nombre de représentants ont soulevé des questions et formulé des observations sur la mobilisation des ressources. En effet, la section sur la mobilisation des ressources devait bénéficier d'une place spéciale dans

l'analyse, étant donné la proportion du coût de l'exécution du Programme prioritaire devant être financée au moyen des ressources nationales et compte tenu du fait qu'on n'avait encore enregistré aucun accroissement réel du flux net de ressources extérieures. Aussi, faudrait-il donner une importance capitale aux efforts déployés par les pays africains pour mobiliser l'épargne et voir seulement dans l'assistance extérieure un appoint.

58. Sur ce plan, un représentant s'est interrogé sur les chances qu'avait l'Afrique de mobiliser au niveau intérieur le montant de 80 milliards de dollars prévu, en particulier compte tenu des problèmes résultant de l'endettement. Un autre représentant a soulevé un certain nombre de questions concernant la mobilisation de ressources intérieures en suggérant l'opportunité pour la CEA d'entreprendre des études dans ce domaine. Premièrement, le rôle du système bancaire dans la mobilisation de l'épargne devait être examiné. Il serait par exemple utile d'étudier la structure des interventions des banques privées, celles-ci ayant souvent des préjugés contre les programmes agricoles qu'elles prenaient pour des entreprises risquées. Deuxièmement, il faudrait renforcer le rôle du système non bancaire. Les pays africains devraient mettre en place des marchés de capitaux et des bourses des valeurs, bien qu'il fût reconnu que la réalisation de ces objectifs serait entravée par le fait que les gouvernements en seraient probablement les principaux investisseurs. Il existait pourtant des possibilités, notamment en raison du désengagement de l'Etat des sociétés semi-publiques non rentables. Troisièmement, la CEA devrait analyser le recours à la politique de déficit budgétaire afin de déterminer la façon dont ces ressources étaient utilisées et de voir s'il était possible de tirer parti de cette technique. L'intervenant a fait remarquer que le fait de considérer les exportations comme une source d'épargne ne se justifiait que si l'on tenait pleinement compte de l'importance des importations. De surcroît, l'imposition ne devrait pas viser les pauvres et la population rurale et leur porter préjudice. Un autre représentant s'est demandé s'il convenait de parler de zones rurales démunies tout en songeant à mobiliser l'épargne rurale. Il a indiqué qu'en dépit des rumeurs prévoyant des perspectives prometteuses concernant les questions d'endettement, il fallait insister sur

le fait qu'un gouvernement ou organisme multilatéral, quelles que fussent sa générosité et les ressources dont il disposait, ne pourrait assurer le développement de l'Afrique.

59. La question de la sécheresse a été soulevée par un représentant qui a indiqué que ce serait une erreur de croire que ce phénomène avait pris fin. Des pays souffraient toujours de la sécheresse. En outre, ce phénomène était cyclique et pouvait se reproduire. C'était la raison d'être d'organisations comme le CILSS et l'IGADD. En fait, il fallait mettre au point des mesures efficaces afin d'apporter une solution durable au problème de la sécheresse.

60. S'agissant des activités du système des Nations Unies, de nombreux représentants se sont félicités de celles entreprises par le Secrétaire général. Les efforts fournis par la CEA, comme par exemple la production du questionnaire, étaient très encourageants. Certains représentants se sont également déclarés satisfaits de l'organisation de la conférence sur le facteur humain dans le redressement économique et le développement de l'Afrique en soulignant qu'après tout c'étaient les êtres humains que le développement concernait. Un représentant a cependant noté que la participation prévue n'était pas très originale. Compte tenu de la nécessité de traiter des aspects culturels de l'économie en tant que discipline, il fallait rechercher auprès des populations rurales restées silencieuses de l'inspiration et des idées nouvelles. En effet, il était en général nécessaire d'orienter les stratégies dans cette direction.

61. Un représentant a posé la question de savoir si la réunion commune des groupements sous-régionaux africains dans le cadre du quatrième cycle de programmation du PNUD allait être convoquée. Un autre a demandé pourquoi les documents faisaient référence au Programme prioritaire étant donné que le sujet à examiner lors de la réunion de la CEA serait le Programme d'action des Nations Unies. Il a proposé de supprimer le Programme prioritaire des documents. Son pays n'ayant pas participé à l'adoption de ce Programme, il serait amené à exprimer des réserves le concernant.

62. L'observateur de l'ONUDI a rendu compte de ce que son organisation avait entrepris pour l'exécution du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. L'ONUDI avait procédé en 1986 à un examen approfondi de ses activités en Afrique, dans le but de les orienter vers les objectifs des deux programmes. Les détails de cet examen avaient été présentés dans un document spécial soumis à la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie, tenue à Bujumbura (Burundi) en septembre 1986. Les ministres avaient accueilli favorablement l'initiative de l'ONUDI et appelé cette organisation à poursuivre ses efforts dans ce sens. Il a ajouté que l'ONUDI mettait au point un plan d'action interne visant à adapter ses activités en Afrique aux objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement industriel en Afrique, de façon qu'elles correspondent au maximum à celles des deux programmes. Parmi les principales activités de l'ONUDI qui portaient également sur les domaines prioritaires définis par les deux programmes figuraient la mise en valeur des ressources humaines, la mobilisation des ressources financières, la réhabilitation de l'industrie, l'utilisation de matières premières d'intrants intermédiaires et de pièces de rechange locaux, ainsi que l'examen et l'orientation du secteur industriel. Il a évoqué la coopération passée et actuelle de l'ONUDI avec la CEA et les institutions des Nations Unies, et réaffirmé que son Organisation était prête à étendre cette coopération au Comité directeur et au groupe spécial interinstitutions.

63. L'observateur de l'Unesco a souligné les efforts déployés par son Organisation dans le domaine de l'éducation dans les zones rurales, où elle avait effectué un certain nombre d'études, de séminaires et d'ateliers sur les mesures propres à faciliter l'accès à tous les niveaux et types d'éducation aux enfants, aux jeunes et aux adultes. L'Unesco a enrichi les programmes et les stratégies d'éducation par un appui technique, dans le but de les améliorer et de les adapter aux populations rurales. Des projets expérimentaux sur les écoles des villages et le développement rural avaient été entrepris. Elle avait aussi organisé en 1986 des séminaires aux niveaux sous-régional et national sur la formation des enseignants des lycées agricoles, et soutenu les efforts des institutions nationales tendant à améliorer la qualité des études agricoles supérieures. Il a également rappelé l'étroite collaboration entre l'Unesco, la FAO, le FISE et l'OIT, ainsi que la tenue de séminaires organisés conjointement avec le FISE à l'intention des responsables nationaux de l'enseignement primaire, dans le cadre du Programme

régional pour la suppression de l'analphabétisme en Afrique.

64. L'observateur du PNUD, répondant à une question sur les activités du quatrième cycle de programmation, a informé le Comité que son Organisation avait approuvé l'octroi de 300 000 dollars pour des missions conjointes CEA/PNUD à effectuer auprès de l'UDEAC, de la CEEAC, de la CEAO, de la CEDEAO, de la ZEP, de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, de la CEPGL, de la Commission de l'océan Indien, de l'Union du fleuve Mano, de l'OMVG, de l'OMVS, de la Commission du bassin du Niger, de l'Organisation du lac Tchad et de l'Organisation de la Rivière Kagera, en vue de discuter avec elles de la possibilité d'intégration de leurs projets. Les projets préliminaires préparés à l'issue de ces discussions avaient été examinés avec les organismes des Nations Unies à Rome, Genève et Vienne. Une invitation avait été envoyée conjointement par le PNUD et la CEA appelant les organisations sous-régionales concernées ainsi que l'OUA et certaines institutions spécialisées de l'ONU à participer à une réunion qui examinerait les rapports des missions et les projets proposés. La tenue de cette réunion était prévue du 27 au 29 avril 1987 à Addis-Abeba.

65. L'observateur du Conseil mondial de l'alimentation a fait mention de la résolution 41/191 de l'Assemblée générale dans laquelle le Conseil était appelé à soutenir les progrès réalisés et à contribuer activement à l'exécution des mesures et des éléments du programme alimentaire figurant dans le Programme d'action des Nations Unies. Il a signalé la tenue de la Table ronde ministérielle de Berlin en 1987, qui avait axé ses travaux sur la sécurité alimentaire en Afrique, et à laquelle avaient assisté plusieurs ministres africains de l'agriculture. Il était devenu clair que les grands efforts déployés par les pays africains avaient été entravés par la réaction molle de la Communauté internationale. Tout comme la CEA, le Conseil mondial de l'alimentation croyait fermement à l'efficacité de la coopération Sud-Sud, aussi bien entre les pays africains qu'entre ceux-ci et d'autres régions en développement. Le Conseil mondial de l'alimentation avait aussi travaillé en étroite collaboration avec le PNUD, qui avait organisé trois réunions sous-régionales sur l'agriculture et l'alimentation, dans le cadre des activités de la CEPD et de la CTPD. Il a enfin informé le Comité de la treizième session ministérielle du Conseil mondial de l'alimentation, dont la tenue était prévue à Beijing (Chine) du 8 au 11 juin 1987, et appelé les pays africains, en particulier ceux qui étaient membres du Conseil, de participer massivement à cette session.

66. L'observateur du FMI a noté que les pays africains méritaient d'être félicités pour le succès remporté l'année dernière dans le domaine de l'économie et des finances, et que personne n'ignorait l'importance du rôle que le FMI y avait joué. A ce sujet, il a rappelé les facilités d'ajustement structurel, accordées en 1986, qui avaient permis de mettre à la disposition des pays à faible revenu, ayant des problèmes sur le plan de la balance des paiements, et ayant adopté des programmes d'ajustement, trois milliards de dollars au titre de l'aide financière. Un certain nombre de pays africains avaient bénéficié de ces facilités, et environ un tiers des pays africains avaient signé des accords de prêt avec le FMI. De plus, même dans des pays qui n'avaient pas contracté de prêts auprès du FMI, le Fonds avait contribué à l'amélioration de l'économie grâce à son impact sur la qualité de la gestion économique.

67. La dette extérieure était un problème grave, qui avait des retombées sur les possibilités économiques à court terme. La situation dans plusieurs pays africains avait été compliquée du fait des arriérés qu'ils devaient au FMI, et qui avaient rendu difficile l'obtention d'une nouvelle assistance de la part de ce Fonds. A ce sujet, des propositions avaient été faites dans le but d'alléger le fardeau de la dette extérieure. Ces propositions avaient besoin d'être minutieusement étudiées, et celles qui avaient été soumises aux responsables du Fonds et de la Banque mondiale pour examen le seraient de façon approfondie.

68. S'agissant de la gestion des taux de change, un sujet activement discuté lors des précédentes réunions tenues sous les auspices de la CEA, le FMI se félicitait de la convergence de vues sur le fait que les fluctuations des prix en Afrique, que ce soit ceux du café ou de la monnaie, avaient bel et bien produit les résultats escomptés sur le plan de l'offre et de la demande.

69. Répondant à certaines des questions et observations, le Secrétaire exécutif a remercié les participants pour la qualité de leurs commentaires et indiqué que le secrétariat de la CEA en tiendrait compte dans ses prochains travaux. La CEA soumettrait une évaluation annuelle de l'exécution du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies, car il y avait lieu de montrer la détermination et la crédibilité de l'Afrique quant à l'exécution de son programme. Ainsi, les prochaines enquêtes sur les conditions économiques et sociales en Afrique

seraient centrées sur des questions spécifiques liées au Programme prioritaire et au Programme d'action des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies devait soumettre un rapport intérimaire sur le Programme d'action aux 42ème et 43ème sessions de l'Assemblée générale et les travaux concernant ce rapport étaient en cours. Le Secrétaire exécutif a également donné la liste des pays qui n'avaient pas répondu au questionnaire. On pourrait déduire les noms de ces pays du paragraphe 10 du document E/ECA/CM.13/5, dans lequel étaient énumérés les 30 pays ayant répondu à ce questionnaire. Il était à noter qu'un autre pays avait répondu après l'établissement du document. Il a également confirmé que la réunion mixte des organisations sous-régionales africaines se tiendrait à Addis-Abeba, du 27 au 29 avril 1987.

70. En résumant les débats, le Président a signalé que le Comité avait pris note des rapports. Il a souligné que, ainsi que l'avait observé le Secrétaire exécutif, il était urgent de signaler à la communauté internationale les activités intensives entreprises actuellement et l'esprit du redressement de l'Afrique. Les pays africains devaient continuer à déployer davantage d'efforts pour résoudre leurs problèmes. Le rapport sur l'état d'avancement du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies devait être considéré comme provisoire et être enrichi. Il était par conséquent essentiel que tous les pays qui n'avaient pas répondu au questionnaire le fassent dans les meilleurs délais. Il était également essentiel de s'informer sur les activités entreprises par la communauté internationale au sujet du Programme d'action des Nations Unies. Le sentiment qui s'était dégagé des débats était que des doutes subsistaient encore quant à l'avenir de l'aide extérieure. Trois points essentiels devaient être soulignés. Premièrement, des efforts devaient être déployés pour sensibiliser la communauté internationale à l'appel que le Programme d'action des Nations Unies lui avait lancé, pour qu'elle commence à fournir effectivement l'aide nécessaire. Deuxièmement, les pays africains devaient s'employer à utiliser leurs propres ressources de façon à s'orienter dans la bonne voie. Troisièmement, la question de la mobilisation des ressources locales devait être soulignée, et des solutions acceptables devaient être trouvées aux problèmes que le Comité et le rapport BAD/CEA avaient soulevés.

La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique (point 6 de l'ordre du jour)

- a) Rapport sur l'exécution des éléments du Plan d'action de Lagos relatifs à l'alimentation et à l'agriculture
- b) Rapport sur les mesures générales et les institutions visant à améliorer la conservation, la gestion et la mise en valeur des ressources forestières en Afrique
- c) Rapport sur une étude de la recherche agronomique et des programmes de développement de l'élevage dans la région de l'Afrique
- d) Rapport sur l'application des recommandations de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural dans la sous-région du MULPOC de Lusaka
- e) Année internationale de la mobilisation de ressources financières et technologiques pour améliorer la production alimentaire et agricole en Afrique
- f) Rapport sur les mesures prises par les pays africains pour réduire les pertes alimentaires durant la période 1975-1985
- g) Rapport sur une étude comparée et une analyse des programmes de sécurité alimentaire en cours
- h) Politiques d'utilisation du sol et systèmes d'exploitation agricole: le cas de la Somalie et du Soudan

71. Dans son introduction générale des questions relatives au secteur alimentaire et agricole, un représentant du secrétariat a déclaré que malgré les mesures louables prises par les pays africains dans le cadre du Plan d'action de Lagos, du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, du Programme d'action des Nations Unies pour le

redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1999 et de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural et en dépit des résultats encourageants enregistrés dans les domaines de la réhabilitation et de la relance du secteur alimentaire et agricole, il n'y avait pas lieu de faire de l'autosatisfaction. Des potentialités énormes existaient et l'élan devait être maintenu. Il a indiqué que les huit documents soumis à la réunion seraient présentés et examinés sous quatre rubriques : mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos, promotion de la sécurité alimentaire et réduction des pertes alimentaires; politiques et questions de gestion en matière de production agricole et mobilisation de ressources technologiques et financières.

Mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos et recommandations de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural

72. Au titre de ce point, un fonctionnaire du secrétariat a présenté les rapports suivants :

a) Rapport sur l'exécution des éléments du Plan d'action de Lagos relatifs à l'alimentation et à l'agriculture (E/ECA/CM.13/6)

b) Rapport sur l'application des recommandations de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural dans la sous-région du MULPOC de Lusaka (E/ECA/CM.13/9).

73. Après avoir rappelé les éléments du Plan d'action de Lagos relatifs à l'alimentation et à l'agriculture et analysé les facteurs principaux qui facilitaient ou entravaient les efforts déployés par les Etats membres pour mettre le Plan en oeuvre, il a fait observer que malgré les efforts accomplis et les résultats obtenus dans le secteur, il restait encore beaucoup à faire pour résoudre les problèmes liés à l'alimentation et à l'agriculture en Afrique. Il a souligné que les efforts dans ce domaine devraient être poursuivis et qu'un accent particulier devait être mis sur les services d'appui à l'agriculture tels que la recherche et la vulgarisation agricole ainsi que sur le rôle fondamental que les femmes devraient jouer dans ce

domaine. Il a indiqué qu'il était nécessaire de tirer des enseignements du passé et en particulier de coordonner toutes les activités menées dans ces domaines au niveau national de façon à tirer le plus grand profit de l'assistance extérieure.

74. A la suite de la présentation de ces deux rapports, un représentant a félicité le secrétariat pour l'excellente qualité des documents. Il se référait au document E/ECA/CM.13/6 et notamment à ses paragraphes 29 à 31; il a en outre fait remarquer qu'il importait d'adopter des techniques de culture pratiques de façon à alléger le fardeau des hommes et des femmes dans les zones rurales. Le même représentant a ensuite prié les participants de se reporter au paragraphe 8 du document mentionné plus haut et de chercher à trouver une solution pratique aux problèmes du déboisement incontrôlé en pensant à mettre au point des combustibles pour remplacer le bois.

75. Le Comité a pris note des deux rapports présentés.

Promotion de la sécurité alimentaire et réduction des pertes alimentaires

76. Au titre de ce point, un autre fonctionnaire du secrétariat a présenté les rapports suivants :

- a) Rapport sur les mesures prises par les pays africains pour réduire les pertes alimentaires durant la période 1974-1985 (E/ECA/CM.13/11)
- b) Rapport sur une étude comparée et une analyse des programmes de sécurité alimentaire en cours (E/ECA/CM.13/12)

77. Il a expliqué que les deux rapports avaient été établis dans le cadre du programme de travail de la CEA à la demande des Etats membres et il a rappelé brièvement les questions qui y étaient examinées.

78. La promotion de la sécurité alimentaire et la réduction des pertes alimentaires avaient été discutées lors des rencontres internationales au moment où la sécheresse avait commencé à sévir dans les pays du Sahel au

début des années 70, et le concept de sécurité alimentaire s'était depuis élargi. Avant 1983, la sécurité alimentaire ne nécessitait que le maintien de stocks céréaliers suffisants en cas de famine et de situation d'urgence. Mais depuis 1983, la sécurité alimentaire avait été redéfinie de façon à ce que tout le monde, puisse à tout moment avoir accès, aux vivres nécessaires, ce qui débouchait sur l'examen relatif aux problèmes de production, d'équilibre des réserves et de distribution. Il a indiqué que les perspectives de sécurité alimentaire étaient favorables à court terme, incertaines à moyen terme et très sombres à long terme. Evaluant les efforts passés et présents déployés en matière de sécurité alimentaire, il a noté que beaucoup avait certes été fait mais que ce n'était pas suffisant et a attiré l'attention du Comité sur les recommandations contenues dans les documents traitant des mesures prises aux niveaux national, sous régional et régional.

79. Le Comité a pris note des documents, fait siennes les recommandations qui y figuraient et décidé de les inclure dans un projet de résolution relatif à l'alimentation et à l'agriculture qui serait soumis à la Conférence des ministres pour examen.

Problèmes liés à l'agriculture, aux politiques de production et à la gestion

80. Au titre de ce point, un autre fonctionnaire du secrétariat a présenté au comité les rapports suivants:

a) Rapport sur les mesures générales et les institutions visant à améliorer la conservation, la gestion et la mise en valeur des ressources forestières en Afrique (E/ECA/CM.13/7);

b) Rapport sur une étude de la recherche agronomique et des programmes de développement de l'élevage dans la région de l'Afrique (E/ECA/CM.13/8);

c) Politiques d'utilisation du sol et systèmes d'exploitation agricole : le cas de la Somalie et du Soudan (E/ECA/CM.13/13).

81. Dans ces trois rapports étaient mis en évidence certains des problèmes les plus urgents qui se posent au développement agricole, en particulier ceux qui ont trait à la dégradation de l'environnement et à la destruction de l'écosystème. L'accent était donc mis sur la nécessité de relier les uns aux autres et d'harmoniser les actions portant sur les cultures, l'élevage et la protection des forêts afin d'améliorer la conservation et la gestion des ressources renouvelables. Le document E/ECA/CM.13/7, axé sur les forêts du Miombo de l'Afrique de l'Est qui constituent l'écosystème forestier le plus vaste de l'Afrique au sud de l'équateur et couvrent sept pays, révélait que la couverture forestière du Miombo disparaissait au rythme alarmant de 200 000 ha par an. Pendant de nombreuses années, les forêts avaient fait l'objet d'une exploitation excessive et avaient été mal utilisées. Deux modes de culture pratiqués en République-Unies de Tanzanie et en Zambie étaient définis comme particulièrement destructeurs : le mode de culture itinérante de Chitemene exige 40 ha de forêts naturelles pour faire vivre une personne et le mode de culture du tabac qui exige 100 kg de plantes pour conditionner un kilo de tabac.

82. Selon le rapport (E/ECA/CM.13/8) relatif à l'élevage, qui donnait une vue d'ensemble de la situation de ce secteur en Afrique, les produits de l'élevage - viande de boucherie et productions animales - n'avaient pas permis de faire face à l'accroissement de la demande. En fait, l'Afrique qui était exportatrice nette de viandes est devenue depuis 1975 importatrice nette. Ces résultats médiocres étaient en grande partie imputables à des incohérences et à des lacunes dans les politiques adoptées. C'est ainsi que les interventions gouvernementales avaient d'une façon générale rendu les producteurs et les commerçants traditionnels moins autonomes et moins indépendants. En conséquence, le secteur de l'élevage n'avait pu assurer son développement endogène. De plus, là où les gouvernements avaient entièrement pris en charge les investissements de base et fourni "gratuitement" les facteurs de production et les services d'appoint, en particulier dans les régions d'éleveurs, le manque de ressources financières avait fait qu'il était difficile d'exploiter et d'entretenir les infrastructures et d'utiliser la main-d'oeuvre qualifiée d'une façon optimale. C'est pourquoi le rapport engageait vivement à repenser les stratégies et politiques de développement de l'élevage et à mettre l'accent en particulier sur l'autosuffisance individuelle, communautaire, nationale et régionale.

83. En ce qui concerne l'utilisation du sol, le rapport présenté dans le document E/ECA/CH.13/13 analysait les principaux systèmes d'utilisation du sol en Somalie et au Soudan. Ces systèmes comprenaient l'agriculture pluviale, l'agriculture irriguée, le pastoralisme, l'exploitation forestière, les parcs nationaux et les réserves de gibier. Le rapport indiquait qu'il n'existait pas encore de politiques globales ni de plans d'utilisation des ressources naturelles dans les deux pays.

84. Le représentant du secrétariat a attiré l'attention du Comité sur le large éventail de recommandations contenues dans les trois rapports dont l'objectif était de favoriser une utilisation optimale des ressources naturelles. Finalement, il a demandé aux participants d'utiliser les rapports dans le cadre de consultations nationales en vue de suggérer au secrétariat de la CEA d'éventuelles actions de suivi.

85. Au cours de la brève discussion qui a suivi, le Comité a convenu que les recommandations contenues dans les différents rapports ne devaient pas faire l'objet de projets de résolutions séparés. Un projet de résolution globale devait plutôt être présenté sur le secteur de l'alimentation et de l'agriculture, reflétant les différentes questions importantes qui avaient été soulevées.

86. Le Comité a pris note des rapports.

Mobilisation de ressources financières et technologiques

87. Au titre de ce point de l'ordre du jour, un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CH.13/10, intitulé "Année internationale de la mobilisation de ressources financières et technologiques pour améliorer la production alimentaire et agricole en Afrique".

88. Le représentant du secrétariat a précisé que le document constituait la contribution de la CEA au rapport du Secrétaire général présenté à l'Assemblée générale lors de sa 42ème session et portait sur les propositions

relatives à l'Année internationale qui devait se tenir en 1991. Le document traitait de la mobilisation de ressources financières et technologiques pour améliorer la production alimentaire et agricole en Afrique.

89. Deux questions étaient examinées dans le rapport. La première se rapportait au retard technologique qui était une cause déterminante de la crise de l'agriculture en Afrique et à l'importance de la recherche agronomique et de la formation pour ce qui est de mettre au point une technologie appropriée pour l'alimentation et l'agriculture. La seconde question avait trait à la pénurie de ressources financières destinées à l'alimentation et à l'agriculture en Afrique, pénurie qui avait aggravé la crise de l'agriculture. Le rapport constatait que le niveau des engagements au titre de l'aide publique à l'agriculture en Afrique n'était pas seulement faible mais avait même diminué depuis 1983. Afin d'inverser cette tendance et d'aider l'Afrique à acquérir la technologie nécessaire pour sortir le secteur de l'alimentation et de l'agriculture de la crise actuelle, une augmentation substantielle et soutenue des investissements dans les domaines de la recherche agronomique et de la formation était nécessaire. A cet effet, dans le cadre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, les ressources financières futures nécessaires dans le domaine de la recherche agronomique au cours de la période 1986-1990 étaient estimées à 1,2 milliard et 2,3 milliards de dollars respectivement.

90. Finalement le représentant du secrétariat a attiré l'attention du Comité sur le chapitre 5 du document, lequel contenait des propositions relatives à l'organisation de l'Année internationale en ce qui concerne la stratégie, les principes et les programmes d'action.

91. Le Comité a pris note du document.

Ressources naturelles et énergie (point 7 de l'ordre du jour)

Mise en valeur des bassins fluviaux en Afrique (point 7 a) de l'ordre du jour)

92. En présentant le document E/ECA/CM.13/14 intitulé "Mise en valeur des bassins fluviaux en Afrique" un fonctionnaire du secrétariat a déclaré que le concept d'utilisation des bassins lacustres et fluviaux comme base pour le développement économique avait été illustré de façon éloquente dans d'autres régions. Comme exemples, il a cité la "Tennessee Valley Authority" aux Etats-Unis d'Amérique et la Commission du bassin du Bas-Mékong en Asie du Sud-Est. Il a rendu compte des progrès accomplis par les organisations actuelles de mise en valeur des bassins fluviaux, notamment des nouvelles initiatives prises en ce qui concerne les bassins du Nil, du Congo/Zaire et du Zambèze. Il a attiré l'attention du Comité sur les suggestions figurant dans les conclusions et recommandations du rapport et ayant pour objet d'améliorer le fonctionnement des organisations actuelles de mise en valeur des bassins fluviaux en Afrique.

93. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont fait état de leur satisfaction en ce qui concerne le contenu du rapport et loué l'initiative que la CEA avait prise en collaboration avec le PNUD dans le domaine de la mise en valeur des bassins fluviaux et les ont exhortés à poursuivre leurs efforts. Ils ont également exprimé leur plein appui aux conclusions et recommandations du rapport. Un représentant a déclaré que son pays se consacrait à la mise en valeur des petits bassins fluviaux, celle des grands bassins fluviaux ne s'étant pas avérée rentable. Se référant aux renseignements donnés dans le document relatif aux bassins du Niger et du Lac Tchad, il a déploré qu'il n'ait pas examiné en détail les problèmes de gestion et autres que posait la mise en valeur de ces bassins afin qu'une résolution concrète pût être formulée. Un autre représentant a également déploré que les renseignements fournis sur l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) ne soient pas plus complets. En particulier, mention aurait dû être faite des comités intergouvernementaux sectoriels qui avaient été constitués pour suivre les différents aspects de la planification et de la mise en valeur du bassin. Un représentant a estimé que le mot "endorsement" figurant à la recommandation no. 10 était impropre.

Examen de la situation en ce qui concerne la mise en valeur des ressources en eau dans les pays africains touchés par la sécheresse (point 7 b) de l'ordre du jour)

Rapport de la réunion régionale sur les aspects socio-économiques de la gestion des ressources en eau en Afrique et l'élaboration de politiques en ce domaine (point 7 c) de l'ordre du jour)

94. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté les documents E/ECA/CM.13/15 et E/ECA/CM.13/16.

95. S'agissant du document E/ECA/CM.13/15 intitulé "Examen de la situation en ce qui concerne la mise en valeur des ressources en eau dans les pays africains touchés par la sécheresse" il a souligné que le document analysait les causes aggravantes de la sécheresse, sa répartition géographique ainsi que l'état des connaissances actuelles sur les cycles de sécheresse et examinait la situation en fonction de critères déterminés par des facteurs climatiques, socio-économiques et écologiques ainsi que des limites géographiques de la sécheresse dans la région africaine. Le rapport préconisait certaines mesures pour le court, le moyen et le long termes. Pour le court terme, les mesures avaient pour objet de permettre de trouver des moyens de faire face aux situations d'urgence, de coordonner les activités de secours et d'élaborer un plan pour lutter contre la sécheresse afin d'appuyer les activités menées aux niveaux national et international. Pour le moyen terme, il était recommandé de renforcer les mécanismes institutionnels mis en place dans les pays pour la mise en valeur des ressources en eau; d'élaborer des programmes de conservation des sols ou d'améliorer les programmes existants; d'accélérer la mise en oeuvre des programmes de distribution d'eau et d'assainissement et de renforcer la coordination des activités d'appui extérieures. Pour le long terme, le rapport mettait l'accent sur la nécessité de mettre en oeuvre les programmes d'action existants, en particulier le Plan d'action de Mar del Plata, le Plan d'action de Lagos pour la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique et le Programme du Caire pour la coopération en matière d'environnement et de développement écologique en Afrique.

96. Le représentant du secrétariat a ensuite noté que les conclusions du rapport faisaient état des enseignements tirés de la récente situation d'urgence et indiquaient que les gouvernements et la communauté internationale étaient mieux préparés aux situations. Il a réitéré l'appel lancé pour le renforcement des mécanismes de planification dans les pays touchés par la sécheresse de façon à faciliter la liaison entre la planification à moyen terme et celle à long terme.

97. S'agissant du document E/ECA/CM.13/16 intitulé "Rapport de la réunion régionale sur les aspects socio-économiques de la gestion des ressources en eau en Afrique et l'élaboration de politiques en ce domaine", le représentant du secrétariat a indiqué que le rapport avait été soumis au Comité essentiellement pour information. Il contenait plusieurs recommandations formulées par les pays africains ayant participé à la réunion sur les aspects socio-économiques de la gestion des ressources en eau en Afrique. Le fonctionnaire du secrétariat a attiré l'attention du Comité sur le paragraphe 97 du rapport relatif au renforcement de la coopération régionale. A cet égard, il a indiqué que bien que le Plan d'action de Lagos ait recommandé la création d'un comité intergouvernemental des ressources en eau, le secrétariat n'en avait pas créé en raison de la prolifération des institutions intergouvernementales en Afrique et du poids financier devant être supporté par les Etats membres. Le secrétariat a plutôt opté pour une réunion technique régionale biennale des experts sur les ressources en eau. La première réunion se tiendrait en 1988 et son rapport ainsi les rapports des réunions suivantes seraient soumis aux prochaines réunions de la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification par l'intermédiaire du Comité technique préparatoire plénier.

98. Le Comité a pris note des deux rapports.

Rapport de la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique (point 7 d) de l'ordre du jour)

Rapport sur les incidences de la célébration en 1986 de l'Année de la cartographie et de la télédétection en Afrique (point 7 e) de l'ordre du jour)

99. Au titre de ce point de l'ordre du jour un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.13/17 intitulé : "Rapport de la sixième Conférence

cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique". Il a informé le Comité que la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique qui s'était tenue en novembre 1986 à Addis Abeba (Ethiopie) avait adopté 13 résolutions sur le rôle de la cartographie et de la télédétection dans le développement. Il a indiqué que l'une de ces résolutions demandait au Secrétaire exécutif de la CEA de convoquer dès que possible une conférence de tous les ministres africains responsables des levés, des cartes et de la télédétection afin d'examiner les mesures à adopter dans ces domaines et ce, en vue de la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990, du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement de l'Afrique et de l'application du Plan d'action de Lagos pour la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique. Il a en outre informé le Comité que la sixième Conférence avait adopté une résolution sur la normalisation des spécifications relatives à l'établissement de cartes topographiques en Afrique.

100. Le fonctionnaire du secrétariat a également présenté le document E/ECA/CM.13/18 : "Rapport sur les incidences de la célébration en 1986 de l'Année de la cartographie et de la télédétection en Afrique. Il a rappelé les diverses décisions de politiques qui avaient abouti en 1984 à l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies proclamant 1986 Année de la cartographie en Afrique. En dépit de problèmes financiers et d'un démarrage tardif, le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire général de l'OUA avaient mis en place un Comité régional d'organisation dont le rôle était de sensibiliser les Etats membres à la nécessité de créer des institutions nationales dans le domaine de la cartographie, des levés et de la télédétection et de les renforcer. L'intervenant a informé le Comité des diverses activités entreprises par les pays africains et organisations intergouvernementales africaines dans le cadre de la célébration de l'Année de la cartographie et de la télédétection en Afrique, puis a conclu en déclarant qu'il ne s'agissait que d'une évaluation préliminaire des incidences de cette célébration et que, comme de nombreux pays et organisations n'avaient pas présenté de rapport, la période pour l'établissement de rapport avait été prolongée jusqu'en avril 1987.

101. Au cours des débats qui ont suivi, un participant a proposé que la Conférence des ministres africains responsables des activités des levés, des cartes et de télédétection que l'on envisageait de tenir fusionne avec la réunion de plénipotentiaires de l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection. Comme les deux conférences étaient du ressort des mêmes ministères et avaient des fonctions similaires, cette fusion permettrait une économie de ressources. Cependant, le secrétariat a expliqué que la recommandation tendant à tenir la Conférence des ministres répondait à la nécessité d'avoir une instance où seraient examinées les stratégies de l'exécution des activités en matière de levés, de cartographie et de télédétection s'inscrivant dans le cadre des programmes prioritaires régionaux. D'un autre côté, la réunion des plénipotentiaires de l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection avait pour objet précis de créer une nouvelle organisation ayant la même appellation et issue de la fusion de deux institutions actuelles parrainées par la CEA, à savoir, le Conseil africain de télédétection et l'Association africaine de cartographie.

102. Le représentant de l'OACI a noté avec satisfaction les résultats de la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique et a donné au comité des informations sur les recommandations de son organisation concernant la méthode couramment appliquée en matière de cartes et de plans.

103. Le Comité a pris note des deux documents présentés.

Rapport de la réunion consultative régionale pour la mobilisation de ressources financières en vue de la mise en valeur des sources d'énergie nouvelles et renouvelables en Afrique (point 7 f) de l'ordre du jour)

104. Au titre de ce point de l'ordre du jour, un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.13/19 qui contenait un compte rendu des travaux ainsi que les recommandations de la réunion consultative régionale tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 25 au 27 novembre 1986, pour assurer le suivi du Programme d'action de Nairobi en vue de la mise en valeur et de l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, adopté en 1981. Tirant les leçons de

l'expérience de l'Asie et de l'Amérique latine, où des réunions similaires n'avaient pas permis de mobiliser des ressources substantielles, la CEA avait opté pour une nouvelle formule fondée sur le concept de "processus consultatif" qui prévoyait des consultations entre donateurs et pays bénéficiaires après la réunion en cours.

105. La réunion avait permis un échange utile d'informations entre pays africains ainsi que institutions internationales et donateurs. Quelque 80 projets avaient été présentés par des gouvernements africains ainsi que des organisations régionales et internationales, et certains donateurs avaient déjà fait connaître leur intention de financer certains de ces projets. Une des difficultés rencontrées lors de la réunion tenait à la présentation inadéquate de certains projets. La CEA avait donc été priée d'aider les pays à améliorer la présentation de leurs projets afin que ceux-ci soient susceptibles de bénéficier d'un concours bancaire.

106. Répondant à une question, le représentant du secrétariat, a précisé au cours de la discussion qui a suivi, que tous les Etats membres de la CEA avaient été invités à la réunion mais que douze d'entre eux seulement y avaient participé.

107. Le Comité a pris note du rapport.

Développement industriel en Afrique (point 2 de l'ordre du jour)

108. Le Comité a décidé que les quatre documents suivants seraient présentés au titre du point 2 de l'ordre du jour.

Rapport de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie (point 3 a) de l'ordre du jour)

Rapport commun CEA/OUA/ONUDI sur l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (point 3 b) de l'ordre du jour)

Problèmes et contraintes en ce qui concerne l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (point 8 c) de l'ordre du jour)

Rapport sur les préparatifs de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI (point 8 d) de l'ordre du jour)

109. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.13-20 sur le "rapport de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie". Il a indiqué que l'objectif de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie était d'examiner les progrès enregistrés dans l'industrialisation des pays africains, avec un accent particulier sur l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique et le rôle de l'industrie dans le redressement économique et le développement de l'Afrique. Il a énoncé les questions traitées durant la réunion et mis en lumière la rationalité de celles concernant: i) la Décennie du développement industriel de l'Afrique; ii) la contribution de l'ONUDI à la restructuration et à la révalorisation de l'industrie africaine ainsi qu'à la négociation de nouveaux projets industriels; iii) la mise en valeur des ressources humaines et des capacités techniques en vue du développement industriel; iv) le financement de l'industrie; v) le système de consultations; et vi) les arrangements institutionnels.

110. Le représentant du secrétariat a souligné que les recommandations de la Conférence étaient le résultat de discussions interminables des rapports des pays sur les progrès enregistrés et les obstacles rencontrés ainsi que de l'examen de plusieurs recommandations et propositions faites par les Etats membres, les organisations intergouvernementales et la communauté internationale. Il a présenté au Comité deux résolutions adoptées par la Conférence des ministres africains de l'industrie, à savoir la résolution 1 (VIII) contenant des recommandations générales sur a) l'exécution du programme de la Décennie; b) l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique; c) les activités en vue de l'exécution de la seconde phase (1985-1990) du programme de la Décennie; d) l'ONUDI en tant qu'institution spécialisée;

e) la publicité et la promotion de la Décennie, et f) le lancement d'une deuxième décennie; et la résolution 2 (VIII) sur le financement du Fonds africain de développement industriel (FADI). Il a signalé que la mise en oeuvre de la Décennie avait connu des difficultés du fait que la plupart des projets n'avaient pas atteint le stade de pré faisabilité et ne pouvaient donc pas intéresser les bailleurs de fonds. A cet égard, il a souligné la nécessité de recourir aux institutions régionales compétentes telles que l'ORAN, l'ARCEDEM, le CRAT et aux experts locaux pour l'exécution du programme de la Décennie. En conclusion, il a fait les recommandations suivantes :

a) les trois secrétariats de la CEA, de l'ONUDI et de l'OUA (qui étaient conjointement chargés d'assurer le service des réunions de la Conférence des ministres africains de l'industrie) devraient établir le coût estimatif de la mise en oeuvre de la Décennie;

b) Il faudrait mobiliser des ressources suffisantes et les allouer, en particulier au secrétariat de la CEA pour lui permettre de jouer un rôle plus efficace;

c) Il faudrait un organe indépendant chargé d'évaluer l'exécution du programme de la Décennie; et

d) Il faudrait réaliser une étude sur la création éventuelle d'une nouvelle structure pour la mise en oeuvre de la Décennie.

111. Le document E/ECA/CM.13/55 sur le rapport commun CEA/OUA/ONUDI sur l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique a été présenté par un fonctionnaire du secrétariat. Ce rapport qui a été conjointement préparé par les secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI portait sur deux questions essentielles. La première concernait la coopération intersecrétariats et l'élaboration de politiques dans le cadre de l'exécution du programme de la Décennie. Durant la période considérée, les efforts avaient principalement porté sur les préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique en Afrique, tenue à New York

en mai 1986; de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie et de la réunion intergouvernementale plénière d'experts tenues à Bujumbura (Burundi) en septembre 1986.

112. La seconde question était relative aux activités menées pour appuyer le programme de la Décennie. Le représentant a indiqué que les trois secrétariats avaient mis l'accent sur la satisfaction des priorités établies au titre de la Décennie, du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies, en particulier sur la nécessité de réaliser l'autosuffisance alimentaire et de contribuer au renforcement ou à la création d'industries motrices. Il a attiré l'attention du Comité sur les paragraphes 12 à 45 du document des secrétariats concernant l'appui direct fourni aux sous-secteurs industriels dans les pays membres et l'assistance que les Etats membres ont reçue dans le cadre de la mise en valeur des ressources naturelles et énergétiques. Une assistance a été fournie aux Etats membres pour le développement et le transfert de la technologie industrielle, la diffusion d'informations sur la technologie industrielle, le perfectionnement de la main-d'œuvre et la formation de cadres et la mobilisation de ressources financières. Un appui a également été fourni aux Etats membres pour promouvoir leurs capacités en matière de formulation de politiques et de planification, de recherche et de promotion de la coopération industrielle en Afrique et entre l'Afrique et les autres régions.

113. En présentant le document E/ECA/CM.13/21 sur les problèmes et contraintes en ce qui concerne l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, un représentant du secrétariat a indiqué qu'une évaluation de la Décennie avait révélé que la mise en oeuvre du programme de la Décennie n'avait pas enregistré beaucoup de progrès. Il a ensuite expliqué que les facteurs responsables des faibles résultats notés étaient les conditions climatiques défavorables qui avaient affecté la plupart des pays africains durant la phase préparatoire de la Décennie, l'absence d'appui dans l'identification des projets, l'absence d'engagement de la part des Etats membres en ce qui concerne les projets sous-régionaux et la baisse des ressources provenant des institutions internationales. Eu égard à ces problèmes, une évaluation à mi-parcours de l'exécution de la Décennie avait été recommandée et devait être présentée à la

réunion des ministres de l'industrie en 1988. Il a ensuite invité le Comité à réfléchir sur les objectifs et problèmes de la Décennie et passé en revue des mesures en vue de la mise en oeuvre accélérée de la Décennie, mesures comportant la préparation d'un plan de développement sur l'utilisation des matières premières; la réorientation de la formation afin de répondre aux besoins de la Décennie; et l'adoption de mesures de suivi en ce qui concerne les engagements des bailleurs de fonds.

114. En présentant le document E/ECA/CM.13/22, (Rapport sur les préparatifs de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI) un représentant du secrétariat a expliqué que l'objet de ce document était de faire rapport sur les décisions de la Conférence des ministres africains de l'industrie prises à sa huitième réunion concernant les préparatifs de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI. Il a attiré l'attention du Comité sur l'importance que la Conférence attachait à cette deuxième Conférence de l'ONUDI, la Conférence ayant recommandé les six points ci-après à inscrire à l'ordre du jour de cette deuxième Conférence : i) la Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique; ii) la contribution de l'ONUDI à la restructuration et au relèvement de l'industrie africaine, ainsi que la négociation de nouveaux projets industriels; iii) la mise en valeur des ressources humaines et des capacités technologiques nécessaires au développement industriel; iv) le financement du secteur industriel; v) le système des consultations; et vi) les arrangements institutionnels. Le point ii) était particulièrement important, compte tenu de la nécessité de s'assurer que le Programme de l'ONUDI comporte certains éléments du Plan d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

115. Afin d'assurer les préparatifs adéquats pour la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, les ministres de l'industrie avaient également décidé de tenir une session extraordinaire du 14 au 16 septembre 1987, laquelle serait précédée par une réunion préparatoire des experts intergouvernementaux, du 7 au 11 septembre 1987. Parallèlement, les ministres avaient demandé aux secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI de présenter à la réunion des experts intergouvernementaux des propositions qui tiennent compte de l'ordre du jour de cette deuxième Conférence, tel qu'approuvé par le Conseil du développement industriel de l'ONUDI.

116. En examinant le rapport de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie, les membres du Comité ont fait quelques observations et suggestions. Il a été observé en particulier que le lancement d'une seconde décennie pour le développement industriel de l'Afrique pourrait stimuler la volonté et les efforts des pays africains pour l'industrialisation, d'autant que beaucoup de ces pays procédaient à l'époque à des ajustements structurels importants, afin de soutenir leurs efforts de développement. Cependant, le Comité a fait valoir qu'en lançant une seconde décennie, des mesures devraient être prises pour cerner et appréhender les facteurs qui avaient entravé l'exécution de différents programmes de décennie du développement en Afrique. De plus, il était nécessaire de prendre d'autres mesures propres à encourager le renforcement de la coopération dans le domaine du développement industriel, pour augmenter la productivité et créer des emplois. Concernant la première question, le Comité a noté que l'exécution des programmes de la décennie du développement industriel en cours avait été sérieusement compromise par les crises économiques et financières générales qui avaient touché l'Afrique et le monde au début des années 80; toutefois, si on parvenait à mobiliser les ressources suffisantes et à appliquer des mesures appropriées, la proclamation d'une deuxième décennie pour le développement industriel de l'Afrique pourrait avoir davantage plus d'impact. On a également souligné le rôle fonctionnel que les structures nationales permettant d'assurer un suivi efficace pourraient jouer dans le succès du programme de la Décennie. En conséquence, le Comité a prié les Etats membres d'intensifier leurs efforts pour créer de telles structures au cas où elles n'existaient pas, et de les renforcer si elles existaient déjà. Le Comité a également observé que certains plans prévus pour la fusion possible de l'UPAT devraient être également intégrés au programme conjoint ONUDI/UIT/UPAT pour la fabrication de matériel de télécommunications en Afrique.

117. La délégation marocaine a émis des réserves au sujet du rapport. Ces réserves figurent dans l'annexe I du présent rapport.

118. S'agissant du rapport conjoint CEA/OUA/ONUDI sur la mise en oeuvre du Programme de la Décennie du développement industriel en Afrique, le Comité a souligné le besoin de populariser ce programme par les médias, et en particulier l'Union des radios et télévisions nationales africaines (URTNA).

119. S'agissant des problèmes des contraintes qui pèsent sur l'exécution du programme de la Décennie pour le développement industriel de l'Afrique, le Comité s'est déclaré satisfait du document qui était proposé à ce sujet et a observé qu'il avait été préparé à l'échelle mondiale et par conséquent avait passé en revue les questions fondamentales et essentielles pour l'Afrique. Premièrement, les conditions d'exécution avaient changé, grâce notamment à l'adoption du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique, et du Plan d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Etant donné que l'agriculture avait été désignée secteur prioritaire, il fallait que le courant des ressources en sa faveur reflète cette situation. Deuxièmement, les politiques industrielles avaient toujours privilégié des entreprises à très forte intensité de capital, et il fallait renverser cette tendance pour favoriser des activités à fort coefficient de main-d'oeuvre. En outre, les petites industries devaient jouer un rôle plus grand dans la production globale et la création d'emplois, notamment dans la transformation des matières premières africaines et dans la fabrication de biens essentiels à l'Afrique. En conséquence, les petites industries devraient constituer la base d'une industrialisation à plus grande échelle. Troisièmement, la création de conditions propices devait se faire avec prudence car les pays africains étaient dans une position de faiblesse vis-à-vis des pays industrialisés et ne pouvaient donc pas négocier efficacement avec ces derniers. Enfin, un appel a été lancé en vue de la mise au point et du développement de technologies locales, condition sine qua non d'un développement industriel harmonieux.

120. Le Comité technique s'est félicité des efforts déployés par le secrétariat dans la préparation de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI et a recommandé que l'endettement de l'Afrique soit aussi inscrit à l'ordre du jour de cette Conférence, puisque l'endettement à de fins d'industrialisation constituait une question d'une grande importance. Par ailleurs, une attention particulière devrait être consacrée aux besoins des pays les moins avancés et à l'utilisation des compétences africaines.

121. L'observateur de l'ONUDI a reconnu que l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique s'était heurtée à des obstacles. Toutefois, des progrès considérables avaient été faits au niveau national comme international dans ce domaine. En particulier, la Banque africaine de développement avait adopté un document directif pour son programme de prêts dans le secteur industriel et la Banque mondiale s'apprêtait à en faire autant.

122. Mettant en lumière la crise financière que traversait son institution, l'observateur a informé le Comité technique qu'une somme de 8,6 millions de dollars des Etats Unis, initialement allouée pour la Décennie dans le budget ordinaire pour l'exercice 1986-1987, avait dû être réduite à 2,7 millions de dollars seulement, afin de couvrir les frais encourus par l'ONUDI dans le cadre de certains projets de coopération technique. Toutefois, des efforts étaient en cours afin de maintenir l'intégralité et l'élan du programme de la Décennie. L'intervenant a ensuite adressé un appel aux gouvernements africains afin qu'ils soutiennent le programme de travail de son organisation pour l'exercice 1988-1989 et pour le plan à moyen terme pour la période 1990-1995. Pour conclure, il a exprimé les remerciements de son organisation pour la coopération instaurée entre les secrétariats de la CEA et de l'OUA ainsi que celui de son organisation.

123. L'observateur de l'ORAN a attiré l'attention du Comité technique sur l'importance de la normalisation, de la métrologie et du contrôle de la qualité en indiquant que la CEA, l'ORAN et l'ONUDI disposaient en commun de plusieurs projets dans la filière en vue d'aider les Etats membres à s'attaquer aux domaines susmentionnés. Pour bénéficier de ces activités, les pays devaient non seulement être membres de l'ORAN mais aussi mettre en place les organes institutionnels et juridiques.

124. Pour répondre aux observations formulées par les membres du Comité technique, le représentant du secrétariat a reconnu l'importance des questions soulevées. S'agissant de la nécessité d'axer les efforts sur les petites industries, il a fait savoir au Comité technique que le secrétariat faisait déjà beaucoup dans ce domaine. En conclusion, il a proposé que les Etats membres prennent des mesures pour que leurs politiques visant à établir des liens intrasectoriels et

intersectoriels et à consolider la coopération industrielle sous-régionale reflètent leurs engagements.

125. Le Comité technique a pris note des documents E/ECA/CM.13/20, E/ECA/CM.13/21, E/ECA/CM.13/22 et E/ECA/CM.13/55 et des réserves exprimées par la délégation marocaine au sujet du document E/ECA/CM.13/20.

Transports et communications en Afrique (point 9 de l'ordre du jour)

Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique : Rapport intérimaire sur le programme de la seconde phase (point 9 (a) de l'ordre du jour)

Etude ECA-PNUD-BIRD sur les transports dans les pays africains au Sud du Sahara (point 9 (b) de l'ordre du jour)

Programme prioritaire dans les domaines des transports et des communications pour les pays africains sans littoral (point 9 (c) de l'ordre du jour)

126. Au titre de ce point de l'ordre du jour, un représentant du secrétariat a présenté les documents E/ECA/CM.13/23 et E/ECA/CM.13/23/Add.1 : Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique : Rapport intérimaire sur le programme de la seconde phase; E/ECA/CM.13/24 : Etude CEA-PNUD-BIRD sur les transports dans les pays africains au Sud du Sahara; et E/ECA/CM.13/49 : Programme prioritaire dans les domaines des transports et des communications pour les pays africains sans littoral.

127. Concernant le document E/ECA/CM.13/23, le représentant du secrétariat a déclaré que le secteur des transports comptait 558 projets dont le coût s'élevait à 12 milliards 719 millions de dollars des Etats-Unis. Le taux d'exécution par mode de transport variait entre 14 et 56 p. 100 comme indiqué dans les paragraphes 18 à 25 du document. En ce qui concernait l'exécution des projets régionaux, sous-régionaux et de liaisons inter-Etats, la période considérée avait connu une amélioration sensible par rapport aux années précédentes, ainsi qu'il

ressortait des paragraphes 33 à 64 du document. Le Plan directeur routes africaines avait été mis au point en vue de sa soumission aux bailleurs de fonds potentiels. Deux pays l'Italie et le Brésil, qui s'étaient montrés disposés à soutenir le Plan et la CEA en étaient aux formalités de signature des accords nécessaires (avec ces pays). Une réunion commune des autorités des routes transafricaines s'était tenue au siège de la CEA en octobre 1986 et la décision y avait été prise de remettre en service le Bureau des routes transafricaines au sein de la CEA. Le fonctionnaire du secrétariat a attiré l'attention du Comité technique sur les paragraphes 89 et 90 du document récapitulant l'issue des trois réunions du Comité technique de transport aérien qui avaient eu lieu. S'agissant du secteur des communications, le taux d'exécution des 459 projets dont le coût estimatif est de 3 milliards 815 millions de dollars, oscillait entre 22 et 34 p. 100. Dans l'ensemble, si des progrès avaient été enregistrés au cours des deux dernières années, il restait beaucoup à faire, car le programme avait été pleinement exécuté à 9 p. 100 seulement et les projets en cours ne représentent que 26 p. 100. Etant donné qu'il ne restait plus que deux ans avant la fin de la Décennie, il fallait un véritable sursaut d'énergie pour exécuter au moins 50 p. 100 du programme.

128. En ce qui concernait le document E/ECA/CM.13/24 : Etude CEA-PNUD-BIRD sur les transports dans les pays africains au sud du Sahara, le représentant du secrétariat a expliqué qu'il s'agissait d'un projet que la Banque mondiale exécutait en étroite collaboration avec la CEA et le PNUD, et avec la participation des organismes concernés des Nations Unies par l'intermédiaire d'un comité de coordination interinstitutions appuyés par un comité de gestion présidé par le Secrétaire exécutif de la CEA. Le projet était complémentaire des activités du programme de la Décennie pour les transports et les communications. L'étude comportait quatre phases : la première déjà achevée était une étude des transports; la deuxième, une série de six séminaires tendant à encourager les échanges de vues entre responsables; la troisième comportait des travaux de recherche sur des aspects tels que les transports et le développement agricole et la quatrième portant sur la mise en valeur des ressources humaines.

129. En présentant le document E/ECA/CM.13/49 : Programme prioritaire des transports et des communications pour les pays africains sans littoral, le représentant du secrétariat a rappelé les conditions d'élaboration de ce programme prioritaire ainsi que ses diverses composantes. Le rapport préparé conjointement par la CEA et la CNUCED se divisait en quatre parties. Dans la première partie, on passait en revue les problèmes et les besoins particuliers des pays africains sans littoral et notamment; i) le choix d'une approche intégrée du développement du transport de transit, ii) le transport routier, iii) le transport ferroviaire, iv) les ports et les installations, v) le transport aérien, vi) les communications, vii) la documentation et les procédures, viii) la gestion et la formation, et ix) les accords. La deuxième partie était consacrée à une analyse des divers réseaux de couloirs de transport de transit et un examen des programmes et projets prioritaires nationaux concernant les pays suivants : Botswana, Burkina Faso, Burundi, Lesotho, Malawi, Mali, Niger, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Swaziland, Tchad, Zambie et Zimbabwe. Chaque programme prioritaire comprenait une analyse critique de l'ensemble des couloirs de transport et de transit desservant le pays, un examen de l'infrastructure et des installations existantes avec leur état et leur capacité, une étude du volume actuel et/ou prévue du trafic et enfin un exposé des programmes et projets spécifiques à court et moyen terme avec le coût ~~estimatif~~, en vue d'améliorer les services de transport de transit du pays. La troisième partie concernait les projets sous-régionaux d'assistance technique pour les sous-régions de l'Afrique australe, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique du Centre ainsi que de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agissait de projets couvrant la totalité d'une sous-région et profitant à l'ensemble des pays de la sous-région

130. Il était indiqué dans le programme que bien que les problèmes de transport de transit eussent été des sujets de grave préoccupation, eu égard aux problèmes juridiques qui se posaient aux pays sans littoral sur le plan international, ce n'était qu'au cours des 20 dernières années que la communauté internationale avait, grâce aux efforts de la CNUCED et de la CEA, bien plus conscience des besoins particuliers des pays africains dont ceux auxquels se heurtaient les pays sans littoral. Il y était également reconnu que les 14 pays africains sans

littoral appartenait à la catégorie des pays les plus pauvres non seulement en Afrique, mais aussi dans le monde et que 11 d'entre eux étaient classés par les Nations Unies parmi les moins avancés.

131. En conclusion, le représentant du secrétariat a déclaré que le programme était fondé sur une intégration des activités de développement et de planification du transport de transit dans les pays de transit comme dans les pays sans littoral et sur une approche "couloir par couloir" faisant intervenir l'ensemble des modes, des projets et des activités connexes sur tous les couloirs. L'exécution du programme exigeait la plus grande coopération des pays de transit et l'assistance de la communauté internationale.

132. Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont félicité le secrétariat de la qualité des documents présentés. Toutesfois, le représentant du Maroc a déploré que dans le document E/ECA/CM.13/23 les activités entreprises dans le cadre du programme de la Décennie par son pays n'aient pas été prises en considération. Son pays avait certes dans le temps suspendu sa participation aux programmes de la Décennie, mais en avril 1986 il avait demandé la réintroduction de ses projets dans le programme. Sa délégation était étonnée de voir que les deux tronçons routiers Tanger-Nouakchott et Rabat-Le Caire intéressant son pays avaient été supprimés du programme. Le représentant du Maroc émettait en conséquence de sérieuses réserves sur le document E/ECA/CM.13/23 qu'il fallait compléter conformément à la résolution 1986/62 du Conseil économique et social en date du 22 juillet 1986.

133. La délégation marocaine a réitéré la demande officielle de son Gouvernement de réintroduire l'ensemble des projets marocains figurant dans les première et seconde phases de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique. Elle a remis à la Présidente une déclaration écrite à cet effet.

134. La faiblesse du taux d'exécution dans le secteur des transports maritime a été déplorée compte tenu de l'importance de ce secteur pour les pays africains. Des mesures urgentes s'imposaient pour créer une conférence sur les transports

maritimes. Un inventaire des libertés de l'air s'avérait nécessaire aussi. Des représentants ont fait remarquer que le document devait être révisé à la lumière des données nouvelles qu'ils fourniraient au secrétariat.

135. L'observateur de l'Union internationale de télécommunications (UIT) a brièvement fait l'historique de la Conférence africaine du développement des télécommunications tenue à Tunis en janvier 1987, qui avait reconnu le rôle vital des télécommunications dans le processus de développement. Il a regretté que les télécommunications ne figurent pas sur la liste de priorités absolues pour la planification et l'investissement à l'échelle nationale ou régionale. La sous-utilisation de l'interconnection dans le PANAFTEL était essentiellement due au manque de fonds pour l'entretien des appareils, des accords opérationnels sur les tarifs et des arrangements de transit; et au fait que même dans les pays où les réseaux interconnectés fonctionnaient bien, on continuait à faire passer le trafic par des centres de transit se trouvant en dehors du continent africain. C'étaient là des domaines qui appelaient une action concertée de la part des Etats membres. Quant au RASCOM, le succès de l'étude de faisabilité dépendrait de la participation active des Etats membres. Ainsi, il leur était demandé de mettre en place des comités nationaux de coordination. A cet effet, le Secrétaire général de l'UIT avait envoyé aux Etats membres les profils et la composition des comités nationaux de coordination afin de les aider. Une délégation a livré au Comité les efforts réalisés par son pays en ce qui concerne les deux pays PANAFTEL et RASCOM et surtout dans la réalisation des routes. Pour terminer, l'observateur a demandé aux participants de prendre des mesures appropriées en ce qui concernait les projets PANAFTEL et RASCOM.

136. L'observateur de l'OACI a parlé des activités de son organisation concernant la planification, la mise en place, le fonctionnement et l'entretien des infrastructures d'aviation civile. Les activités figuraient dans un document distinct sur le plan mondial de navigation aérienne de l'OACI (doc. 7474/25).

137. Le plan actuel avait été élaboré à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en décembre 1979. Cependant, son exécution avait accusé du retard en dépit des efforts concertés de certains Etats. Les difficultés majeures étaient décelées en matière de communications, de météorologie, des règles de la navigation aérienne, des services de Trafic aérien et d'opérations de recherche et de sauvetage. Une autre réunion régionale sur la navigation était prévue pour avril 1988 afin d'examiner ces difficultés et il importait que tous les Etats membres y soient représentés par des délégations compétentes de spécialistes des communications, des services de trafic aérien et de la météorologie. Les frais prélevés pour les services par les autorités postales en Afrique n'étaient pas à la portée des administrations de l'aviation civile, ce qui les obligeait à recourir à des opérations peu performantes, sur haute fréquence. Les Etats membres devraient se pencher sur les conséquences à long terme de ce problème afin de fixer des tarifs raisonnables pour les services en vue de la sécurité. S'agissant du fonctionnement des aéroports, l'OACI encourageait la mise en place par les gouvernements d'autorités autonomes ou semi-autonomes en vue d'une meilleure gestion. Dans le cadre du plan de navigation aérienne, cette organisation aidait les gouvernements à élaborer des plans directeurs nationaux de l'aviation civile. Elle contribuait également à la conception et à l'élaboration de projets pour le prochain cycle de programmation du PNUD. A l'issue du débat, le secrétariat a remercié les intervenants pour leurs observations. Il a apprécié la contribution de l'UIT et promet de prendre acte des éléments fournis par les participants en vue de mieux étoffer le rapport. Le représentant du secrétariat a remercié les pays qui ont apporté un appui à la CEA dans l'organisation des tables rondes et a clôturé par déclarer que bien que la décennie est une affaire de tout ce monde, les projets étaient nationaux et que chaque pays devait en entreprendre la réalisation.

Promotion de la coopération et de l'intégration économiques (point 10 de l'ordre du jour)

Rapports des Conseils des ministres des MULPOC (point 10 (a) de l'ordre du jour)

MULPOC DE NIAMEY

138. Le représentant de la Guinée, dont le pays avait été élu vice-président de la dixième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de l'Afrique de l'Ouest, a fait savoir que le mandat de la présentation du rapport de cette réunion avait été confié au Directeur du MULPOC. Il a attiré l'attention du Comité sur la nécessité de contributions volontaires, sans lesquelles les MULPOC ne seraient en mesure de mener à bien les tâches qui leur étaient assignées.

139. Le Directeur du MULPOC de l'Afrique de l'Ouest a informé le Comité que la dixième réunion du Conseil des ministres de ce MULPOC s'était tenue au Burkina Faso les 16 et 17 février 1987 et que des représentants de dix pays et d'un certain nombre d'organisations intergouvernementales de la sous-région y avaient participé. Le Conseil des ministres avait étudié les questions suivantes : a) exécution du mandat du MULPOC; b) propositions en vue de définir une nouvelle optique et de nouvelles perspectives conformément aux recommandations du Comité spécial chargé d'étudier le mandat et de redéfinir des activités du MULPOC; c) programme de travail 1988-1989.

140. A sa dixième réunion, le Conseil avait procédé à un examen exhaustif et critique des activités et du fonctionnement du MULPOC au cours de dix dernières années et avait adopté les recommandations du Comité spécial concernant le mandat et la redéfinition des domaines d'intervention du MULPOC. En outre, il avait décidé que désormais les réunions ordinaires du MULPOC se tiendraient tous les deux ans afin :

a) d'assurer une meilleure synchronisation du cycle de programmation avec celui de la CEA;

b) de laisser au MULPOC suffisamment de temps pour exécuter son programme et mobiliser les ressources nécessaires;

c) d'assurer une participation plus grande et la plus efficace possible des Etats membres;

d) de permettre à la CEA et aux Etats membres de régler avec plus d'efficacité les problèmes liés à la préparation des réunions;

e) de réduire au minimum pour les Etats membres et pour la CEA les coûts de la participation aux réunions et de leur organisation.

MULPOC DE YAOUNDE

141. En sa qualité de président de la dixième réunion ordinaire du Comité des experts du MULPOC de l'Afrique centrale tenue à Addis-Abeba les 13 et 14 avril 1987, le représentant de la Guinée équatoriale a présenté le rapport de cette réunion. Il a fait savoir que le Comité des experts s'était penché sur les questions suivantes : l'étude portant sur la situation économique et sociale de l'Afrique centrale, le rapport relatif aux activités du MULPOC en 1986 et d'autres rapports et études portant sur le commerce et les finances, les transports et les communications, l'industrie, les ressources humaines, l'intégration de la femme au processus de développement, les ressources naturelles et le PADIS. Il avait également examiné, d'une part, les implications sous-régionales de l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990 et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990 et, d'autre part, le Programme de travail du MULPOC pour la période biennale 1988-1989.

142. Après avoir adopté le rapport de sa dixième réunion, le Comité des experts avait soumis à la dixième réunion du Conseil des ministres cinq résolutions concernant les domaines suivants :

a) exécution des éléments du Plan d'action de Lagos intéressant le commerce intérieur et intra-africain;

- b) préparation de la prochaine réunion sur le code de conduite des conférences maritimes;
- c) coopération entre les organisations sous-régionales de l'Afrique centrale;
- d) transfert de technologie pour la transformation du manioc et l'extraction de l'huile de palme;
- e) intégration de la femme au processus de développement.

143. Par ailleurs, le Comité des experts avait décidé que les réunions du MULPOC auraient lieu tous les deux ans. Dans l'intervalle séparant les réunions, un comité de suivi serait chargé de l'évaluation des progrès accomplis dans l'exécution des programmes. En outre, le Comité des experts avait pris note des préparatifs de la célébration du dixième anniversaire du MULPOC et avait exprimé le souhait que cette occasion soit célébrée le même jour dans tous les pays de la sous-région.

MULPOC DE TANGER

144. Parlant en sa qualité de président du Conseil des plénipotentiaires du MULPOC de Tanger, le représentant du Maroc a tout d'abord transmis un message verbal des Etats membres du MULPOC de l'Afrique du Nord au secrétariat de la CEA concernant l'absence de services d'interprétation et de traduction qui avait ralenti les travaux du Conseil des Plénipotentiaires. Il a demandé au secrétariat de ne ménager aucun effort pour remédier à cette situation.

145. Au sujet de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, il a informé le Comité que les débats avaient porté sur les bases et les politiques de l'exécution du plan alimentaire régional pour l'Afrique dans la sous-région de l'Afrique du Nord et sur les efforts de soutien au développement agricole. Il avait été demandé au PNUD et à la FAO d'appuyer ces efforts ainsi que ceux que les Etats membres entreprenaient dans le même but. Un appel avait été lancé au Bureau

régional du PNUD pour les Etats arabes pour qu'il contribue aux efforts de développement et au renforcement de la coopération sous-régionale en matière d'agriculture. Les projets qui touchaient le MULPOC d'Afrique du Nord avaient été soumis par la CEA au PNUD dans le cadre du quatrième cycle de programmation 1987-1991. Les plénipotentiaires demandaient l'organisation au mois d'octobre 1987 de colloques techniques agricoles axés sur le renforcement et le développement de la coopération en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire en Afrique du Nord.

146. Concernant la promotion du commerce en Afrique du Nord, le Conseil des plénipotentiaires avait abouti à des résultats concrets, en particulier pour ce qui était de l'engagement des gouvernements d'Afrique du Nord à créer une zone d'échanges préférentiels pour cette sous-région. Les gouvernements avaient confirmé que les Etats membres étaient disposés à mettre en place une zone d'échanges préférentiels et avaient recommandé l'établissement d'un rapport intérimaire sur l'exécution de ce projet. A cet égard, un groupe d'experts gouvernementaux était invité à se réunir et à définir les modalités de la création de la zone d'échanges préférentiels. Les plénipotentiaires avaient demandé au Secrétaire exécutif de prendre les mesures propres à assurer l'organisation de la réunion et notamment son service.

147. Dans le domaine industriel, les plénipotentiaires avaient engagé l'ONUDI à renforcer son programme d'assistance technique aux pays de l'Afrique du Nord dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Ils lui avaient demandé d'organiser dès que possible une réunion sous-régionale sur la coopération industrielle en application de la résolution adoptée par la sixième réunion du Conseil des plénipotentiaires du MULPOC de l'Afrique du Nord. Ils l'avaient également invitée à accorder une priorité au financement et à l'exécution sur son budget ordinaire, du programme de développement industriel de l'Afrique du Nord au titre de la Décennie.

148. Dans le domaine des transports et des communications, les plénipotentiaires avaient décidé de créer un sous-comité technique en vue d'étudier le problème

des transports maritimes dans la sous-région, et avaient demandé à la CEA d'élaborer un projet de programme pour ce sous-comité, projet à présenter à la huitième réunion du MULPOC de l'Afrique du Nord. Ils avaient également prié le secrétariat du MULPOC de convoquer la première réunion de ce sous-comité avant la huitième réunion du MULPOC.

149. Le Conseil des plénipotentiaires du MULPOC de l'Afrique du Nord n'avait adopté aucune résolution au sujet de la proposition portant sur la tenue des réunions des MULPOC tous les deux ans, compte tenu du fait que les activités du MULPOC étaient étroitement liées à celles de la CEA dont les réunions se tenaient dans le cadre des organes subsidiaires du système des Nations Unies. Il fallait donc disposer de temps pour effectuer des consultations avant d'adopter une recommandation à cet effet, afin de dégager une position commune au cours de la Conférence des ministres de la CEA.

MULPOC DE LUSAKA

150. Le représentant de la Zambie a présenté le rapport de la dixième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka qui s'était tenue les 12 et 13 mars 1987 à Lusaka (Zambie). Il a informé le Comité que le Conseil des ministres avait, entre autres choses, examiné et adopté le rapport de la dixième réunion de son Comité d'experts. Le rapport du Comité d'experts comprenait des recommandations sur les conditions économiques et sociales dans la sous-région, l'agriculture, l'industrie, les ressources naturelles, la coopération commerciale et financière, les ressources humaines, l'intégration des femmes au développement, le système de documentation et d'information pour les états de l'Afrique de l'Est et australe (ESADIS), la Commission du travail de l'Afrique australe (SALC), les mouvements de libération et les programmes de travail du MULPOC pour 1987 et pour l'exercice biennal 1988 - 1989.

151. En outre, le Conseil des ministres avait examiné la question du rôle du MULPOC dans la rationalisation des activités de la ZEP et de la SADCC. A cet égard, le Conseil des ministres, qui avait demandé au secrétariat du MULPOC de prendre des mesures en vue de procéder à cette rationalisation, avait constaté que cette demande n'avait pas été satisfaite. Le secrétariat du MULPOC avait donc été instamment prié de s'attacher à traiter cette question. Le Conseil

avait également décidé de créer un comité ministériel chargé d'examiner les activités du MULPOC au cours des dix dernières années et de proposer de nouvelles activités pour l'avenir, compte tenu des problèmes et faits nouveaux.

152. Les autres décisions du Conseil des ministres avaient notamment porté sur les sujets suivants : a) les organes de décisions des MULPOC devraient dorénavant se réunir tous les deux ans; b) entre les sessions, un comité de supervision composé d'Ambassadeurs et de hauts fonctionnaires des Etats membres accrédités à Lusaka se réunirait annuellement afin de suivre les progrès du MULPOC. Enfin, le Conseil des ministres avait demandé que le rapport sur le suivi de l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique soit effectué sur une base sous - régionale plutôt que régionale.

MULPOC DE GISENYI

153. Le représentant du Zaïre a présenté le rapport de la dixième réunion du Comité d'experts du MULPOC de Gisenyi, qui s'était tenue à Kinshasa (Zaïre) du 2 au 5 mars 1987. Il a informé le Comité que les experts avaient examiné le rapport sur l'exécution du programme de travail du MULPOC pour la période 1986-1987, ainsi que des études portant sur l'alimentation et l'agriculture, l'industrie, l'énergie, les transports et le PADIS. Le Comité d'experts avait noté avec satisfaction que le MULPOC avait réalisé le programme dont il était chargé, qu'il avait fait appel à la participation d'experts des Etats membres et avait collaboré avec les organes spécialisés de la CEPGL. En collaboration avec ces organes, le programme pour l'intégration de la femme au développement avait organisé trois séminaires et réalisé trois études. Il a ajouté qu'un bulletin intitulé "Femme et développement" avait été publié et serait distribué aux participants à la réunion du Comité technique préparatoire plénier.

154. Le Comité d'experts du MULPOC de Gisenyi avait également présenté à son Conseil des ministres un projet de programme de travail et d'ordre de priorité pour l'exercice biennal 1988-1989 ainsi que des recommandations relatives à l'alimentation et à l'agriculture, à l'énergie et aux ressources naturelles,

aux transports, aux femmes et l'évaluation du personnel local et international du MULPOC. Le représentant a exprimé le souhait du Comité de voir les divisions organiques de la CEA apporter une aide plus active au MULPOC dans la réalisation de son programme. Il a enfin remercié le PNUD, dont l'aide financière et matérielle avait permis au MULPOC de mener à bien ses activités. Il a invité la CEA et le PNUD à continuer d'apporter leur assistance au MULPOC de Gisenyi.

155. Un représentant du secrétariat a ensuite expliqué le rôle que les MULPOC pourraient jouer dans le futur processus d'intégration économique. Il a souligné que ce processus dépendait considérablement de la mise en oeuvre dans chaque MULPOC de programmes sous-régionaux d'intégration. C'est ainsi qu'au titre du quatrième cycle de programmation du PNUD, des projets d'intégration économique avaient été identifiés dans toutes les sous-régions avec le concours financier bienveillant du PNUD. Le fonctionnaire du secrétariat a ensuite présenté les grandes lignes du programme qui comportait trois éléments, à savoir la création d'infrastructures sous-régionales, la mise en place de capacités de production sous-régionales et de structures de marché en vue de la promotion du commerce intracommunautaire.

156. S'agissant de l'infrastructure, le programme envisagé mettait l'accent sur les réseaux de transport notamment les routes, les transports maritimes, la navigation fluviale et le transport multi-modal. Les télécommunications revêtaient aussi une grande importance pour l'intégration économique des diverses sous-régions. Etant donné l'importance de l'énergie, en particulier pour l'industrialisation, un accent particulier a été mis sur l'énergie hydro-électrique surtout dans le cadre de la mise en valeur intégrée des bassins fluviaux. En ce qui concerne les capacités de production, l'accent a été mis sur la production alimentaire et l'agriculture. La priorité a donc été donnée aux projets relatifs aux engrais, aux pesticides, aux vaccins, à l'amélioration des semences, à la lutte contre les maladies ainsi qu'à l'autosuffisance alimentaire au niveau sous-régional. En outre, le programme a souligné l'importance que revêtaient les projets dans les secteurs de la sidérurgie, de l'aluminium, etc.. Etant donné que des politiques monétaires appropriées étaient nécessaires pour assurer l'intégration sous-régionale, le programme

a porté également sur les chambres de compensation et la convertibilité des monnaies, éléments qui peuvent faciliter les échanges de biens et services. Le représentant du secrétariat a souligné que les premières activités devraient porter sur les études de préfaisabilité et de faisabilité de façon à ce que des réunions de donateurs ou d'investisseurs puissent être organisées après trois ou quatre ans.

157. Le rôle des MULPOC pourrait ainsi se présenter comme suit : superviser les activités des organismes d'intégration sous-régionale; aider, en collaboration avec les institutions spécialisées africaines ou non africaines, à l'exécution des projets et aider les organisations intergouvernementales sous-régionales à mobiliser des ressources, notamment grâce à la mise en place de mécanismes consultatifs sous-régionaux. Les MULPOC pourraient, de cette manière, devenir des instruments puissants d'intégration sous-régionale en exécutant des projets d'intégration multisectorielle.

158. Le représentant du secrétariat a souligné l'importance que revêtait la décision prise par le MULPOC de l'Afrique du Nord de créer une zone d'échanges préférentiels pour la sous-région. Une telle démarche aussi permettait de jeter les bases du processus d'intégration devant déboucher sur une communauté économique africaine. Il a déclaré que cette décision devait être soutenue.

159. Au cours des débats qui ont suivi, un participant a indiqué que certaines des décisions des MULPOC avaient des implications de grande portée. La décision de tenir les réunions tous les deux ans signifiait que le cycle de programmation des MULPOC devait être coordonné avec celui de la CEA. En outre ce changement entraînerait une réduction des frais tant pour l'Organisation des Nations Unies que pour les Etats membres. Un autre représentant a demandé si cette décision était dictée par les absences constatées aux réunions des MULPOC ou si les études demandaient beaucoup de temps en raison de la pénurie de ressources.

160. Un représentant a également indiqué qu'il serait souhaitable de procéder à un rédeploiement du personnel dans le cadre d'une décentralisation. Cela permettrait d'améliorer l'efficacité des MULPOC. Cependant, il faudrait établir

un équilibre satisfaisant entre les MULPOC et le siège de la CEA. Un autre représentant a enchaîné pour faire remarquer que la question du redéploiement du personnel vers les MULPOC n'avait pas été soulevée à la réunion de son MULPOC et que de ce fait, son pays ne pouvait se prononcer sans tenir de consultations avec les autres.

161. Un représentant s'est inquiété de la faible participation des Etats membres à l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques basé à Nairobi (Kenya). Il a indiqué que seulement 15 membres y avaient adhéré et que seuls trois avaient contribué au financement de l'Institut. Il a donc lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils signent l'Acte constitutif de l'Institut et participent activement à ses activités. Il a également exprimé sa préoccupation au sujet du programme d'activités en faveur des femmes pour lequel le PNUD allait réduire son soutien. Il s'est demandé si les activités au titre de ce programme allaient se poursuivre au-delà de mai 1987.

162. Un autre représentant s'est informé de l'important programme d'intégration sous-régionale du quatrième cycle de programmation du PNUD et des relations devant exister entre le PNUD et la CEA. Il a également demandé des précisions sur le rôle des MULPOC, d'une part eu égard aux relations entre les MULPOC et les organisations intergouvernementales comme le CILSS et l'IGADD et d'autre part en ce qui concerne la mobilisation des ressources. S'agissant de la mobilisation des ressources, le représentant souhaitait savoir le rôle que joueraient les MULPOC dans la préparation et l'organisation de tables rondes.

163. S'agissant des réunions des MULPOC, un représentant a indiqué que les structures de traduction étaient primordiales car les institutions internationales fournissant une assistance aux MULPOC participaient aux réunions et devraient suivre les débats. Un autre représentant a indiqué que le rapport de la réunion d'experts du MULPOC de Yaoundé n'avait pas encore été approuvé par le Conseil des ministres. Il a également déploré les conditions dans lesquelles la réunion du MULPOC s'était déroulée.

164. Le Secrétaire exécutif a remercié les différents présidents des réunions des MULPOC pour la présentation de leurs rapports. Il a rappelé qu'à leur création en 1977, les MULPOC avaient pour principal objectif de renforcer la coopération économique. A propos des services de traduction et d'interprétation, il a expliqué que pour des raisons d'ordre financier, seuls deux MULPOC qui n'étaient pas linguistiquement homogènes en étaient dotés. Les MULPOC de Gisenyi, de Yaoundé et de Tanger respectivement étaient au service de pays qui utilisaient le français et l'arabe comme langues officielles ou comme langues maternelles.

165. S'agissant du redéploiement, le Secrétaire exécutif a rappelé aux participants que dans de nombreuses résolutions antérieures, les MULPOC avaient sollicité davantage de ressources de la CEA et que c'était en fait à la suite de cela que les MULPOC avaient pu obtenir de l'Assemblée générale des Nations Unies un certain nombre de postes inscrits au budget ordinaire. Il a indiqué que le redéploiement de personnel s'était fait dans les limites des ressources disponibles à partir de cette source et en gardant à l'esprit la nécessité de ne pas compromettre le bon déroulement du programme de travail au siège de la CEA. Le redéploiement se poursuivrait de la façon dont les ressources le permettraient et lorsque les ressources le permettraient. Toutefois, il a fait observer qu'il avait été entendu que les Etats membres détacheraient de temps à autre des fonctionnaires auprès des MULPOC pour s'occuper de projets spécifiques qui nécessiteraient le recours à des compétences spécialisées.

166. En réponse à une question posée sur le rôle des MULPOC, le Secrétaire exécutif a d'abord fait remarquer qu'en ce qui concernait le rôle des MULPOC dans les tables rondes, il fallait comprendre que celles-ci relevaient de la responsabilité des Etats membres et du PNUD. Dans certains cas, la CEA apportait son soutien lors des phases préparatoires des réunions. Toutefois, les MULPOC ne pouvaient pas jouer un rôle dans l'organisation de tables rondes sous-régionales puisqu'il n'en avait pas encore été tenu. Il a souligné que le moment était venu de se tourner vers l'avenir et que le MULPOC de l'Afrique de l'Ouest qui avait mis sur pied un comité intergouvernemental chargé d'examiner les méthodes d'action futures devrait être félicité. Il a informé les participants qu'après la réunion commune des organisations intergouvernementales sous-régionales prévue du 27 au 29 avril 1987, le secrétariat serait en mesure de fournir un document directif

167. Le Secrétaire exécutif a informé les participants que des discussions étaient toujours en cours avec le PNUD concernant le programme des femmes. L'avenir du programme ne serait connu qu'à l'issue des discussions. Pour conclure, le Secrétaire exécutif a exprimé sa grande satisfaction devant la décision prise par le MULPOC de l'Afrique du Nord de créer une zone d'échanges préférentiels. La CEA était prête à accorder à cette décision la priorité nécessaire en ce sens qu'elle pourrait contribuer à promouvoir la coopération entre les pays de la sous-région.

Rapport intérimaire sur les préparatifs du programme régional du PNUD pour l'Afrique, quatrième cycle (1987-1991) [point 10 b) de l'ordre du jour]

168. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.13/26 : "Rapport intérimaire sur les préparatifs du programme régional du PNUD pour l'Afrique, quatrième cycle". Il a rappelé qu'aux termes de la résolution 586 (XXI) de la Commission, il était demandé au Secrétaire exécutif de convoquer une session extraordinaire de la Conférence des ministres de la CEA pour examiner et approuver le projet de programme régional élaboré au titre du quatrième cycle de programmation avant qu'il soit soumis en juin 1987 au Conseil d'administration du PNUD. Cette session extraordinaire de la Conférence des ministres de la CEA s'était en conséquence tenue du 13 au 16 octobre 1986 à Addis-Abeba et avait approuvé les grandes lignes du programme régional que la CEA avait présenté au PNUD, soit 28 projets régionaux et sous-régionaux dont 12 qui étaient nouveaux et 16 qui avaient été reportés du troisième cycle. Confirmation avait été reçue pour le financement de 17 projets tandis que les autres étaient à l'étude. Le fonctionnaire a également rappelé que la Conférence des ministres, à sa deuxième session extraordinaire, avait demandé à la CEA et au PNUD de prêter assistance aux organismes économiques sous-régionaux et autres organismes d'intégration en Afrique. A cet égard, la CEA et le PNUD avaient envoyé sur le terrain une mission conjointe pour aider les groupements économiques sous-régionaux ainsi que les organisations de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres à identifier et à formuler des projets d'intégration en vue de leur financement au titre du programme. Les résultats de la mission conjointe seraient examinés lors d'une réunion mixte CEA/PNUD/OUA prévue du 27 au 29 avril 1987 à Addis-Abeba.

et à laquelle toutes les institutions et tous les organismes compétents des Nations Unies avaient été invités à participer. Pour conclure, le fonctionnaire du secrétariat a salué l'esprit de coopération qui existait entre le PNUD et la CEA et émis l'espoir que cet esprit continuerait à prévaloir.

169. Au cours des débats qui ont suivi, plusieurs participants ont exprimé leurs opinions sur les projets du programme régional pour l'Afrique qui avaient été examinés au titre du quatrième cycle de programmation du PNUD.

170. Les participants ont déploré le fait que les programmes pour l'intégration de la femme au développement n'aient pas été maintenus par le PNUD dans son quatrième cycle de programmation. Ils ont par conséquent demandé que leur soient données les raisons pour lesquelles des fonds n'avaient pas été alloués à ces programmes et invité le PNUD à réexaminer et à reconsidérer sa position afin de tenir compte d'un certain nombre de résolutions et de recommandations de la Conférence des ministres de la CEA qui demandaient précisément que tout soit fait pour mobiliser et dégager les fonds nécessaires au maintien des structures pour l'intégration de la femme au développement tant au niveau de la CEA que des MULPOC.

171. Certaines délégations se proposaient, au besoin, d'intercéder auprès du PNUD pour l'amener à revenir sur sa décision concernant l'allocation de ressources aux programmes d'intégration de la femme au développement au titre de son quatrième cycle de programmation.

172. D'autres délégations ont déploré les critères à partir desquels des projets sous-régionaux avaient été identifiés pour financement au titre du CIP régional dans le cadre du quatrième cycle de programmation. D'autres délégations ont estimé que dans la sélection des projets dont le financement était prévu au titre du quatrième cycle de programmation, il aurait dû être tenu compte non seulement des catastrophes naturelles comme la sécheresse et la désertification mais également des cyclones qui ravageaient régulièrement presque toutes les îles de l'océan Indien chaque année.

173. Dans son intervention, l'observateur du PNUD a d'abord complété les informations fournies par le fonctionnaire de la CEA dans son exposé. En effet, le secrétariat de la CEA avait joué un rôle important - sans lequel les efforts du PNUD auraient été vains - en collaborant avec le PNUD à l'élaboration du document d'orientation qui formait la base du programme régional pour l'Afrique au titre du quatrième cycle de programmation. Pour la première fois également, le Bureau régional du PNUD pour les Etats arabes au sein duquel étaient représentés huit pays membres de la CEA participait à la réunion du Comité. Il a loué les bonnes relations de travail qui existaient entre la CEA et le PNUD en particulier avec le Bureau de liaison à Addis-Abeba. Il avait été invité à participer personnellement à la réunion et à prendre dûment note, en vue d'actions appropriées, des conclusions et recommandations du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement qui s'était réuni les 10 et 11 avril 1987 et avait demandé au PNUD de revoir sa position en ce qui concerne le financement des programmes des femmes au titre du quatrième cycle. Il a déjà transmis cette demande à New York. Cependant, il était d'avis que le débat général avait donné l'impression que le PNUD avait rejeté toutes les propositions concernant les projets en faveur des femmes, ce qui n'était pas le cas. En fait, sur les trois projets présentés, deux avaient déjà été approuvés. Il espérait que le PNUD considérerait favorablement la requête adressée à New York.

174. Le représentant du Bureau régional du PNUD pour les Etats arabes a exprimé sa satisfaction de participer à la réunion du Comité. Il a souligné les liens de travail étroits et harmonieux existant entre son Bureau et le Bureau pour l'Afrique. Dans l'ensemble, les membres du Bureau pour les Etats arabes avaient à l'esprit les mêmes préoccupations et projets sectoriels. Une réunion intergouvernementale d'experts serait organisée pour identifier et formuler des projets pour le quatrième cycle de programmation pour les Etats arabes, dont les recommandations seront soumises au Conseil d'administration du PNUD en 1988. Son Bureau entretenait également de bonnes relations de travail avec la CEA.

175. En conclusion, le Président a résumé les positions et les recommandations adoptées à l'unanimité par les participants, à savoir : le Comité devra informer les autorités du PNUD à New York que la Conférence des ministres de la CEA attend

d'elles des propositions pertinentes relatives à leur nouvelle position quant au financement des programmes concernant les femmes au titre du quatrième cycle de programmation; le Comité était profondément touché par la situation de ces programmes et a demandé le maintien des programmes concernant les femmes dans le cadre du quatrième cycle de programmation; le Comité a noté avec satisfaction que le représentant du PNUD espérait que son organisation examinerait favorablement la requête que le CRAC avait soumise à New York.

176. Le Comité a ensuite pris acte du rapport intérimaire sur les préparatifs du quatrième cycle de programmation régional du PNUD pour l'Afrique (1987-1991).

Demande d'assistance pour l'organisation d'un symposium sur le développement à la base (point 10 c) de l'ordre du jour)

177. En présentant le document E/ECA/CM.13/52, intitulé "Demande d'assistance pour l'organisation d'un symposium sur le développement à la base", le représentant du Niger a déclaré qu'il ne pouvait y avoir de véritable développement sans la participation des bénéficiaires et, en particulier, dans le contexte africain, des populations rurales. L'Afrique se trouvait en butte à plusieurs problèmes économiques et sociaux et devait appliquer des réformes de politique générale. Les efforts visant à trouver des solutions à ces problèmes négligeaient invariablement l'apport et la participation de la population visée, c'est-à-dire la population rurale.

178. Le principal objectif du symposium sur le développement à la base que son gouvernement allait tenir à Niamey du 8 au 14 juin 1987 était de dégager les moyens de faire participer la base à la formulation de mesures de redressement économique et de développement à court et long termes. Le cadre général de ce colloque était le suivant : évaluer l'expérience de chaque Etat participant en matière de développement à la base; évaluer les perspectives en matière de développement à la base; élaborer un cadre pour la conception et l'exécution des programmes prioritaires adoptés; et définir les paramètres des politiques nationales de développement axées sur les collectivités locales en tant que producteurs et bénéficiaires. Plus précisément, le symposium était axé sur de

nouveaux types de développement et de nouveaux moyens de coordination aux niveaux local, national, sous-régional et régional. Cette manifestation était ouverte à tous les Africains, particuliers, scientifiques éminents spécialisés dans les disciplines pertinentes et institutions de recherche compétentes. L'intervenant a donné lecture d'un projet de résolution qui serait soumis à la Conférence des ministres.

179. Un représentant a rendu hommage au Gouvernement nigérien pour avoir pris l'initiative d'organiser un symposium de ce type. Dans la mesure où celui-ci visait à étudier et proposer des politiques de développement bien définies, il devait être envisagé sous le même angle que les autres conférences prévues expressément pour promouvoir la réalisation des buts et objectifs du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, à savoir la Conférence sur l'Afrique : le défi du redressement économique et du développement accéléré, qui devait se tenir à Abuja (Nigéria) du 15 au 19 juin 1987, et la Conférence sur le facteur humain du redressement économique et du développement de l'Afrique, prévue à Libreville (Gabon) du 12 au 15 octobre 1987. L'intervenant a estimé que ce point ne nécessitait pas un long débat et a proposé de ce fait que le Comité indique par acclamation son appui à l'appel du Gouvernement nigérien en vue d'une assistance pour l'organisation du symposium et marque ainsi son approbation sur le projet de résolution.

180. Le Comité a accepté cette proposition.

Questions de développement social en Afrique (point 11 de l'ordre du jour)

- a) Application en Afrique de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (point 11 a) de l'ordre du jour)

181. Le document E/ECA/CM.13/27 relatif à ce sous point a été présenté par la Présidente du Comité régional africain de coordination pour l'intégration des femmes au développement. Elle a informé les participants que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes avait

été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 décembre 1979, et était entrée en vigueur le 3 septembre 1981. Jusqu'à présent, 28 pays africains l'avaient ratifiée. Cependant, l'étude de la CEA avait montré que la Convention, à bien des égards, n'était pas appliquée par les Etats membres. Plusieurs facteurs étaient à l'origine de cette situation, notamment la crise économique et la diminution des ressources de la région, le manque de connaissance de la Convention, même de la part des institutions et agences nationales de développement, l'analphabétisme parmi les femmes, le libellé de la Convention qui a entravé sa diffusion sur une grande échelle, la mauvaise compréhension de la Convention et des droits de la femme, et l'insuffisance du personnel spécialisé pour promouvoir son application.

182. Malgré les améliorations importantes de la situation de la femme africaine durant la Décennie des Nations Unies pour la femme, la condition de celle-ci dans la plupart des sociétés était encore caractérisée par l'inégalité et la discrimination. Dans la plupart des cas, même des droits garantis par la constitution ou des lois étaient annihilés par des pratiques et des lois coutumières ou traditionnelles. Les problèmes les plus importants concernaient le mariage et les relations familiales. Ainsi, il existait partout en Afrique une divergence entre les déclarations officielles sur l'égalité entre les sexes et la réalité sociale des femmes. Même la CEA n'était pas parvenue à répondre aux aspirations des femmes, puisque 6 p. 100 seulement de ses administrateurs étaient des femmes, au lieu des 25 p. 100 recommandés par l'Assemblée générale pour l'ensemble du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Elle a ensuite attiré l'attention des membres du Comité sur les nombreuses recommandations figurant dans le rapport et les a priés de répondre à l'appel des femmes africaines et d'assurer aussi largement que possible la diffusion et l'application de la Convention.

183. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont confirmé leur position antérieure, exprimant leur profonde préoccupation devant la condition des femmes en Afrique, et leur engagement à prendre les mesures nécessaires pour l'améliorer. Plusieurs participants ont fait part de l'expérience de l'application de la Convention dans leurs pays. A cet égard, deux délégations ont fait modifier

des parties du rapport concernant les études de cas menées dans leurs pays. Le représentant de l'Egypte s'est référé au paragraphe 15 et a indiqué que les femmes égyptiennes avaient accès à tous les sièges parlementaires, et occupaient un nombre de sièges plus important que celui qui figurait dans le rapport. Le représentant du Rwanda a fait modifier les paragraphes 49 à 54, indiquant qu'un processus était en cours pour réviser le code de la famille, dont le projet avait éliminé toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, en ce qui concerne le mariage et l'héritage. De façon générale, les participants ont soumis des propositions concrètes pour renforcer l'application de la Convention. Ainsi, il a été proposé que la Convention soit enregistrée pour les femmes illettrées, dont un grand nombre avaient accès à des radio-cassettes. Il a été également proposé que les tribunaux soient saisis des cas de violation des dispositions de la Convention. Les participants ont approuvé la proposition figurant au paragraphe 59, au titre de laquelle les secrétariats de la CEA et de l'OUA doivent organiser des séminaires sur la Convention et les droits de la femme pour le personnel judiciaire et les fonctionnaires chargés de l'application des textes relatifs aux droits des femmes.

184. En réponse à certaines questions soulevées par les participants, un représentant du secrétariat a exposé les critères de sélection des pays choisis pour les études de cas, et a prié les Etats membres d'entreprendre des études similaires. Le Secrétaire exécutif a mis l'accent sur la question fondamentale concernant les femmes et le développement. Etant donné que plus de 50 p. 100 de la population africaine étaient des femmes, les efforts déployés pour améliorer les capacités des femmes dans les domaines politique, social et culturel, renforceraient considérablement le développement global du continent. Le changement du statut de la femme avait été difficile à cause de la persistance des pratiques et coutumes traditionnelles négatives, et de l'insuffisance et de l'inégalité des chances offertes aux femmes dans le domaine de l'éducation. La responsabilité se situait au niveau national. Par conséquent, il incombait aux pays d'accélérer le processus de l'intégration des femmes, auxquelles il incombait d'intensifier leurs efforts dans ce sens. A la création du Comité, à Rabat en 1979 lors de la quatorzième session de la Commission, on avait espéré que chaque délégation envoyée au Comité technique préparatoire plénier comprendrait

des participantes et que parmi celles-ci certaines présideraient des délégations. Cet espoir ne s'était pas concrétisé, quand bien même il y avait certaines femmes occupant des postes de haute responsabilité dans la plupart des ministères pertinents.

185. Abordant la situation des femmes dans l'ensemble du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire exécutif a reconnu que le niveau de représentation des femmes à la CEA était bas mais que cette situation était due au nombre réduit de femmes qualifiées et non à la discrimination. La plupart des femmes qualifiées étaient réticentes à demander ou accepter des postes à la CEA, à cause de leurs obligations familiales. Ainsi beaucoup dépendait des femmes elles-mêmes. Il a formulé l'espoir qu'une fois que le gel sur le recrutement aurait été levé, davantage de femmes poseraient leur candidature aux postes disponibles. Cependant, les postes inscrits au budget ordinaire étaient soumis à la répartition géographique, ce qui avait exclu des femmes appartenant à des pays surreprésentés. Cette situation était fâcheuse, dans la mesure où ces dernières étaient compétentes.

186. Le Comité a pris note du rapport et a formulé les recommandations suivantes:

a) Les pays qui n'avaient pas encore signé et/ou ratifié la Convention devraient le faire;

b) Les pays qui avaient signé et ratifié la Convention devraient la populariser par tous les moyens appropriés; et

c) Les participants devraient s'engager à recommander à leurs gouvernements l'application de la Convention.

Création d'un institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants [point 11 b) de l'Ordre du jour]

187. En présentant le document E/ECA/CM.13/28 sur la création d'un institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, un fonctionnaire du secrétariat a fait l'historique de la question et des textes ayant abouti à la création de l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. La réunion régionale africaine préparatoire du sixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenue à Addis-Abeba en août 1978, avait adopté une résolution exhortant "le Secrétaire général de l'ONU et l'Administrateur du PNUD à prendre toutes les dispositions nécessaires pour la création d'un Institut régional africain pour la prévention du crime et le traitement de délinquants". En juillet 1979, le Conseil des ministres de l'OUA réuni à Monrovia avait également adopté la résolution CM/RES/755 (XXXIII) sur la création d'organisations africaines contre le crime. Cette résolution avait ensuite été approuvée par la seizième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA. La Conférence des ministres de la CEA avait elle-même adopté, en avril 1980, la résolution 392 (XV) priant le Secrétaire exécutif de la CEA en consultation avec les organisations internationales et régionales intéressées de prendre les mesures appropriées en vue de la création de l'Institut.

188. Le représentant du secrétariat a souligné les progrès enregistrés dans la création de l'Institut dont la phase opérationnelle avait démarré en janvier 1987 et dont le siège était provisoirement assuré par le secrétariat de la CEA. Il a attiré l'attention du Comité sur les objectifs et fonctions de l'Institut, sur la composition et les fonctions du Conseil d'administration tels qu'ils figurent dans le document. Il a ensuite demandé au Comité d'examiner les questions relatives au choix du pays hôte et à la désignation des membres du Conseil d'administration. S'agissant de la première question, quatre pays seulement avaient répondu à la note verbale de la CEA adressée aux Etats membres; deux pays exprimaient leurs regrets et les deux autres demandaient des éclaircissements. En ce qui concerne la seconde question, il a exhorté les membres du Comité à engager des consultations entre eux en vue de conseiller la Conférence des ministres sur la composition du Conseil d'administration.

189. Le Comité a salué la création de l'Institut et félicité la CEA pour son rôle, en particulier en ce qui concerne les services de secrétariat qu'elle assure provisoirement en attendant le choix du pays hôte. Cependant, deux sources possibles de difficultés susceptibles de réduire l'efficacité de l'Institut ont été notées. Il s'agit du financement de l'Institut et du risque d'ingérence dans les affaires intérieures des Etats membres.

190. Le Comité a noté que la lenteur des réponses des Etats membres avait peut-être été due au manque d'informations détaillées sur la nature, le champ d'action et l'impact de l'Institut. Il a en outre été observé que le crime et les autres maux sociaux allaient de pair avec l'évolution des conditions économiques et le niveau de la décadence morale et sociale. Des propositions précises ont été faites en ce qui concerne la mobilisation des ressources; la structure, la composition et les fonctions du Conseil d'administration; et les arrangements et procédures institutionnels. On devrait s'efforcer d'explorer diverses sources de financement pour appuyer l'Institut. S'agissant du Conseil d'administration, il a été proposé que le pays hôte en soit membre, que l'ancienneté de deux ans proposée soit révisée, que la qualité de membre soit attribuée par roulement et que les observateurs ainsi que les experts traditionnels soient autorisés à participer aux travaux du Conseil de temps en temps. En ce qui concerne les arrangements et procédures institutionnels, il a été proposé que les mécanismes nationaux soient renforcés, qu'une collaboration et une coordination plus grandes soient recherchées entre les institutions nationales compétentes et les institutions bilatérales et multilatérales et que des mesures soient prises en vue d'assurer une bonne administration de l'Institut et une bonne gestion de ces ressources.

191. Eu égard aux questions soulevées et aux problèmes potentiels identifiés, le Comité a convenu que des consultations seront organisées et que des recommandations appropriées seront faites à la Conférence des ministres en vue de la constitution du Conseil d'administration et que ce dernier, une fois constitué, s'attaquera aux questions et problèmes soulevés au cours des débats. Il a en outre été convenu qu'une plus grande publicité sera faite sur l'Institut afin de mieux aider les Etats membres à se prononcer sur le choix du pays hôte et que tous les efforts seront déployés avec la coopération de la CEA et de la communauté internationale pour mobiliser les ressources financières nécessaires.

Culture et développement en Afrique [point 11 c) de l'ordre du jour]

192. En présentant le document E/ECA/CM.13/50 sur la culture et le développement en Afrique, un fonctionnaire du secrétariat de l'OUA a, au nom du Secrétaire général de son Organisation, remercié le Secrétaire exécutif de la CEA et le Comité d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour. Il a souligné l'importance de la vie culturelle dans le processus de développement et la nécessité d'intégrer la culture africaine dans les activités de planification et de programmation. A cet égard, et pour la première fois, une Conférence des ministres africains de la culture s'était tenue à Port Louis (Maurice) en avril 1986. Cette Conférence avait tenté d'adopter une approche culturelle pour comprendre le problème du développement de l'Afrique, identifier ses causes et les aspects du développement de l'Afrique axés sur l'homme. En particulier, la Conférence s'était efforcée de matérialiser la Déclaration sur les aspects culturels du Plan d'action de Lagos adoptée par la vingt et unième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA tenue à Addis-Abeba en novembre 1984.

193. Il a ensuite énoncé une série de propositions faites par la Conférence des ministres de la culture et susceptibles d'aider les analystes et les décideurs en matière de politiques de tenir compte des paramètres culturels dans les plans, programmes et stratégies de développement aux niveaux national et sous-régional. En particulier, la CEA avait été invitée, en collaboration avec l'Unesco et l'OUA, à fournir une assistance aux Etats membres sous forme de services consultatifs, d'organisation de séminaires et d'ateliers à raison de deux par sous-région géographique de l'OUA pendant une période de deux ans; d'établir un mécanisme de surveillance et de se mettre en rapport avec la BAD, la CEE, le PNUD, le FISE et la Banque mondiale en vue de mobiliser les ressources financières nécessaires.

194. Au cours des discussions qui ont suivi, il a été indiqué que de nombreux séminaires et ateliers semblables à ceux proposés par le secrétariat de l'OUA avaient été organisés dans le passé. Cependant, leurs résultats n'avaient pas répondu à l'attente, en particulier dans le domaine de la formulation d'une approche du développement tenant compte des objectifs et besoins des bénéficiaires

et assurant leur participation effective à tous les stades du développement. On a estimé qu'il faudrait trouver les moyens d'assurer la participation effective des bénéficiaires aux séminaires et ateliers prévus avec les institutions nationales, régionales et internationales intéressées.

195. On a cependant mis en garde contre tout optimisme pour ce qui est de l'obtention de résultats appréciables, en utilisant la méthode préconisée dans le document de l'OUA étant donné que ceux qui seraient chargés d'intégrer les valeurs culturelles dans le processus de planification allaient probablement rejeter ces valeurs.

196. En réponse à ces questions, le représentant du secrétariat de l'OUA a reconnu que de nombreux séminaires et ateliers avaient été organisés sur le sujet dans le passé mais qu'ils avaient été principalement réservés aux spécialistes de la culture. Afin d'accroître les chances de la prise en considération des paramètres culturels dans le processus de développement, la nécessité absolue de faire participer des spécialistes et des bénéficiaires du développement ainsi que des experts culturels aux prochains séminaires et ateliers a été admise.

197. Après avoir exprimé sa gratitude au Secrétaire général de l'OUA d'avoir pris l'initiative d'inscrire cette question à l'ordre du jour du Comité, le Secrétaire exécutif a souligné l'importance de la culture dans le processus de développement. Il a reconnu que les économistes avaient tendance à se concentrer sur les paramètres quantitatifs en ignorant les aspects sociaux et culturels du développement. Il a ajouté qu'il était réjouissant de constater que le secrétariat de l'OUA travaillait activement à aider les Etats membres à intégrer la dimension culturelle dans le processus de développement et a assuré le représentant de l'OUA du soutien et de la collaboration de la CEA dans cette entreprise.

198. L'observateur de l'Unesco a exprimé la satisfaction de son Organisation pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour du Comité. Il a rappelé les principaux aspects de la proclamation de la Décennie mondiale pour le

développement culturel et indiqué que, durant la période biennale 1988-1989, son Organisation concentrerait ses efforts sur les projets pilotes intersectoriels dans le cadre des 14 grands programmes du plan à moyen terme 1984-1985.

199. Il a signalé que la coopération entre l'OUA et l'Unesco dans le domaine de la culture avait commencé de façon plus systématique en 1980. Une assistance avait été fournie par son Organisation pour renforcer la capacité de l'OUA dans le domaine de la culture. Il a réitéré l'engagement de l'Unesco à coopérer pleinement avec les secrétariats de l'OUA et de la CEA dans la mise en oeuvre du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies en général et dans la nécessité d'intégrer les paramètres socio-culturels dans la planification et le développement du secteur rural.

200. Le Président a souligné l'importance de la culture dans le développement et prié instamment les secrétariats de l'OUA, de l'Unesco et de la CEA d'intensifier leurs efforts pour aider les Etats membres à intégrer les valeurs culturelles dans le processus de développement grâce à l'organisation de séminaires et à l'octroi d'une assistance pour l'application des recommandations.

201. Le Comité a pris note du document E/ECA/CM.13/50.

Rapport intérimaire sur la création du centre africain pour l'application de la météorologie au développement (CAAMD) (point 12 (a) de l'ordre du jour)

202. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté les documents E/ECA/CM.13/29, Add.1 et Add.2 intitulées "Rapport intérimaire sur la création du centre africain pour l'application de la météorologie au développement (CAAMD)". Il a rendu compte des activités entreprises par le secrétariat en application des paragraphes 2 et 3 de la résolution 585(XXI) de la CEA dans laquelle, il était demandé au Secrétaire exécutif de la CEA d'élaborer, en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), un projet de statuts pour le CAAMD et de rechercher un soutien financier auprès du Programme des Nations Unies pour le développement, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et de donateurs bilatéraux et multilatéraux. Il a ensuite fait un rapport sur les consultations entre experts de diverses institutions au cours desquelles le projet de statuts, le projet d'accord de siège, les critères d'implantation du centre, les détails techniques figurant dans le descriptif complet du projet de création du Centre et le financement de celui-ci par les Etats membres et des donateurs ont été examinés. Ces détails ont, par la suite, été examinés par l'Association régionale I (Afrique) de l'OMM et le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement de la CEA à sa quatrième réunion tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 9 au 13 février 1987 et dont les recommandations étaient soumises au Comité.

203. Le représentant du Secrétariat a indiqué que le Comité devait : i) examiner le projet de statuts et formuler des recommandations; ii) se prononcer sur le lieu d'implantation du centre sur la base des critères techniques énoncés dans le document E/ECA/CM.13/29 Add.1; iii) examiner l'organigramme proposé pour le centre et se prononcer à son sujet iv) examiner le financement requis pour le centre et prendre les mesures nécessaires. Il a attiré l'attention du Comité sur l'Additif 2 au document qui traitait des implications financières de la création du Centre. Il a conclu en exposant les avantages qui seraient retirés du Centre.

204. Le représentant de l'OMM a donné des précisions sur les détails fournis par le secrétariat. Ayant noté que la décision de créer le Centre s'expliquait par la sécheresse qu'ont connue les pays africains au début des années 1980,

il a lancé un appel aux Etats membres afin que la création du Centre intervienne dans les meilleurs délais. Il a en particulier demandé qu'il y ait un consensus sur le lieu où serait implanté le Centre ainsi que sur les statuts et souligné qu'il importait d'éviter les doubles emplois et mis l'accent sur les obligations financières des Etats membres. Finalement, il a exprimé la satisfaction de son organisation pour la collaboration excellente et bénéfique existant entre celle-ci et la CEA.

205. Au cours des débats qui ont suivi, un représentant a proposé, que compte tenu de l'insuffisance des informations et de la complexité du sujet, le Comité examine les questions sous six rubriques, à savoir : a) financement du Centre; b) équipement technique; c) composition du Conseil d'administration; d) barème de contributions; e) projet de statuts et f) choix du pays hôte. Le Comité a approuvé cette proposition ainsi que celle de constituer un groupe de travail pour étudier les questions. Toutefois, le Comité a décidé d'examiner ces questions d'abord en séance plénière avant de les confier au groupe de travail.

a) Financement du Centre

206. Les participants ont exprimé le souhait de voir se créer un Centre efficace et durable et convenu que tous les Etats membres de la Commission devaient participer à son financement compte tenu notamment du fait que la météorologie n'avait pas de frontières.

207. Un représentant a conseillé d'envisager la création du centre avec prudence étant donné les difficultés financières rencontrées par d'autres institutions sous-régionales et le fait que seuls 18 Etats membres avaient jusque là convenu de fournir une assistance financière au centre. Un autre représentant s'est inquiété du fait que le PNUD n'ait pas garanti son soutien au Centre et demandé à la CEA d'examiner toutes les implications financières de la création du Centre.

b) Equipement technique

208. Les représentants ont estimé que les informations figurant dans les documents concernant l'équipement technique disponible ne pouvaient pas leur permettre de se prononcer en connaissance de cause. ~~Les documents ne donnaient aucune indication ni sur l'état de l'équipement ni sur ses caractéristiques techniques.~~

c) Composition du Conseil d'administration

209. Les représentants ont indiqué que le choix des membres du Conseil d'administration devrait se fonder sur le principe de la représentation sous-régionale. Certains d'entre eux ont mis l'accent sur les particularités régionales du continent, attiré l'attention sur les problèmes particuliers des pays insulaires et proposé que sept groupes sous-régionaux soient utilisés comme cela avait été le cas pour l'élaboration du document E/ECA/CM.1/11 (mars 1986) en vue de la première session extraordinaire de la Conférence des ministres de la CEA sur la crise économique en Afrique.

210. Des représentants ont également proposé que la Commission économique pour l'Afrique soit membre à part entière du Conseil d'administration.

d) Barème des contributions

211. Les représentants n'ont pas examiné ce point.

e) Projet de statuts

212. Un représentant a demandé au secrétariat s'il avait soumis le projet de statuts aux Etats membres à l'avance. Et si cela n'avait pas été le cas, il ne voyait pas comment il serait possible de discuter convenablement des articles 5, 8, 9 et 12 des statuts. D'autres représentants ont proposé que les modifications suivantes soient apportées au projet de statuts :

- L'article 2 alinéa 2 a) se lirait comme suit : "Renforcer les capacités des services météorologiques nationaux dans l'application et l'utilisation de données météorologiques et climatologiques";
- L'article 2 alinéa 2 serait révisé de façon à y inclure les problèmes des pays insulaires, en particulier la mise en place de systèmes de prévision des cyclones;

- L'article 5 alinéa 2 prévoirait une disposition relative à la représentation de la Commission économique pour l'Afrique par le biais du Secrétaire exécutif après la période initiale, lorsqu'un Président aura été élu;
- L'article 9 énoncerait les obligations du Centre vis-à-vis des Etats membres en vue de sauvegarder leurs intérêts et comporterait une clause additionnelle ainsi libellée "le Centre devrait permettre à tous ses Etats membres d'accéder librement à ses services";
- Le titre du chef du Centre devrait être uniforme et non indifféremment Directeur général, Directeur exécutif ou Directeur.

f) Choix du pays hôte

213. Les représentants des pays hôtes potentiels ont indiqué les installations et les avantages particuliers que leurs pays offraient.

214. Plusieurs représentants ont réaffirmé que les critères techniques présentés dans le document principal et le fonctionnement opérationnel des installations techniques devaient guider le choix de l'emplacement du Centre. Il a été également indiqué que les objectifs devraient être établis en fonction, de l'emplacement du titre, avis qui n'a pas été partagé par les représentants. Un représentant a estimé que la présence, quelque part, d'une forte communauté scientifique devait être considérée comme un facteur important dans le choix de l'emplacement du Centre et un autre a lui, jugé que les divers critères devraient être pris en considération et une analyse lucide faite pour déterminer le pays hôte. Compte tenu de la complexité des problèmes, certains représentants ont jugé qu'il valait mieux reporter les discussions à la quatorzième réunion de la Conférence des ministres.

215. Dans son intervention, le Secrétaire exécutif a indiqué qu'il était nécessaire de parvenir à une décision. Il a informé le Comité qu'un télex avait été envoyé par le Secrétaire général de l'OMM dans lequel celui-ci priait instamment le Comité de parvenir à une décision sur les questions dont il était saisi et en particulier celles sur l'emplacement du centre et les statuts. Le Secrétaire exécutif a insisté sur le fait que le Comité devait adopter les statuts et se prononcer sur l'emplacement du Centre.

216. Le Comité a par la suite décidé de créer un groupe de travail chargé d'examiner les questions dont il était saisi. Le groupe de travail a été constitué comme suit :

<u>Région</u>	<u>Pays représentant la région</u>
1. Afrique australe	Lesotho (Deuxième Vice-Président et Président du Groupe de travail)
2. Afrique de l'Ouest	Sénégal
3. Afrique centrale	Zaïre (Rapporteur)
4. Afrique du Nord	Tunisie
5. Afrique de l'Est	Ethiopie

217. Le Comité a décidé que la CEA et l'OMM feraient partie du Groupe de travail et fourniraient des informations complémentaires suivant les nécessités. Les pays hôtes potentiels ont également été invités à fournir toutes les informations indispensables au Groupe de travail pour l'accomplissement de ses tâches.

218. Il a été demandé au Groupe de travail d'étudier, outre toutes les questions soulevées par des participants en séance plénière, les problèmes particuliers des Etats insulaires.

219. Le Comité a pris note du document E/ECA/CM.13/29, et des deux additifs (Add. 1 et 2).

Sécheresse et désertification en Afrique (point 12 b) de l'ordre du jour)

220. Le Secrétaire exécutif a informé le Comité que ce point avait été inclus dans l'ordre du jour sur la proposition du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS) mais comme cette organisation n'était pas représentée à la réunion, il a proposé que ce point soit supprimé. En conséquence, ce point a été retiré de l'ordre du jour.

Rapport relatif à la Conférence scientifique internationale sur la catastrophe du lac Nyos (point 12 c) de l'ordre du jour)

221. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.13/34 intitulé "Rapport relatif à la Conférence scientifique internationale sur la catastrophe du lac Nyos" en précisant l'objectif de la Conférence et en attirant l'attention des participants sur ses conclusions et recommandations, formulées à l'intention des gouvernements du Cameroun et de tous les autres pays sujets à des catastrophes similaires. La Conférence avait fondé son évaluation sur des observations géologiques, des analyses minutieuses de prélèvements d'eau et sur un examen médical des victimes et des survivants. Elle disposait de nombreuses informations concernant la cause des décès mais n'avait pu parvenir à un accord sur la cause et le mécanisme de l'éruption de gaz. Selon la première théorie, cette catastrophe avait eu pour cause immédiate de brusques émanations de dioxyde de carbone des eaux du lac. La deuxième hypothèse s'expliquait plutôt par une remontée de gaz contenus sous le fond du lac à la suite d'une activité volcanique. L'intervenant a conclu en insistant sur la nécessité de se préparer pour faire face à ce type de catastrophes en procédant à une planification préalable comme le soulignait le rapport.

222. Le Président a félicité tous ceux qui avaient participé à l'organisation de cette Conférence et les a priés instamment de continuer à appuyer les efforts faits par le Gouvernement camerounais en vue de mettre en place des systèmes de contrôle, de prévision et d'alerte ainsi que pour la planification préalable de catastrophes similaires.

223. Le représentant du Cameroun a réitéré les observations du Président et a, au nom de son gouvernement, remercié les organisations qui avaient apporté leur concours pour l'organisation de la Conférence, notamment la CEA, le PNUD et l'Unesco, ainsi que tous les membres de la communauté internationale qui s'étaient portés au secours du Cameroun lors de cette catastrophe.

Commerce et développement : Déclaration d'Addis-Abeba des ministres africains responsables du commerce et du développement chargés de préparer la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (point 13 de l'ordre du jour)

224. Le document E/ECA/CM.13/47 intitulé "Commerce et développement : Déclaration d'Addis-Abeba des ministres africains responsables du commerce et du développement chargés de préparer la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement" a été présenté par le représentant du Sénégal en sa qualité de Président de la Conférence des ministres africains du commerce, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 16 au 18 mars 1987. Il a déclaré que la Déclaration adoptée par la Conférence visait à faire en sorte que les mesures adoptées par la communauté internationale dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique dont l'exécution relevait de la CNUCED soient intégrées dans la plate-forme de négociations du Groupe des 77 et que l'objectif à réaliser tienne compte, dans toute la mesure du possible, de l'intérêt commun des pays africains et du Groupe des 77. La Conférence avait examiné deux documents de base, à savoir le rapport du Comité préparatoire du Groupe des 77 et le document intitulé "Redressement économique, croissance et développement en Afrique : Propositions pour la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement", élaboré par la CEA.

225. Le représentant du Sénégal a indiqué que la Déclaration comprenait une analyse et des propositions concernant les différents points à l'ordre du jour de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, compte tenu de la situation critique de l'Afrique, de l'effondrement des cours des produits de base, de la régression des flux de ressources au titre de l'aide à l'Afrique, de l'accroissement du fardeau de la dette, des barrières au commerce international et de la situation insoutenable des pays africains les moins avancés. Plus précisément, la Déclaration demandait un accroissement des ressources consacrées au développement au moyen d'une augmentation du montant des ressources allouées

aux pays africains, conformément au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Elle demandait également que soit formulée une stratégie axée sur la croissance pour faire face aux problèmes de la dette et du développement, sur la base d'un concept de responsabilité partagée, d'un dialogue politique et d'une coordination des activités entre toutes les parties intéressées. Elle convenait que les cours des produits de base devaient être stabilisés et les accords de commercialisation renforcés. Les pays qui ne l'avaient pas encore fait devaient ratifier l'accord portant création du Fonds commun pour les produits de base. L'aide technique et financière aux pays en développement devait être renforcée dans les domaines du traitement industriel, de la commercialisation, de la distribution et des transports. Des mécanismes compensatoires de financement devaient être mis en place en vue de compenser les déficits des recettes d'exportation. L'accès aux marchés des pays développés devait être largement facilité et les exportations diversifiées. Un cadre global et universel cohérent devait être institué en vue d'analyser la situation et les tendances du commerce mondial et de prendre des mesures concrètes pour la suppression du protectionnisme et des barrières au commerce. Les pays africains devaient recevoir une assistance technique et financière accrue afin de donner une impulsion à leurs activités de promotion commerciale. Le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique devait être effectivement appliqué, en particulier ses dispositions relatives aux pays africains les moins avancés. La résolution 165 (S-IX) de la CNUCED devait être appliquée, des dispositions devaient être prises en vue de soutenir les balances des paiements et un mécanisme devait être créé en vue de compenser totalement les déficits des recettes d'exportation des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés.

226. Le Comité a pris note du document.

Rapports des organes subsidiaires de la Commission (point 14 de l'ordre du jour)

Rapport de la deuxième réunion de la Conférence des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales sur le Fonds monétaire africain (point 14 a) de l'ordre du jour)

227. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.13/30 : "Rapport de la deuxième réunion de la Conférence des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales sur le Fonds monétaire africain". Il a rappelé qu'à la septième réunion du Comité, le secrétariat avait signalé que les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales devaient se réunir pour examiner certaines questions en suspens concernant la création d'un Fonds monétaire africain à savoir a) la composition du Fonds; b) la question de savoir s'il fallait ou non autoriser une participation extérieure au capital et dans l'affirmative dans quelle proportion; c) la question de savoir si les paiements des souscriptions au capital du Fonds devaient être effectués en monnaies convertibles ou en monnaies locales et dans l'affirmative dans quelle proportion; d) le nombre d'administrateurs du Fonds et s'ils devraient résider au siège du Fonds à partir de la date où le Fonds serait opérationnel.

228. Il a informé le Comité que ladite réunion des ministres des finances s'était tenue du 18 au 21 juin 1986 à Libreville (Gabon). Toutefois, il n'avait pas été possible à cette occasion de résoudre les questions en suspens, d'où la décision qui avait été prise de créer un Comité spécial appelé "Comité de Libreville" chargé d'examiner ces questions. Celui-ci se composait du Gabon, de la Sierra Leone, de la Tunisie, de l'Ouganda et de la Zambie. Il avait été par conséquent décidé d'adopter un rapport intérimaire du Comité et d'organiser les travaux en juin 1987 au Caire à l'occasion des réunions annuelles de la BAD. De ce fait, les questions en suspens concernant la création du Fonds monétaire africain n'avaient toujours pas été résolues.

229. Un représentant s'est référé au paragraphe 6 du document et a proposé que le secrétariat reflète la nouvelle approche que les pays africains avaient adoptée pour faire face au problème de la dette. Le Président a suggéré qu'étant donné

qu'il s'agissait d'un rapport d'une réunion ministérielle, le Comité en prenne note et le transmette à la Conférence des ministres. Il en a été ainsi décidé.

Rapport de la sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés (point 14 b) de l'ordre de l'ordre du jour)

230. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie, en sa qualité de Président de la sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés, a présenté le document E/ECA/CM.13/31, rapport de la réunion qui avait été tenue du 9 au 11 avril 1987.

231. Il a indiqué que celle-ci avait examiné la situation économique et sociale dans les pays africains les moins avancés au cours de la période 1985-1986 ainsi que les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action pour les pays les moins avancés au cours des années 80 eu égard à la diminution constante des flux de l'aide bilatérale et multilatérale et d'autres types d'aide internationale en faveur des pays les moins avancés. Au cours de cette réunion, il avait également été procédé à l'évaluation des incidences des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel sur la croissance et le développement à long terme des pays africains les moins avancés ainsi qu'à l'examen des activités menées par le secrétariat de la CEA au cours de la période 1985-1986 et de celles prévues pour la période biennale 1987-1988.

232. L'étude des tendances macroéconomiques dans les pays africains les moins avancés au cours de la période biennale 1985-1986 a révélé qu'en termes réels, le PIB avait enregistré une augmentation de 0,7 p.100 en 1985 et de 4,2 p.100 en 1986, ce qui s'était traduit pour le PIB par habitant par un déclin de 1,9 p.100 en 1985 et par une remontée de 1,6 p.100 en 1986. Le taux de croissance du secteur rural avait progressé, passant de 2,2 p.100 en 1985 à 3,4 p.100 en 1986, grâce essentiellement à des pluies abondantes, qui avaient permis d'obtenir de meilleurs résultats dans l'ensemble du secteur agricole. Le déficit budgétaire

global s'était alourdi, atteignant 55,9 p.100 en 1986 contre 2,3 p.100 en 1985 et parallèlement, la dette publique extérieure était passée de 28 milliards en 1985 à 39 milliards de dollars en 1986. Pour redresser leurs économies, les pays africains les moins avancés avaient déployé des efforts considérables, que ce soit dans le cadre des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation financés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ou en dehors de ces programmes.

233. Soulignant le rôle déterminant joué par la CEA dans l'assistance aux pays africains les moins avancés pendant la période 1985-1986, le représentant de la République-Unie de Tanzanie a en particulier noté avec satisfaction l'étude réalisée par le secrétariat sur les incidences des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation sur la croissance et le développement à long terme de ces pays. Pour conclure, il a engagé le Comité à appuyer les recommandations et les résolutions adoptées par le Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins développés lors de sa sixième réunion et a insisté sur la nécessité de mettre en place, au niveau régional, un comité interinstitutions qui serait chargé de coordonner la mobilisation et l'utilisation rationnelle des ressources humaines et financières des pays africains les moins avancés.

234. Le Comité a pris note du rapport et a approuvé les recommandations et résolutions qu'il contenait.

Rapport et décisions de la septième réunion de la Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sousrégionales parrainées par la CEA et rapports de la réunion des chefs de secrétariat des institutions parrainées par la CEA, des chefs de division de la CEA et des administrateurs de projets (point 14 (c) de l'ordre du jour)

235. Présentant le document E/ECA/CM.13/32 (Rapport et décisions de la septième réunion de la Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales

et sous-régionales parrainées par la CEA), un fonctionnaire du secrétariat a informé le Comité que la Conférence s'était réunie du 24 au 27 janvier 1987 à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne) pour examiner le rôle des institutions parrainées par la CEA dans la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Elle s'était également penchée sur le quatrième cycle de programmation du PNUD pour l'Afrique en étudiant les modalités suivant lesquelles les institutions pouvaient en tirer profit.

236. Par ailleurs, la Conférence avait porté ses travaux sur les questions importantes ci-après et formulé des recommandations à leur sujet : relations entre le secrétariat de la CEA et les institutions parrainées par la CEA; relations entre les gouvernements des pays hôtes et les institutions parrainées par la CEA; relations entre les Etats membres et les institutions parrainées par la CEA; relations entre les institutions parrainées par la CEA et d'autres institutions; relations entre les donateurs et les institutions parrainées par la CEA; mise en place d'un cadre institutionnel; harmonisation et normalisation de la documentation.

237. Au sujet du document E/ECA/CM.13/32 Add.1 (Rapport de la réunion des chefs de secrétariat des institutions parrainées par la CEA, des chefs de divisions de la CEA et des administrateurs de projets), l'intervenant a fait savoir qu'une réunion très constructive des chefs de secrétariat des institutions parrainées par la CEA, des chefs de division de la CEA et des administrateurs de projets, s'était tenue du 28 février au 1er mars 1987 à Nazareth (Ethiopie). En effet, les débats allant droit au fait avaient permis de parvenir à un consensus sur des activités présentant un intérêt commun au bénéfice du développement économique de l'Afrique.

238. Le Comité, ayant fait observer que ces réunions intérieures de la CEA visaient à consolider les relations de travail entre cette organisation et les institutions qu'elle parrainait ainsi qu'à harmoniser et à normaliser leur documentation, a pris note des rapports présentés.

Rapport de la quatrième réunion du Comité intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement (point 14 d) de l'ordre du jour)

239. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.13/33 intitulé "Rapport de la quatrième réunion du Comité intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement". Il a indiqué que le Comité intergouvernemental qui s'était réuni à Addis Abeba (Ethiopie) en février 1987 avait tenu des séances plénières et constitué deux groupes de travail dont l'un sur les établissements humains et l'autre sur les questions d'environnement. Le groupe de travail sur les établissements humains avait axé ses travaux sur la planification des établissements humains, le développement des industries des matériaux de construction, la participation du grand public aux programmes de logement et la coopération entre la CEA et les autres organisations internationales appartenant ou non au système des Nations Unies. Le groupe de travail sur l'environnement s'était intéressé aux progrès réalisés dans l'application des résolutions suivantes de la CEA, à savoir la résolution 446 (XVII) sur la lutte contre la désertification en Afrique, la résolution 474 (XVIII) sur le renforcement des capacités des pays africains en matière d'environnement et 585 (XXI) sur la création du centre africain pour l'application de la météorologie au développement (CAAMD), à la prévention de la désertification des terres arables en Afrique ou à la mise au point de normes nationales en matière d'environnement et à la création de structures de formation sur les questions d'environnement en Afrique.

240. Le représentant du secrétariat a attiré l'attention du Comité sur la résolution adoptée par le Comité intergouvernemental mixte des établissements humains qui traitait spécifiquement des politiques de mise en valeur des terres en Afrique, des politiques et programmes en matière d'établissements humains, du développement du secteur du bâtiment et de la formation dans le domaine des établissements humains en Afrique. L'attention du Comité a été également attirée sur les recommandations formulées par la réunion sur les problèmes d'environnement.

241. Le Comité a pris note du rapport et approuvé les résolutions et recommandations qu'il contenait.

Rapport de la troisième réunion de la Conférence des vice-chanceliers, présidents et recteurs d'établissements d'enseignement supérieur en Afrique et Déclaration de Harare sur le rôle des établissements africains d'enseignement supérieur dans le redressement économique et le développement de l'Afrique (point 14 e) de l'ordre du jour)

242. En présentant ce point, un fonctionnaire du secrétariat a informé le Comité que la troisième réunion de la Conférence des vice-chanceliers, présidents et recteurs d'établissements d'enseignement supérieur en Afrique dont le rapport figurait dans le document E/ECA/CM.13/48 s'était tenue à une période marquée par des événements significatifs dans le domaine de la formulation de politiques et stratégies de développement en Afrique et avait pour thème "L'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique et les problèmes de développement à long terme de l'Afrique, 1988-2008". Les travaux de la réunion avaient donc porté sur les problèmes de développement de l'Afrique à court, moyen et long termes et le rôle que les établissements d'enseignement supérieur pouvaient et devaient jouer dans la mise en œuvre des mesures visant à trouver des solutions à ces problèmes dans le cadre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

243. Le représentant du secrétariat a indiqué que la Conférence avait accordé une attention particulière aux questions relatives à la science et à la technique, à la gestion économique et financière notamment la gestion de la dette; à la réhabilitation et au développement de l'agriculture, notamment la conservation des sols et des ressources en eau, la lutte contre la sécheresse et la désertification; la production de facteurs de production; d'outils et de matériels agricoles; etc. et sur la manière dont ces questions pouvaient influencer sur l'orientation des programmes de recherche, d'enseignement et de services consultatifs de ces établissements. La Conférence a également accordé l'attention voulue à la nécessité d'établir des liens entre d'une part, les établissements d'enseignement supérieur et d'autre part leurs gouvernements et communautés ainsi que sur la nécessité de créer des mécanismes en vue de maintenir un dialogue

permanent entre ces diverses institutions dans le but de satisfaire les besoins de développement de l'Afrique à moyen et long termes.

244. Le représentant du secrétariat a également attiré l'attention du Comité sur la Déclaration de Harare sur le rôle des établissements africains d'enseignement supérieur dans le redressement économique et le développement de l'Afrique ainsi que sur la résolution prise à cet effet et adoptée par la réunion. Il a souligné le rôle important que devraient jouer les Chefs d'Etat et de gouvernement africains aux niveaux national, sous-régional, régional et continental pour rendre plus efficace la participation des établissements d'enseignement supérieur au développement de l'Afrique et demandé au Comité d'approuver ces documents en vue de leur préparation à la Conférence des ministres.

245. Au cours des débats qui ont suivi, un représentant a loué les efforts du secrétariat et demandé que les moyens appropriés soient trouvés pour établir l'équilibre nécessaire entre d'une part les résultats de la recherche d'une part, la mise au point et l'expérimentation de prototypes et de produits commercialisables à partir de ces résultats. Il a fait remarquer que l'instauration de cet équilibre préconisée dans la recommandations sur l'intensification des activités de recherche permettrait de mieux mobiliser le soutien des industriels, ce qui rendrait les recommandations plus pratiques et plus significatives.

246. Le Comité s'est déclaré satisfait du rapport, et cela d'autant plus qu'il démontrait clairement que les directeurs d'établissements africains d'enseignement supérieur suivaient le cours des événements en Afrique. Le Comité a également souligné l'importance de la mobilisation et de la mise en valeur des ressources humaines de haut niveau en vue du développement et la nécessité de collecter, centraliser et diffuser plus largement les informations et les résultats de la recherche.

247. Le Comité a pris note du rapport et demandé à la CEA d'intensifier ses efforts pour renforcer et dynamiser le rôle des établissements africains d'enseignement supérieur dans le processus de développement de l'Afrique.

Rapport de la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce (point 14 f) de l'ordre du jour)

248. Le représentant de la Sierra Leone, pays qui assure la présidence de la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) en mars 1987 a présenté le document E/ECA/CM.13/35 contenant le rapport de cette réunion. Il a attiré l'attention des membres du Comité sur deux erreurs dans le rapport et demandé a) de supprimer les mots "commune CEA/OUA" du titre sur la page de couverture et b) d'insérer le mot "trade" dans la première phrase du paragraphe 23 de la version anglaise.

249. La neuvième réunion avait examiné les tendances récentes des relations commerciales de l'Afrique ainsi que les propositions de l'Afrique à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, avait fait des recommandations appropriées et adopté trois résolutions. Concernant la contribution du commerce intérieur et intra-africain à la croissance économique et au développement de l'Afrique, la Conférence avait réaffirmé l'importance fondamentale du commerce intérieur, identifié une série d'obstacles à l'expansion du commerce intra-africain et formulé des propositions visant à les supprimer. Quant à la proclamation d'une décennie du commerce intérieur et intra-africain 1988-1998, la Conférence a estimé qu'il serait plus indiqué de s'employer à appliquer les décisions prises par les chefs d'Etat et de gouvernement africains à propos du développement du commerce intérieur et intra-africain plutôt que de proclamer une décennie.

250. S'agissant des problèmes des pays africains sans littoral et insulaires, la neuvième réunion avait noté avec satisfaction l'initiative du secrétariat de l'OUA de présenter un document sur un sujet aussi important et reconnu que le document était essentiellement de nature préliminaire et devait être complété. A cet égard, la neuvième réunion avait adopté une série de décisions qui figurent au paragraphe 41 du document E/ECA/CM.13/35.

251. En examinant certains des faits intervenus récemment dans le domaine de l'étude de marché et de la promotion commerciale ainsi que les efforts déployés

par certains pays africains et par la CEA pour appliquer les décisions de la huitième réunion, la neuvième réunion a adopté une série de décisions qui figurent au paragraphe 46 du document précité.

252. Concernant la Foire panafricaine, la neuvième réunion avait adopté une résolution qui comportait deux parties, la première consacrée à la quatrième Foire panafricaine et dans laquelle le Secrétaire général de l'OUA était prié de transmettre un message spécial de félicitations et de remerciements au Président de la République du Togo, au Gouvernement et au peuple togolais pour les efforts exceptionnels qu'ils ont faits pour assurer le succès de la quatrième Foire. La deuxième partie consacrée à la cinquième Foire panafricaine traitait de la composition du Comité d'organisation ainsi que de son mandat. La réunion avait en outre adopté une résolution concernant l'Association des organisations africaines de promotion commerciale visant à aider celle-ci dans les efforts qu'elle déploie pour mobiliser les ressources financières nécessaires à son bon fonctionnement.

253. La réunion avait notamment souligné les résultats extrêmement décevants enregistrés dans le domaine du commerce extérieur africain et avait formulé des propositions visant à inverser cette tendance. Elle avait en particulier prié les pays africains qui ne l'avaient pas encore fait de signer et/ou de ratifier l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base dans le cadre de la CNUCED, de façon à ce qu'il devienne opérationnel le plus rapidement possible et avait adopté une résolution sur le commerce de l'Afrique avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. S'agissant des sociétés transnationales, la réunion avait adopté une série de mesures visant à accroître leur contribution au commerce intérieur et intra-africain.

254. Finalement, la Conférence avait décidé que sa prochaine réunion se tiendrait en mars 1989.

255. Le Comité a pris note du document E/ECA/CM.13/35 avec les réserves formulées par le représentant du Maroc.

Rapport de la huitième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (point 14 g) de l'ordre du jour)

256. La Présidence du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) a présenté le document E/ECA/CM.13/36 intitulé "Rapport de la huitième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement". Elle a indiqué que 13 des 15 membres du Comité avaient assisté à la réunion et que l'Ethiopie, la Jamahiriya arabe libyenne, le Malawi et la République-Unie de Tanzanie y avaient assisté comme observateurs.

257. La réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement devait examiner quatre points dont deux, à savoir : le rapport sur l'état des projets en faveur des femmes dans le cadre du quatrième cycle de programmation et le rapport sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, avaient été examinés en détail par le Comité technique préparatoire plénier au titre des points 10 b) et 11 a) de son ordre du jour. La Présidente a attiré l'attention du Comité i) sur le memorandum adressé par le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement à la treizième réunion de la Conférence des ministres de la CEA et au PNUD à New York ainsi que sur ii) la résolution de la huitième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement. Les deux autres points inscrits à l'ordre du jour avaient trait au programme de travail de la CEA en faveur des femmes et à la planification à l'intention des femmes au sein du système des Nations Unies.

258. La Présidente a signalé que deux grands problèmes avaient été rencontrés. Le premier avait trait aux difficultés financières, comme l'avait mentionné le Comité technique préparatoire plénier et le second tenait à l'absence de communication entre le Centre africain de recherche et de formation pour la femme et les MULPOC. Le Centre africain de formation et de recherche pour la femme avait été prié d'examiner le second problème et de lui trouver une solution.

259. Au cours des débats qui ont suivi, le représentant du Gabon s'est excusé d'être arrivé en retard à la réunion du Comité technique préparatoire plénier, il aurait pu présenter ses observations sur cette question au moment où elle était examinée par le Comité. Il a ensuite informé le Comité que le rapport sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes contenait, dans sa partie traitant du Gabon, un très grand nombre d'inexactitudes et a demandé au secrétariat de corriger le rapport.

260. Les membres du Comité ont fait observer que des rapports de cette nature étaient souvent établis sur la base d'informations fournies par les Etats membres et ont demandé au secrétariat de faire en sorte que les corrections proposées figurent dans le rapport.

261. Le Comité a pris note du document E/ECA/CM.13/36.

Rapport de la troisième réunion du Comité technique régional pour le Système panafricain de documentation et d'information (Padis) (point 14 h) de l'ordre

262. Le Président du Comité technique régional pour le PADIS a présenté le document E/ECA/CM.13/37 contenant le rapport de la troisième réunion du comité, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 14 au 16 avril 1987. Le Comité technique régional avait examiné les progrès réalisés dans l'exécution du programme du PADIS; un rapport sur le financement du PADIS; les rapports des comités sous-régionaux et des organismes et institutions des Nations Unies intéressées par les systèmes d'information; les stratégies du PADIS pour la période 1987-1988 et le plan à moyen terme du PADIS pour la période 1990-1995.

263. Le Comité a été informé du fonctionnement de la ligne de transmission de données point à point entre le PADIS et le secrétariat de l'OUA, qui donnait à ce dernier un accès direct aux bases de données du PADIS. Il a noté qu'un projet d'un montant de 3 675 000 dollars des E.-U. pour la période 1987-1991

avait été soumis au PNUD pour financement. En attendant l'approbation définitive de ce projet, une avance de 363 000 dollars correspondant à une période de six mois, avait été autorisée. Le Bureau régional du PNUD pour les Etats arabes avait en outre approuvé un projet relatif aux activités du PADIS dans la sous-région de l'Afrique du Nord, dans le cadre d'un projet de l'Unesco. Le Comité a également pris note de la décision prise par la réunion des plénipotentiaires des MULPOC de Gisenyi et de Yaoundé concernant la création d'un centre de documentation et d'information pour les pays d'Afrique du Centre (CADIS), et de l'accord donné par le Gouvernement zaïrois d'accueillir le Centre et de prendre à sa charge les dépenses d'investissement et les frais de premier établissement. L'Accord de siège relatif au centre de documentation et d'information pour les pays de l'Afrique de l'Est et australe avait par ailleurs été signé entre la CEA et le Gouvernement zambien.

264. Le Comité technique régional avait décidé de procéder à une étude d'actualisation du PADIS, compte tenu en particulier des sources de financement assurées. A la fin de sa troisième réunion, le Comité avait adopté deux recommandations sur : i) l'étude d'actualisation du PADIS; et ii) l'installation des centres sous-régionaux pour l'Afrique du Centre et l'Afrique de l'Ouest.

265. Le Comité a pris note du rapport.

Rapport de la deuxième réunion extraordinaire du Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)
[point 14 i) de l'ordre du jour]

266. Ce point, qui ne figurait pas à l'ordre du jour adopté par le Comité au début de ses travaux, a été inscrit à la demande du Comité à la suite de la réunion extraordinaire du Conseil d'administration de l'Institut.

267. Le Président de la deuxième réunion extraordinaire du Conseil d'administration de l'IDEP a présenté le document E/ECA/CM.13/56 qui contenait

le rapport de cette réunion tenue à Addis-Abeba le 14 avril 1987. La réunion extraordinaire avait été convoquée afin d'examiner le rapport de la mission d'évaluation organisée par le Conseil d'administration lors de sa précédente réunion. Le Président a rappelé que la mission d'évaluation devait analyser dans quelle mesure l'IDEP avait rempli les objectifs qui lui avaient été assignés, évaluer l'incidence de l'assistance apportée par le PNUD, définir des orientations futures pour l'IDEP tant au niveau des objectifs que des moyens à mettre en oeuvre pour les atteindre, et examiner les relations de l'IDEP avec les Etats membres, le PNUD et la CEA. Les principales conclusions de la mission étaient que la raison d'être de l'IDEP était aujourd'hui aussi valable qu'au moment de sa création. Le Programme de formation était jugé comme très important et l'IDEP restait unique en Afrique quant à l'orientation de son activité vers la coopération et l'intégration économique de l'Afrique. S'agissant des orientations futures, la mission avait recommandé que l'IDEP poursuive son activité de formation mais développe en outre davantage ses activités de recherche et de consultation pour être à l'avant-garde de la recherche socio-économique en Afrique. En ce qui concerne la gestion, la mission avait recommandé que l'IDEP réduise certaines de ses dépenses courantes telles que celles relatives au personnel d'appui et à l'interprétation. La mission avait également recommandé que le personnel de la CEA en position de détachement auprès de l'IDEP soit ^{sauf par avec son poste} maintenu en place. Compte tenu du fléchissement des contributions des Etats membres, une campagne de sensibilisation au rôle et à l'importance de l'IDEP devait être lancée auprès des Etats membres afin que ceux-ci s'acquittent de leurs contributions dans les meilleurs délais. Certains postes de l'IDEP devraient être inscrits au budget ordinaire des Nations Unies et certaines institutions spécialisées de l'ONU devraient détacher du personnel auprès de l'IDEP.

268. Le Comité a pris note du rapport.

Suite donnée aux résolutions de la Commission ainsi qu'aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale dans des domaines intéressant l'Afrique (point 15 de l'ordre du jour)

Suivi des résolutions pertinentes adoptées lors de la vingt et unième session de la Commission/douzième réunion de la Conférence des ministres (point 15 a) de l'ordre du jour)

Résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session de 1986 et par l'Assemblée générale à sa quarante et unième session dans les domaines économiques et sociaux intéressant l'Afrique (point 15 (b) de l'ordre du jour)

269. En présentant les documents E/ECA/CM.13/46 et E/ECA/CM.13/38 qui portaient sur la suite donnée aux résolutions et décisions pertinentes adoptées respectivement par la Commission à sa vingt et unième session, par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1986 et par l'Assemblée générale à sa quarante et unième session, un représentant du secrétariat a déclaré qu'à sa vingt et unième session, la Commission avait adopté 26 résolutions couvrant la plupart des aspects du développement socio-économique de la région africaine. Trois de ces résolutions, étaient les résolutions 563(XXI) concernant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, 564(XXI) concernant la Décennie du développement industriel de l'Afrique et 562(XXI) concernant la révision du projet de budget - programme pour l'exercice biennal 1986-1987.

270. Le représentant du secrétariat a ensuite précisé qu'à la suite de la déclaration faite par le Secrétaire exécutif de la CEA à la seconde session ordinaire de 1986 du Conseil économique et social et du débat qui avait suivi, les résolutions 563(XXI) et 562(XXI) avaient été adoptées à l'unanimité. La délégation américaine, soutenue par certains pays industrialisés, avait fortement désapprouvé le paragraphe 10 de la résolution 564(XXI) qui avait des incidences financières. Aussi cette résolution avait-elle été adoptée sous une forme modifiée. D'autres résolutions adoptées par l'Assemblée générale dans les secteurs

économique et social intéressant l'Afrique avaient trait à l'assistance à fournir à certains pays africains connaissant des problèmes particuliers. Le Conseil économique et social avait pris acte des décisions concernant les pays victimes de la sécheresse et de la désertification en Afrique, du rapport du Secrétaire général sur la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et du rapport sur les problèmes particuliers rencontrés par le Zaïre dans le domaine du transport. Il avait également pris note de la résolution concernant l'assistance aux Etats de première ligne.

271. En conclusion, le représentant du secrétariat a rappelé qu'en raison des contraintes budgétaires et du fait que la plupart des pays donateurs étaient de plus en plus réticents à adopter des résolutions ayant des incidences financières, il serait souhaitable de faire preuve de la plus grande modération dans la transmission de telles résolutions pour adoption par l'Assemblée générale.

272. Le Comité technique préparatoire plénier a pris acte des deux rapports.

Etude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social : Décision 1987/112 adoptée par le Conseil économique et social à sa quatrième réunion le 6 février 1987 (point 15 (c) de l'ordre du jour)

273. Le Secrétaire exécutif a présenté le document E/ECA/CM.13/54 : Etude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social : Décision 1987/112 adoptée par le Conseil économique et social à sa quatrième réunion le 6 février 1987. Tout d'abord, il s'agissait d'un document très important en ce sens qu'il traitait de l'avenir de la Commission dans le cadre du travail de rationalisation des activités du système des Nations Unies qui se poursuivait actuellement.

274. Le Secrétaire exécutif a informé le Comité technique que le Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau qui avait été mis sur pied en 1985 par l'Assemblée générale pour examiner l'efficacité du fonctionnement administratif

et financier de l'Organisation des Nations Unies avait soumis son rapport à l'Assemblée générale à sa quarante et unième session en 1986. Cette dernière avait par la suite prié le Conseil économique et social de mener l'étude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental qui avait été recommandée par le Groupe. Dans sa résolution 1987/112, le Conseil économique et social avait décidé d'établir une commission spéciale du Conseil chargé d'effectuer l'étude et avait prié tous ses organes subsidiaires et tous ceux de l'Assemblée générale compétents dans les domaines économique et social de soumettre, dans les 30 jours suivant la clôture de leur prochaine session, leurs propositions concernant leur fonctionnement, y compris la durée de leurs réunions, le volume de leur documentation, etc.

275. Le Secrétaire exécutif a rappelé que la CEA avait toujours, de sa propre initiative, procédé à un examen de sa propre structure. C'était ainsi qu'en 1979, la Commission avait mis en place la structure actuelle comprenant le Comité technique préparatoire plénier qui, avec la Conférence des ministres proprement dite, devait se réunir chaque année au lieu d'une fois tous les deux ans à titre expérimental. La décision de se réunir une fois par an avait été dictée par les circonstances étant donné que jusqu'alors la Conférence des ministres s'était réunie une fois tous les deux ans.

276. Sur cette toile de fond, le Secrétaire exécutif a indiqué les propositions dont il saisissait le Comité technique. Ces propositions étaient détaillées dans les paragraphes 44 à 53 du document. Premièrement, compte tenu du rôle que la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification jouait vis-à-vis de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social qui se réunissaient tous les ans et dont les travaux et décisions concernaient directement la Commission, et en raison du fait que l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique exigeait un examen et un suivi très serrés, il proposait que la Conférence des ministres et le Comité technique préparatoire plénier continuent à se réunir annuellement. Toutefois, ces propositions devraient être sujettes à examen en 1992. Deuxièmement, suite à l'initiative prise par le MULPOC de l'Afrique de l'Ouest, il proposait que les réunions de tous les MULPOC aient

désormais lieu tous les deux ans. Au cours de l'année entre deux sessions, un petit comité de représentants des Etats membres devrait suivre l'activité du MULPOC.

277. Troisièmement, le Secrétaire exécutif a rappelé les circonstances ayant abouti à l'institution de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés (PMA). Il s'agissait notamment de la nécessité de rassembler en 1980 tous les PMA africains en vue de préparer la Conférence de Paris qui devait se tenir en 1981. Il a toutefois noté qu'au fil des ans, le nombre de participants et le niveau de participation avaient eu tendance à se détériorer. Il a également évoqué le fardeau financier que les réunions annuelles imposaient aux pays africains les moins avancés. Il proposait par conséquent que la Conférence des ministres des PMA et son comité technique soient abolis. Néanmoins, un point relatif aux problèmes particuliers des pays africains les moins avancés serait inscrit à l'ordre du jour de la session annuelle de la Commission. Un sous-comité sur les pays africains les moins avancés pourrait toujours être créé au cours des réunions du Comité technique préparatoire plénier ou du Conseil des ministres pour examiner les problèmes particuliers aux PMA et faire rapport au Comité technique préparatoire plénier ou à la Conférence des ministres.

278. Quatrièmement, les conférences ministérielles sectorielles qui se divisaient en trois groupes, à savoir les conférences créées par la Commission et dont le service était assuré par le secrétariat, celles créées par d'autres organes et dont le service était assuré conjointement par le secrétariat et les secrétariats des organes en question et celles créées par la Commission et dont le service était assuré en collaboration avec les secrétariats d'autres organes, pouvaient, d'une manière générale, être maintenues telles quelles. Les réunions sectorielles dont le service était entièrement assuré par le secrétariat maintiendraient la fréquence de leurs réunions en fonction de leurs mandats respectifs et des rapports qui leur seraient demandés par l'Assemblée générale. Ces réunions ne devraient néanmoins pas durer plus de six jours. La dernière catégorie d'organes subsidiaires de la Commission, à savoir les organes subsidiaires techniques, devraient être autorisés à demeurer tels quels. En outre, étant donné que la majorité d'entre

eux se réunissaient déjà une fois tous les deux ans, ils devraient tous se réunir désormais tous les deux ans. Cependant, compte tenu de l'avis du Comité, le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement devrait peut-être continuer à se réunir une fois par an.

279. Enfin, le Secrétaire exécutif a informé le Comité que les propositions qu'il avait présentées étaient généralement analogues à celles que les autres commissions régionales avaient soumises ou allaient soumettre à leurs organes directeurs respectifs. A cet égard, cette question faisait partie de celles examinées à la réunion des secrétaires exécutifs des cinq commissions régionales tenue en février 1987 à Bangkok (Thaïlande).

280. Au cours des discussions qui ont suivi, de nombreux représentants ont exprimé leur appui général et, dans certains cas, inconditionnel aux propositions présentées. Les représentants ont estimé que les diverses recommandations étaient très justifiées. Cependant, certains représentants ont exprimé le souhait de voir réduits la durée et le nombre des documents de la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification. Un représentant a proposé que la durée de la Conférence des ministres de la CEA soit réduite à deux jours au maximum. Pour appuyer cette proposition, un autre représentant a signalé que certaines réunions ministérielles dans d'autres régions du monde ne duraient qu'un jour et que, cependant, d'importantes décisions y étaient généralement adoptées. La nécessité de réduire l'ordre du jour des réunions de la CEA a également été soulignée. Cet ordre du jour pourrait se concentrer sur les questions les plus pressantes et permettre ainsi de réduire la durée et le coût des réunions. Il était peut-être nécessaire de se passer du débat général. Il a été soutenu que les mesures d'austérité également appliquées au niveau national devaient être appuyées par le système des Nations Unies. Des propositions constructives en vue de réduire les coûts comme celles qui avaient été faites par le Secrétaire exécutif devaient être appuyées. Aussi, certains représentants ont-ils exhorté le Comité à adopter ces propositions dans leur intégralité étant donné qu'elles étaient tout à fait pertinentes.

281. S'agissant de la fréquence des réunions des MULPOC, un représentant a noté que les MULPOC travaillaient beaucoup avec des groupements économiques sous-régionaux à qui il arrivait souvent de convoquer jusqu'à deux réunions par an. Ainsi, étant donné la nécessité d'une étroite collaboration entre ces organisations et les MULPOC, il fallait peut-être que les MULPOC continuent à se réunir tous les ans. A cet égard, un autre représentant a signalé que certains des MULPOC avaient déjà décidé de se réunir une fois tous les deux ans. Un représentant a prié le secrétariat de la CEA de veiller à ce que les MULPOC établissent un contact étroit avec leurs membres afin qu'ils puissent participer à l'élaboration et à l'application des politiques au niveau national.

282. Certains représentants ont abordé la question des réunions des pays africains les moins avancés. Un représentant a noté qu'étant donné que ces réunions se tenaient deux jours avant les réunions de la Conférence des ministres de la CEA, elles pourraient continuer à se tenir puisque la question de l'indemnité journalière de subsistance de deux jours n'était pas particulièrement importante comparée aux frais de voyage qu'ils auraient dans tous les cas eu à payer pour participer aux réunions de la Conférence des ministres. Un autre représentant a souligné le fait que les réunions des PMA devraient se poursuivre pour quelque temps. Si l'expérience ne se révélait pas particulièrement positive, on pourrait y mettre fin. De nombreux représentants ont cependant estimé que les réunions des PMA pourraient être supprimées.

283. D'autres représentants ont indiqué que les divers organes pourraient toujours organiser des réunions urgentes et extraordinaires sur des questions spécifiques pressantes, telles que la dette, si la nécessité s'en faisait sentir. Les propositions faites n'excluaient pas cette possibilité.

284. Le Secrétaire exécutif s'est déclaré satisfait du fait que le Comité se soit montré compréhensif en ce qui concerne les propositions soumises. Dans les circonstances actuelles, il y avait lieu de faire preuve d'innovation. Il a noté que le Comité technique préparatoire plénier et la Conférence des ministres de la CEA avaient toujours examiné et rationalisé les activités de la Commission.

285. S'agissant des propositions visant à réduire la durée des réunions de la Conférence des ministres de la CEA, il ne revenait pas exclusivement au secrétariat de déterminer l'ordre du jour de ces réunions. Souvent, la Conférence des ministres elle-même, celles des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA, du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale demandaient de faire un rapport sur les activités. C'était ainsi que, l'ordre du jour était quasi préétabli. Conformément au Règlement intérieur de la CEA, les Etats membres pouvaient demander l'inscription de points à l'ordre du jour. S'agissant de la proposition tendant à ne plus organiser le débat général lors de la Conférence des ministres de la CEA, il a noté que des délégations l'avaient souvent demandé. Il était cependant convaincu que ce débat était important et utile en tant que dialogue, et qu'il faisait partie intégrante des activités des pays participant à des réunions internationales. Concernant la durée des réunions de la Conférence des ministres, le Secrétaire exécutif a rappelé que la deuxième session extraordinaire qui était prévue pour trois jours en 1986 avait en fait duré quatre jours. Même dans ce cas, certains s'étaient plaints que la durée de la réunion avait été trop courte.

286. S'agissant des réunions des MULPOC, le Secrétaire exécutif a noté que les mécanismes nécessaires pour traiter les questions relevant de ces centres avaient été mis sur pied. En outre, il n'existait aucune disposition pouvant empêcher la tenue de réunions extraordinaires.

287. Enfin, il a attiré l'attention du Comité sur le fait que la CEA se distinguait des autres institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies. En effet, à la différence de celles-ci, la CEA était multisectorielle et interdisciplinaire, et en tant que telle, elle ne pouvait pas se concentrer sur un seul secteur, car la planification avait pour objet d'établir des liens entre les différents secteurs et, partant, d'assurer la cohésion entre ces secteurs.

288. Le Comité a approuvé les propositions à soumettre à la Conférence des ministres.

Programme de travail et ordre de priorité de la Commission (point 16 de l'ordre du jour)

Rapport intérimaire sur l'exécution du programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1986-1987 (point 16 a) de l'ordre du jour)

Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1988-1989 (point 16 b) de l'ordre du jour)

289. Ces deux sous-points ont été présentés ensemble à cause des liens étroits existant entre eux, le premier présentant le cadre de discussion pour le deuxième.

290. En présentant le document E/ECA/CM.13/39, "Rapport intérimaire sur l'exécution du Programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1988-1989", un représentant du secrétariat a informé le Comité que le premier document (E/ECA/CM.13/39) était une évaluation de la façon dont le Programme de travail et l'ordre de priorité pour la période biennale 1986-1987 étaient exécutés compte tenu des changements intervenus depuis son adoption en 1985, en particulier la crise financière de l'Organisation. Le rapport contenait 15 programmes et indiquait le nombre de produits exécutés conformément à leur formulation, reformulés mais exécutés, supprimés, ajournés ou différés pour une raison ou une autre. A ce propos, mise à part l'information sur l'exécution qui devrait faciliter au Comité la prise de décision sur les possibilités d'exécution des propositions pour la période biennale 1988-1989, le secrétariat demandait au Comité d'approuver les produits proposés pour annulation ou ajournement.

291. Les mesures d'économie adoptées par le Secrétaire général, avec l'approbation de l'Assemblée générale et les instructions supplémentaires qu'il avait données avaient affecté le taux d'exécution de tous les programmes, leur incidence dépendant de la situation dans laquelle se trouvait chaque programme lors de l'application de ces mesures.

292. S'agissant du Programme de travail et de l'ordre de priorité proposés pour la période biennale 1988-1989, ce programme devait être minutieusement examiné par le Comité afin de s'assurer de son adaptation aux priorités de développement économique de la région, et ce avant sa présentation au Secrétaire général qui pourrait les incorporer aux propositions qu'il soumettrait à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination et du Conseil économique et social.

293. Les propositions soumises au Comité avaient trait seulement à des programmes de fond, au nombre de 15, et les services administratifs et autres services d'appui n'étaient pas pris en compte. Il a brièvement indiqué les types de biens et services qui étaient fournis directement aux Etats membres et à leurs organisations intergouvernementales au titre d'activités de fond, à savoir les services d'appui essentiels pour les réunions intergouvernementales, notamment aux négociations, rapports, publications techniques et activités de coopération technique, y compris les services de consultation. Les propositions concernaient des activités à financer par des ressources devant être approuvées par l'Assemblée générale au titre du budget ordinaire, et en tant que telles excluaient les projets opérationnels qui étaient financés au moyen de ressources extra-budgétaires.

294. Les propositions ne comportaient pas d'informations sur les ressources financières ou autres, dans la mesure où l'examen de tels sujets et la prise de décision les concernant étaient les prérogatives de l'Assemblée générale, sur l'avis du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, chargée des questions administratives et budgétaires. Il a conclu son introduction en soulignant la nécessité pour le Comité de faire connaître son point de vue sur la rationalité et l'importance des produits que le secrétariat avait proposé de fournir aux Etats membres et à leurs organisations intergouvernementales durant la période biennale 1988-1989.

295. Les membres du Comité ont exprimé leur satisfaction au secrétariat d'avoir présenté des documents complets et des suggestions dans l'ensemble utiles et concrètes, concernant les biens et services que le secrétariat proposait de fournir

durant la période biennale 1988-1989. Cependant, ils ont déploré le fait que les documents avaient été mis tard à la disposition des Etats membres, ce qui avait empêché leur examen minutieux au niveau national. Ces documents devraient normalement être soumis à un examen critique des réunions interministérielles et interdépartementales dans chaque Etat membre avant d'être discutés collectivement par le Comité technique préparatoire plénier et la Conférence des ministres. Il a été par conséquent souligné qu'à l'avenir, des efforts devraient être déployés pour laisser le temps nécessaire à un examen au niveau national.

296. En dépit de la situation susmentionnée, les membres du Comité ont fait des commentaires et des observations sur le contenu à la fois général et spécifique des documents. Le taux d'exécution des activités prévues pour 1986 et faisant partie du Programme de travail et de l'ordre de priorité de la période biennale 1986-1987 était profondément préoccupant. Du fait que le faible taux d'exécution du programme avait été largement dû à la réduction des ressources, imposée par la crise financière à laquelle l'Organisation des Nations Unies fait face, le Comité a été unanimement d'avis que, compte tenu de la nécessité pour le secrétariat de la CEA de jouer un rôle prépondérant dans l'exécution du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, il était inconcevable et paradoxal que les ressources soient réduites à ce moment critique. Le Comité a par conséquent unanimement décidé qu'un appel soit spécialement lancé, grâce à une résolution de la Conférence des ministres, au Conseil économique et social, au Comité du programme et de la coordination et à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, pour faire en sorte que les ressources nécessaires soient fournies pour l'exécution de l'ensemble du programme et des priorités proposés pour la période biennale 1988-1989. Les représentants africains auprès de ces organismes ou participant à la prochaine session de l'Assemblée générale étaient en particulier instamment priés de s'unir pour présenter ce programme et ces priorités et les défendre énergiquement. A ce propos, le Comité a noté qu'ils étaient déjà très modestes et très limités, compte tenu des besoins énormes de l'Afrique. Le Comité a aussi demandé au PNUD de fournir des ressources supplémentaires pour faciliter l'application de ces propositions.

297. Le Comité technique était d'une manière générale satisfait de la structure du programme. Certains représentants ont toutefois estimé qu'un arrangement du programme par sous-région aurait été plus approprié en ce sens que, de cette manière, les produits des différentes sous-régions auraient été plus clairement définis. De même, le rôle primordial des MULPOC et les avis des différents conseils des ministres auraient également été pris en considération d'une manière plus efficace. Tel qu'il se présentait, l'arrangement actuel par secteur avait par inadvertance introduit des éléments de double emploi dans le programme. Cela était particulièrement évident dans les domaines des questions et politiques relatives au développement, des questions commerciales et financières et des finances publiques.

298. Les membres du Comité technique avaient également trouvé l'orientation généralement acceptable. Ils ont néanmoins souligné que dans tous les domaines du programme, il faudrait mettre davantage l'accent sur la recherche micro-économique plutôt que sur les études macro-économiques de caractère général, sur la formation et la mise en valeur des ressources humaines en général et sur les services consultatifs. Ils ont sérieusement remis en question le fait qu'on n'ait pas accordé suffisamment d'importance à l'assistance et aux services consultatifs directs à un moment où les Etats membres avaient plus que jamais besoin de ces activités.

299. Dans ses observations d'ordre général, le Comité a également déploré le fait qu'on ne disposait pas d'information sur le niveau de ressources escompté. Il n'était donc pas en mesure d'indiquer si le programme pouvait être exécuté ou non avec le niveau de ressources actuel. Le Comité technique voulait des informations sur le niveau de ressources pour la période biennale 1986-1987 et sur les critères d'établissement de l'ordre de priorité entre les éléments du programme.

300. S'agissant des observations et propositions sur des programmes particuliers, les vues du Comité technique étaient les suivantes :

Alimentation et agriculture en Afrique

301. Le Comité a convenu que, d'une manière générale, les propositions relatives à l'alimentation et à l'agriculture étaient conformes à celles énoncées dans le Programme prioritaire et le Programme d'action des Nations Unies et bien entendu dans le Plan d'action de Lagos pour la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, 1980-2000. Malheureusement le taux d'exécution des activités programmées pour 1986 était faible. Ce taux d'exécution devait être amélioré et le Comité a recommandé de mettre davantage l'accent sur l'assistance aux petits agriculteurs et leurs besoins en matière d'investissement, le renforcement des coopératives, l'amélioration des infrastructures rurales sur la base d'un réseau intégré de routes rurales, l'approvisionnement en eau et l'électrification des zones rurales, l'amélioration du commerce intra-africain des produits agricoles de base, l'utilisation du sol notamment en ce qui concerne la gestion de l'environnement et des établissements humains ainsi que sur la diffusion des résultats de recherche.

Affaires de la mer

302. Le Comité a souligné la nécessité d'étendre et d'intensifier les activités de formation dans le programme relatif aux questions marines.

Questions et politiques relatives au développement

303. S'agissant du sous-programme relatif à l'analyse, à la planification et aux projections socio-économiques, les participants ont fait remarquer qu'il fallait entreprendre davantage de recherches micro-économiques notamment dans l'important domaine de l'évaluation des politiques et de leurs incidences. De même, il faudrait entreprendre des travaux considérables sur les politiques fiscales et la gestion financière, les problèmes de la balance des paiements, l'endettement, ainsi que les politiques et programmes de stabilisation et d'ajustement structurel. En ce qui concerne les politiques et programmes de stabilisation et d'ajustement structurel, il a été suggéré que le secrétariat de la CEA réalise des études sur les expériences des Etats membres et organise

des séminaires au niveau sous-régional pour discuter des résultats de ces études et permettre aux Etats membres de procéder à des échanges de données d'expérience. Des études devraient également être réalisées sur les mesures et mécanismes permettant de mobiliser des ressources au niveau national.

304. Le Comité technique a fait remarquer que les produits 1.3 (i) et 1.3 (ii) à la page 10 du document E/ECA/CM.13/40 n'étaient pas des "études des perspectives économiques" comme voudrait le laisser entendre le titre de l'élément de programme 1.3.

305. Compte tenu du caractère particulier des problèmes rencontrés par les pays africains les moins avancés, il conviendrait de leur accorder une plus grande attention. Il faudrait par ailleurs se pencher sur les problèmes des pays africains insulaires et sans littoral qui avaient des problèmes semblables à ceux des pays les moins avancés. Tous les pays insulaires et sans littoral n'appartenaient certes pas au groupe des pays les moins avancés mais ils n'en avaient pas moins leurs problèmes de développement particuliers.

306. Les investissements étant coûteux, le secrétariat de la CEA était prié de réaliser une étude sur l'incidence des politiques d'investissement des pays africains les moins avancés.

307. En ce qui concerne la coopération et l'intégration économiques, le Comité a accueilli favorablement les activités proposées au niveau des MULPOC et a souligné la nécessité pour le secrétariat de la CEA et les MULPOC de travailler plus étroitement avec les Etats membres. Il était, à cet égard, important de tenir plus fréquemment des consultations.

308. S'agissant des sous-programmes 5 et 6 portant respectivement sur l'enseignement et la formation aux fins du développement et sur la planification et les politiques en matière de main-d'oeuvre et d'emploi, le Comité technique a souligné l'importance de la mise en valeur des ressources humaines. A cet égard, il faudrait apporter une assistance au développement et à l'entretien des données sur les ressources en main-d'oeuvre. Cette assistance prendrait

la forme d'études sur le secteur non structuré et d'un accent plus important sur l'éducation de type non classique et d'une manière générale sur la formation à la gestion.

309. Un représentant était d'avis que l'élément de programme 5.1 - Réorientation des politiques, programmes et pratiques en matière d'enseignement - et l'élément de programme 5.6 - Administration des bourses d'études et de perfectionnement - pouvaient être fusionnés.

Environnement

310. Le Comité technique a souligné la nécessité d'accorder une plus grande attention à l'utilisation du sol et la répartition des populations.

Etablissements humains

311. Les opinions exprimées lors de l'examen des questions relatives à l'environnement s'appliquaient également à ce programme.

Développement industriel

312. Il a été indiqué qu'en dépit de l'importance accordée à l'industrialisation en Afrique comme l'attestait la Décennie du développement industriel de l'Afrique, le taux d'exécution en 1986 était faible. Il faudrait par conséquent déployer plus d'efforts pour mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires à l'exécution du programme.

313. Tout en reconnaissant que les propositions faites dans le cadre du programme étaient judicieuses, le Comité a suggéré de mettre davantage l'accent sur la petite industrie qui permettait la mise au point de compétences en gestion d'entreprise et de technologies appropriées. En outre, étant donné que la production constituait la base du commerce, le secrétariat de la CEA devrait encourager l'élaboration et l'exécution de projets communs dans les Etats membres afin de donner une impulsion au commerce intra-africain.

Commerce international et financement du développement

314. S'agissant du programme du commerce international et du financement du développement, le Comité a réaffirmé l'importance du commerce intra-africain. A cet égard, le secrétariat a été prié d'aider les Etats membres à améliorer leurs moyens de commercialisation et d'entreposage. Compte tenu de l'importance du commerce frontalier dans la région, il a été également prié d'effectuer d'autres études dans ce domaine.

315. Le Comité a noté avec intérêt qu'une des activités prévues par le secrétariat était l'appui aux négociations. Sur ce plan, il a souligné l'importance et le rôle crucial de l'information en exhortant le secrétariat à fournir aux Etats membres des informations propres à consolider leur position dans les négociations avec des institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale et les sociétés transnationales. Le secrétariat devrait également apporter une assistance aux Etats membres en participant à ces négociations.

Population

316. A propos du programme de la population, nombre de représentants se sont déclarés satisfaits que les activités dans ce domaine aient été étendues à la dynamique de la population et ont encouragé le secrétariat à poursuivre sur sa lancée. En conséquence, le Comité a instamment invité le secrétariat à aider les Etats membres à élaborer et appliquer des politiques démographiques. Compte tenu de la nécessité continue de comprendre l'interaction du développement et de la croissance économique, d'une part, et de l'accroissement et des variables démographiques comme les taux de fécondité, de l'autre, le secrétariat devrait constamment effectuer des travaux de recherche sur cette interaction. Des études sur les sujets : mouvements de populations, sécheresse, et exode rural s'imposaient également. Il faudrait que le secrétariat intensifie son assistance aux Etats membres dans l'analyse des données des recensements de la population.

317. Le Comité a noté avec désapprobation l'absence totale d'activités sanitaires du programme et ce, d'autant plus que l'objectif ultime du développement était le bien-être des personnes et qu'il existait des liens directs entre la population, la santé et les maladies. Il a en conséquence proposé au secrétariat d'exécuter un projet relatif à la "carte des maladies" de l'Afrique qui indiquerait l'importance géographique et la répartition de maladies débilitantes comme le sida, le paludisme, etc..

Administration et finances publiques

318. Le Comité a souligné la nécessité d'une assistance dans le domaine de l'administration des impôts, notamment de la formation en matière de recouvrement des impôts et de gestion et en vue d'études sur la conception et l'application de réformes des politiques, en particulier en faveur des chefs d'entreprise locaux et sur les résultats de ces politiques.

Science et technique

319. Le Comité a réitéré le rôle crucial de la science et de la technique dans la transformation des économies africaines et, partant, demandé que l'unité responsable du programme soit renforcée. Il a prié le secrétariat d'effectuer des études sur les brevets.

Développement social

320. Il a été fait observer que bien que l'ensemble des stratégies de développement actuelles de l'Afrique mettent l'accent sur la nécessité d'axer les efforts sur le développement des zones rurales, le sous-programme sur le développement rural intégré restait centré sur les planificateurs à l'échelle nationale et régionale, plutôt que sur la population rurale proprement dite. Le Comité a donc recommandé que ce sous-programme soit réorienté vers des projets destinés essentiellement aux zones rurales. De même, le programme devrait porter sur des recherches approfondies sur les femmes, la jeunesse, etc..

Statistiques

321. En général, le Comité était satisfait du programme de statistique. Cependant, certains représentants ont fait remarquer que les ressources allouées aux statistiques économiques en général et à la comptabilité nationale en particulier étaient insuffisantes et devraient donc être augmentées. Les Etats membres souhaitaient davantage d'assistance technique pour la collecte et l'analyse des données statistiques.

Transport et communications

322. Le Comité a réaffirmé l'importance continue du programme relatif aux transports et communications, en particulier dans le contexte de l'intégration physique du continent, de la promotion des échanges intra-africains et extra-africains et pour aider les agriculteurs à écouler leurs produits. Dans ce contexte, le Comité a souligné la nécessité de se préoccuper des besoins particuliers des pays africains les moins avancés, en particulier les pays sans littoral et les pays insulaires de la région. De même, une attention devrait être accordée aux besoins particuliers des Etats de première ligne, dont les économies étaient constamment affectées par les politiques de déstabilisation du Gouvernement sud-africain. Il fallait également accorder une attention à la gestion des ports afin de permettre aux Etats membres d'écouler efficacement leurs produits d'exportation. Le secrétariat devrait également prêter son assistance au développement des routes menant des zones rurales aux villes.

323. L'observateur de l'OACI a rappelé la coopération étroite entre son Organisation et la CEA et souligné l'importance des communications dans les efforts en cours en vue de l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, à laquelle son Organisation participait.

324. Dans son intervention, la Présidente du CRAC a exprimé sa satisfaction pour l'importance particulière accordée aux préoccupations des femmes dans tous les programmes, bien qu'elle eût souhaité que le sous-programme sur l'intégration de la femme au développement fût plus étoffé.

325. L'observateur de l'UDEAC a souligné l'importance de la petite industrie et la nécessité qui en découlait d'une formation renforcée, en particulier dans le domaine capital de la gestion. A cet égard, il a également souligné l'importance de la formation de formateurs.

326. L'observateur du FMI s'est réjoui de la recommandation du Comité tendant à ce que le secrétariat entreprenne des études sur les expériences des Etats membres concernant les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel organisés conjointement avec les Etats membres par le FMI et la Banque mondiale, et exprimé le souhait de son Organisation d'être associée aux études et aux séminaires qui pourraient être organisés sur lesdits programmes. Il a également exprimé la volonté de son Organisation de participer à la création du fonds monétaire africain, étant donné que son Organisation avait une grande expérience dans ce domaine.

327. Enfin, il a regretté que le paragraphe 31 du rapport de la réunion du Comité technique d'experts des pays africains les moins avancés ait donné la fausse impression que les pays africains qui appliquaient les programmes de stabilisation du FMI suivaient des politiques contraires aux objectifs du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies, étant donné que les programmes de stabilisation étaient établis par les pays eux-mêmes. Il a demandé à ce que, à l'avenir, il y ait des consultations entre le secrétariat et les représentants des organisations concernées afin d'éviter de pareils malentendus.

328. L'observateur de l'OMS a souscrit à la nécessité d'accorder une plus grande attention à la population, à la santé et au développement et promis la coopération de son Organisation dans la formulation et la mise en oeuvre du projet sur la "carte des maladies" de l'Afrique.

329. Le Secrétaire exécutif a exprimé sa grande satisfaction aux membres du Comité pour la contribution importante qu'ils avaient apportée lors de l'examen des documents qui leur avaient été présentés. Il a sollicité la compréhension du Comité pour le retard enregistré dans la distribution des documents. La

formulation de programmes était un processus long et le secrétariat avait rencontré de graves problèmes en raison du fait qu'il avait dû attendre des données provenant de diverses sources dont les MULPOC avant de mettre au point les documents du programme.

330. Le Secrétaire exécutif a assuré la réunion que toutes les observations faites durant les débats sur le Programme de travail et ordre de priorité pour 1988-1989 seraient prises en considération avant la présentation du document au Comité du programme et de la coordination. Il a souligné la nécessité de réunir les ressources nécessaires pour l'exécution des propositions au titre du programme que le Comité avait examinées. Ces propositions avaient été formulées à partir de l'hypothèse que, à cause de la crise financière de l'Organisation des Nations Unies, le niveau de ressources escompté ne serait pas sensiblement différent de celui de l'exercice biennal précédent. A cet égard, alors que pour l'exercice biennal 1986-1987, l'Assemblée générale avait décidé une ouverture de crédit de 46 166 000 dollars en faveur de la CEA, les crédits afférents à l'exercice suivant ne devraient pas dépasser 38 86 300 dollars, si bien qu'il avait fallu réduire les activités à exécuter au titre des programmes, comme il était indiqué dans le document E/ECA/CM.13/39.

331. S'agissant de la fixation d'un ordre de priorité entre les éléments de programme, conformément à une décision de l'Assemblée générale, les directeurs de programme devaient désigner, parmi les éléments de leurs programmes, un ensemble dont l'affectation des ressources se montait à 10 p. 100 en tant que priorité absolue et 10 p. 100 en tant que non prioritaire, étant entendu que les programmes devaient être exécutés en tout état de cause pour ce qui étaient des éléments prioritaires, les éléments non prioritaires ne devant l'être que si des ressources étaient disponibles. Aucune désignation n'était prévue pour les 80 p. 100 restants des ressources.

332. En résumant les débats, le Président du Comité a assuré que toutes les préoccupations exprimées seraient prises en considération lorsque le programme serait mis à jour pour être soumis au Comité du programme et de la coordination. La plupart des questions soulevées au cours des débats rejoignaient les

dispositions du Plan d'action de Lagos et du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique. Il était du devoir de tous les intéressés de faire en sorte que toutes les ressources requises soient réunies pour assurer l'exécution intégrale du programme. C'est pourquoi il a exhorté tous les représentants africains au Comité du programme et de la coordination, au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, ainsi que les diverses missions permanentes des pays africains, pour qu'ils déploient tous les efforts possibles afin d'augmenter sensiblement les ressources de la CEA, condition sine qua non pour que la Commission puisse aider efficacement les Etats membres à s'attaquer à leurs problèmes de développement socio-économique. A cette fin, il a proposé - ce que le Comité a accepté - que le Bureau de la treizième réunion de la Conférence des ministres tienne une réunion à laquelle, en tant que président du Comité technique préparatoire plénier, il participerait avec M. J. Ripert, Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, lorsque celui-ci arriverait à Addis-Abeba pour représenter le Secrétaire général à la vingt-deuxième session de la Commission. Au cours de cette réunion, il présenterait les divers sujets de préoccupation des ministres et du Comité relatifs aux questions à l'examen.

c) Projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995 (point 16 c) de l'ordre du jour)

333. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.13/41 intitulé "Projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995" qui servira de cadre aux activités de la Commission au cours de la période de six ans allant de 1990 à 1995. Lorsque le Plan à moyen terme aura été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies, il servira de base à l'élaboration des budgets-programmes pour les périodes biennales 1990-1991, 1992-1993 et 1994-1995.

334. Il a déclaré que le document était soumis à l'examen de la Conférence des ministres de la CEA responsables du développement économique et de la planification (la Commission), sur instruction du Secrétaire général de

l'Organisation des Nations Unies conformément aux règles et règlements régissant la planification des programmes, les éléments du budget relatifs aux programmes, le suivi et les méthodes d'évaluation (ST/SGB/204). La Commission devait en particulier axer ses travaux sur :

- a) la définition des priorités relatives en ce qui concerne les activités soumises dans le cadre d'un programme donné;
- b) les initiatives proposées par le secrétariat;
- c) la détermination des activités dont l'annulation ou la réduction a été proposée.

335. Après cet examen, les recommandations faites par la Commission en vue d'introduire des changements seront prises en compte lors de la révision du projet destinée à permettre d'établir le plan qui sera soumis au Comité du programme et de la coordination, au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale. Toutefois, comme dans le cas du budget programme, l'approbation du plan à moyen terme était une prérogative de l'Assemblée générale.

336. Le représentant du secrétariat a ensuite expliqué les textes portant autorisation du projet de plan à moyen terme et sa structure. Il a indiqué que le Plan d'action de Lagos pour la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique et l'Acte final de Lagos demeuraient le principal document sur lequel reposaient la plupart des propositions du projet de plan. Pour la structure, c'est le format type de l'ONU qui avait été utilisé. Ainsi, les propositions concernant les activités fonctionnelles avaient été classées par programme avec chacun sa propre orientation générale définie sur la base de la connaissance qu'avait son ou sa responsable des problèmes et de la stratégie qu'il ou qu'elle souhaiterait adopter pour venir en aide aux Etats membres et à leurs organisations intergouvernementales dans le domaine en question. Les programmes avaient été subdivisés en sous-programmes dont les éléments s'attachaient à traduire en activités de programmes des décisions et mandats de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, de la Conférence

des ministres de la CEA et de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine. Ces sections du plan indiquaient donc les textes précis portant autorisation des travaux, les objectifs des Etats membres et du secrétariat, les analyses des problèmes examinés et les stratégies proposées pour les résoudre.

337. Dans le cadre de la définition des stratégies pour les années 1990-1995, le secrétariat avait dû se livrer à des conjectures et formuler des hypothèses sur ce que serait la situation dans le domaine particulier du programme à la fin de 1989. Et parce que les propositions étaient formulées plusieurs années à l'avance et ce dans un environnement dynamique, le plan à moyen terme comme le précédent serait révisé deux fois en 1990 et en 1992 respectivement pour tenir compte de l'évolution de la situation et des nouvelles décisions prises dans l'intervalle. Les révisions envisagées seraient soumises au Comité technique préparatoire plénier et à la Conférence des ministres pour examen et commentaires. Pour conclure, le fonctionnaire du secrétariat a informé le Comité que le plan servirait de base à l'élaboration d'activités devant être financées tant à partir du budget ordinaire de l'Assemblée générale qu'à partir de ressources extrabudgétaires.

338. Contribuant aux débats, le Secrétaire exécutif a indiqué que le document dont était saisi le Comité était un avant-projet qui devait être examiné très attentivement en raison de nombreuses hypothèses formulées concernant la situation des économies africaines en 1989. Par conséquent, il a proposé au Comité de mettre sur pied un Comité spécial à composition non limitée sur la base de son bureau actuel pour examiner le plan et recueillir les observations des Etats membres. Ces derniers pourraient être invités à les adresser au Comité spécial de façon à lui permettre de se réunir au plus tard dans le courant de l'année afin de formuler les recommandations devant être envoyées au Secrétaire général de l'ONU au nom de la Conférence des ministres avant la fin de l'année 1987. Le Comité spécial présenterait un rapport sur ses activités au Comité technique préparatoire plénier et à la Conférence des ministres en 1988.

339. Le Comité a estimé que la proposition du Secrétaire exécutif était judicieuse en ce sens qu'elle laissait le temps de procéder à une étude approfondie des propositions et de formuler des commentaires appropriés. Le Comité a par conséquent accepté la proposition et pris note du projet de plan à moyen terme 1990-1995.

Coopération technique entre le PNUD et les commissions économiques régionales : CEA (rapport établi par le Corps commun d'inspection (CCI) (point 17 de l'ordre du jour)

340. Au titre de ce point de l'ordre du jour, un représentant du secrétariat a informé le Comité que le rapport qui lui était soumis constituait la version finale du projet de rapport présenté au mois d'octobre 1986 à la deuxième réunion extraordinaire de la Conférence des ministres et que ce document était en fait destiné à l'Assemblée générale. Il a précisé que les opérations entreprises dans le cadre de la coopération technique entre la CEA et le PNUD étaient axées sur la définition, la formulation et l'exécution de projets de développement nationaux, sous-régionaux et régionaux. Il a ensuite fait ressortir un certain nombre d'obstacles limitant l'action de la CEA dans l'exécution de ces projets, notamment le caractère limité des ressources; puis, il a noté qu'il importait d'intensifier la coopération entre la CEA et le PNUD et de tirer parti des structures et institutions existantes pour la conception et la formulation des politiques d'action ainsi que pour leur mise en application.

341. Le Comité a pris note du rapport et a lancé un appel pressant en faveur d'une coopération accrue entre le PNUD et la CEA au bénéfice de la région.

Sixième Conférence pour les annonces de contributions au Fonds spécial des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) (point 18 de l'ordre du jour)

- a) Rapport intérimaire sur l'utilisation des contributions annoncées pour 1985 et 1986;
- b) Projets et activités à soumettre à la Conférence pour les annonces de contributions de 1987.

342. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté les documents E/ECA/CM.13/42 et E/ECA/CM.13/43 : Rapport intérimaire sur l'utilisation des contributions annoncées pour 1985 et 1986, et Projets et activités à soumettre à la Conférence pour les annonces de contributions de 1987. Il a rappelé les textes régissant le fonctionnement du Fonds, à savoir les résolutions 280 (XII) et 331 (XIV) de la Conférence des ministres de la CEA et la résolution 37/139 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a indiqué que, depuis que le Fonds avait été créé, en 1977, offrant aux Etats membres de la Commission une structure pour le versement de contributions volontaires destinées à la formulation et à l'exécution d'activités visant à favoriser l'autosuffisance collective dans la région, environ 11 millions de dollars des E.-U. avaient été annoncés par 37 Etats membres, 7 pays non africains et une organisation intergouvernementale. Environ 78 p. 100 du montant total des contributions annoncées avaient été versés et utilisés pour 58 projets de développement.

343. Au cours de la période considérée (1985-1986), la Commission avait reçu 1 962 272 dollars des E.-U. dont 94 p. 100 avaient été affectés aux fonds spéciaux et le reste au Fonds général. Sur la somme de 854 358 dollars dépensée en 1985-1986, la répartition entre les divers programmes avait été la suivante : coopération économique : 48 p. 100; système panafricain de documentation et d'information (PADIS) : 17 p. 100; industrie : 8 p. 100; commerce international : 7 p. 100; services des conférences : 6 p. 100; formation du personnel : 5 p. 100; ressources naturelles : 4,5 p. 100; agriculture : 2,7 p. 100; et publications : 1,4 p. 100.

344. Au cours des deux prochaines années, le secrétariat avait l'intention de participer plus activement à la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique. En conséquence, des ressources supplémentaires seraient nécessaires; compte tenu de la contraction des ressources du budget ordinaire, les Etats membres devaient contribuer effectivement et largement au Fonds spécial des Nations Unies pour le développement de l'Afrique. A cet effet, le représentant du secrétariat a lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils annoncent de nouvelles contributions lors de la prochaine conférence pour les annonces de contributions qui devait se tenir le 27 avril 1987.

345. Le Président a souligné l'importance du Fonds et a exhorté les Etats membres à répondre aux attentes de la Commission en apportant des contributions substantielles.

346. Le Comité a pris note des documents E/ECA/CM.13/42 et E/ECA/CM.13/43.

Questions relatives au personnel et à l'administration (point 19 de l'ordre du jour)

347. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.13/44 relatif à la question relative au personnel établi en application de la résolution 242 (XI) de la Conférence des ministres et de décisions ultérieures relatives au personnel et à l'administration par lesquelles il était demandé au Secrétariat exécutif de présenter des rapports biennaux sur les questions d'administration en général et de gestion du personnel intéressant les Etats membres. Pour ce qui a trait au personnel, le présentateur a dit que l'on déplorait que le gel des recrutements introduit en mars 1986 et prolongé pour l'année 1987 en raison de la crise financière que connaissait l'organisation des Nations Unies rende la situation difficile pour les pays qui n'étaient pas représentés au secrétariat. De surcroît, outre les problèmes posés par le gel des recrutements, le secrétariat de la CEA allait devoir mettre en application un programme de réduction du personnel qui devait permettre de diminuer le nombre total de postes financés par le budget ordinaire de 15 p. 100 durant les trois prochaines années, conformément à la recommandation formulée par le groupe intergouvernemental d'experts de haut niveau chargé d'étudier le fonctionnement administratif et financier de l'ONU et approuvée par l'Assemblée générale.

348. Concernant les installations et services de conférence, il a dit que les négociations avec le siège des Nations Unies concernant la construction de nouvelles installations de conférence à Addis-Abeba étaient conclues. Les appels d'offres internationaux avaient été lancés et des mesures avaient été prises pour le choix des consultants qui seraient chargés de la gestion du projet, du plan et des études techniques. Cependant, sous la pression des difficultés financières de l'ONU, l'Assemblée générale avait approuvé le report de l'exécution de ce projet ~~au-delà~~ de l'année 1987.

349. Le secrétariat se trouvait dans des difficultés financières telles qu'il ne pouvait traduire en arabe qu'un très petit nombre de documents et le don de la Jamahiriya arabe libyenne était pratiquement épuisé.

L'intervenant a exprimé l'espoir que lors de la prochaine Conférence d'annonces de contributions, les Etats membres feraient un geste qui pourrait aider le secrétariat à résoudre les problèmes de traduction en arabe.

350. Un représentant a exprimé le regret de voir que son pays n'était pas représenté au sein du secrétariat malgré les efforts déployés pour y être représenté.

351. Répondant à ce commentaire, le Secrétaire exécutif a dit qu'il avait lui aussi fait des démarches pour avoir un représentant de ce pays au sein du secrétariat mais que ces démarches étaient restées vaines. Ce pays n'était pas du tout représenté dans tout le système des Nations Unies.

352. Le Comité a demandé que le secrétariat, dans son processus de restructuration, essaie dans la mesure du possible, de respecter le principe de la répartition géographique. Il a demandé aux pays qui utilisent l'arabe comme langue officielle d'être indulgents et d'essayer de comprendre les difficultés dans lesquelles le secrétariat se trouvait suite à la crise financière de l'ONU, qui reflétait aussi la crise que connaissaient les Etats membres.

353. Le Comité a pris note de ce rapport.

Préparatifs du trentième anniversaire de la CEA : Thème et programme (point 20 de l'ordre du jour)

354. Présentant le document E/ECA/CM.13/45 relatif aux préparatifs du trentième anniversaire de la CEA, un fonctionnaire du secrétariat a informé les participants à la réunion qu'en avril 1988, la CEA aura 30 ans. Il a souligné que des manifestations avaient été organisées pour célébrer des anniversaires précédents de la CEA, mais que la célébration du trentième anniversaire revêtait une importance particulière, compte tenu du rôle de plus en plus grand de la CEA dans les questions de développement économique en Afrique. Il a invité les délégations à faire par écrit des suggestions en ayant présent à l'esprit le fait que les MULPOC existaient aussi depuis 10 ans. Il a conclu en soulignant que l'objectif était de célébrer les deux anniversaires en même temps.

Solidarité pour le redressement économique de l'Afrique -

355. Le Président a suggéré à la réunion qu'étant donné que le document qui leur était présenté avait un caractère indicatif, la question soit soumise aux ministres qui formuleraient des propositions et prendraient la décision appropriée.

356. Le Comité a pris note du rapport sans ouvrir de débat.

ANNEXE I

DECLARATION DE LA DELEGATION MAROCAINE

La délégation marocaine déplore les tractations qui ont eu lieu lors de la huitième réunion de la Conférence des ministres de l'Industrie tenue à Bujumbura en 1986 et qui a permis la participation d'une entité non reconnue par l'Organisation des Nations Unies et ses organes subsidiaires.

Dans ce sens et pour éviter toute équivoque la délégation marocaine réitère ses réserves les plus expresses sur le rapport portant la côte E/ECA/CM.13/20 et se réserve le droit de dénoncer ce regrettable acte auprès d'autres instances du système des Nations Unies.

(Signature)

JAMAL EDDINE GHAZI
Ambassadeur, Chef de la Délégation
marocaine

ANNEXE II
PROJETS DE RESOLUTIONS

Développement industriel en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 1(VII) de la Conférence des Ministres africains de l'Industrie sur l'exécution du programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique adoptée à leur septième session à Addis-Abeba, en Ethiopie le 28 mars 1984,

Rappelant en outre la résolution ID/CONF.5/Res.8 adoptée par la quatrième Conférence générale de l'ONUDI tenue à Vienne le 19 août 1984 et la résolution ID/B/Res.57 (XVIII) adoptée par le Conseil du développement industriel de l'ONUDI réuni à Vienne le 28 mai 1984, concernant toutes deux la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

Guidée par le Plan d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos adoptés en 1980 par le sommet économique de l'OUA ainsi que par la résolution 442(XVII) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA et par résolution 35/66 (B) de l'Assemblée générale des Nations Unies, résolutions qui ont proclamé la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

Ayant pris note de la décision du Conseil de développement industriel d'accorder à l'ONUDI 8,6 millions de dollars au lieu des 10 millions de dollars approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa trente-neuvième session, dans sa résolution A/Res.29/233, au titre de son budget ordinaire pour 1986/1987; préoccupée par les contraintes financières qui pèsent actuellement sur les organisations du système des Nations Unies rendant difficile l'allocation des ressources dans les budgets ordinaires respectifs de l'ONUDI et de la CEA pour l'exécution de leurs activités liées à la Décennie;

Guidée par la résolution CM/Res.1039-1074 (XLIV) adoptée par la quarante-quatrième session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA et faite sienne par le sommet de l'OUA tenu à Addis-Abeba en juillet 1986, et par la résolution 564(XXI) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA à sa douzième session et faite sienne par la Commission à sa vingt et unième session tenue à Yaoundé (Cameroun) en avril 1986,

Rappelant le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique (1986-1990) adopté par le vingt et unième sommet de l'OUA dans la résolution AHG/Res. 136 et le Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990) adopté par la treizième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies dans la résolution S-13/2, programmes qui ont examiné de manière critique les problèmes socioéconomiques de l'Afrique, et préconisé des mesures spécifiques pour la restructuration et la relance des économies africaines,

Consciente du rôle vital que doit jouer le secteur industriel, en tant que fournisseur des principaux facteurs de production, dans le cadre du programme de l'IDDA, dans le redressement économique et le développement de l'Afrique, tel qu'il est souligné dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et dans le Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique,

Prénant note avec satisfaction des mécanismes mis en place par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA pour l'exécution et le suivi du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour l'exécution du Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique,

Réitérant l'engagement de la région à transformer, grâce à l'industrialisation, la structure de ses économies qui sont actuellement orientées vers l'étranger et dépendent lourdement des facteurs extérieurs,

Consciente de la nécessité pour les Etats et les organisations africains ainsi que pour les organisations internationales d'intensifier leurs efforts pour promouvoir sur une base prioritaire le développement des capacités industrielles des entreprises, pour le renforcement, la création et la gestion, suivant le cas, des petites et moyennes entreprises ainsi que des industries motrices stratégiques et des projets d'appui avec les liens intra et intersectoriels adéquats, fournissant les intrants nécessaires à l'agriculture et à la production alimentaire,

Préoccupée par la crise économique persistante qui frappe le continent africain, et les problèmes sérieux qu'elle engendre et qui freinent le développement industriel de la région, en particulier l'absence des compétences et des aptitudes technologiques requises, ainsi que des ressources financières, et l'absence d'un réseau bien agencé d'industries stratégiques et d'industries motrices nécessaires à l'exécution du programme de la décennie,

Soulignant la nécessité pour les Etats membres et les organisations africaines et internationales de prendre des mesures concrètes pour mobiliser les ressources financières locales et extérieures pour les besoins de l'assistance technique et de l'investissement,

Se félicitant de la transformation de l'ONUDI en une institution spécialisée du système des Nations Unies et de la décision de tenir sa deuxième Conférence générale à Bangkok (Thaïlande), en novembre 1987,

Insistant sur la nécessité de fournir à l'ONUDI et à la CEA les ressources suffisantes pour appuyer le programme de la décennie,

Fait les recommandations suivantes :

A. EXECUTION DU PROGRAMME DE LA DECENNIE
DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE

a) Prend note avec satisfaction des rapports d'activité conjoints présentés par les trois secrétariats et des renseignements fournis par les Etats membres et les organisations africaines et internationales sur les mesures prises en vue de l'exécution du programme de la Décennie;

b) Note avec satisfaction les informations fournies par les organismes spécialisés et les programmes des Nations Unies et invite leurs organes directeurs respectifs à prévoir dans leurs programmes et leurs budgets les activités de nature à promouvoir le développement industriel de l'Afrique;

c) Prend note des efforts de collaboration entrepris par les secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI et exhorte ces derniers à intensifier cette collaboration en vue d'assurer la réalisation effective du programme d'industrialisation de l'Afrique;

d) Demande, à l'occasion des prochaines réunions, que les trois secrétariats :

i) Etablissent un bilan financier sur l'exécution du programme de la Décennie;

ii) Décrivent l'état d'avancement et l'incidence des projets inscrits dans ce programme ainsi que les difficultés rencontrées au cours de leur exécution;

iii) Fournissent une estimation de l'importance des ressources nécessaires pour l'exécution du programme de la Décennie ainsi que leur répartition par secteur; et

iv) Veillent à ce que les ressources allouées pour la période biennale 1988/89 correspondent aux exigences du programme de la Décennie;

e) Prie instamment les Etats membres, les organisations africaines et internationales et les trois secrétariats d'intensifier leurs efforts visant à accélérer l'exécution du programme de la Décennie au cours des quatre années restantes, en tenant compte du Programme prioritaire de l'OUA pour le redressement économique de l'Afrique (1986-1990) et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, dont l'exécution nécessitera une contribution substantielle du secteur industriel;

f) Invite l'Assemblée générale des Nations Unies à fournir à la CEA les ressources financières suffisantes lui permettant de réaliser ses activités liées au programme de la Décennie, conformément à la résolution E/1985/61 du 26 juillet 1985 du Conseil économique et social;

g) Prie le Conseil du développement industriel de l'ONUDI d'accroître les ressources allouées à cette dernière en vue de l'exécution, de la coordination et du contrôle du programme de la Décennie;

h) Invite les institutions financières et les organismes de financement des investissements, en particulier la BAD et la Banque mondiale à accroître l'assistance technique et les ressources d'investissement dans le secteur industriel en Afrique;

i) Invite également le PNUD, les organismes donateurs bilatéraux et autres organismes multilatéraux à accroître les ressources consacrées à l'assistance technique pour la mise en oeuvre du programme de la Décennie;

j) Propose qu'en raison du rang de priorité élevé accordé à l'industrialisation de l'Afrique dans le Plan d'action de Lagos et le programme de la Décennie, les Etats membres, les organisations sous-régionales ainsi que les organisations internationales fassent en sorte que le CEP régional du PNUD pour le quatrième Cycle contribue substantiellement à accélérer l'exécution du programme de la Décennie;

k) Préconise une évaluation indépendante à moyen terme de l'exécution du programme de l'IDDA ainsi qu'il a été décidé à la sixième Conférence des ministres africains de l'industrie (résolution 1/A(VI)), et invite le Pnud à examiner les possibilités de financer cette évaluation et de participer à l'exécution de ce programme en collaboration avec les trois secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI;

l) Préconise une nouvelle étude des activités des institutions régionales telles que l'ORAN, l'ARCEDEM et le CRAT, engagées dans le développement industriel afin de rationaliser leurs programmes de travail, de réduire tout double emploi inutile et d'obtenir l'utilisation efficace des maigres ressources disponibles;

m) Réitère l'importance du Fonds africain de développement industriel, invite tous les Etats membres à y adhérer et à y contribuer, afin de permettre son démarrage rapide, conformément aux résolutions précédentes de la Conférence des ministres de la CEA et invite les organismes donateurs internationaux et bilatéraux à contribuer généreusement au Fonds pour lui permettre de fonctionner. A cet égard, demande au trois secrétariats d'entreprendre une étude sur les mesures de mobilisation des ressources destinées au Fonds;

n) Réitère la nécessité de limiter la variété des produits et d'utiliser les techniques de normalisation et de contrôle de la qualité des produits, afin de rationaliser et d'améliorer la qualité de la production.

B. MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE L'OUA POUR LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE

ET DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE

ET LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

a) Prend note du rapport présenté à la 20ème session de la Commission sur la crise économique de l'Afrique et l'industrie africaine et les mesures préconisées en vue de la remise en état et de la revitalisation de l'industrie;

b) Souligne l'importance des mesures de survie recommandées pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, particulièrement en ce qui concerne l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990); et à cet égard exhorte les pays africains à adopter les politiques et les stratégies de développement appropriées qui répondent à leur situation particulière et à tenir compte des objectifs, des principes et des activités convenus de l'DDIA dans le cadre des priorités globales des deux programmes susmentionnés;

c) Exhorte tous les Etats membres, en priorité, à prendre ou renforcer les mesures de remise en état à court terme, notamment la restructuration du secteur industriel, la rationalisation des industries existantes dans les différents sous-secteurs, le recyclage des déchets industriels, l'amélioration de la soustraitance aux petites industries, l'amélioration des critères d'attribution des ressources, en particulier les ressources en devises pour l'industrialisation, et à inclure les mesures énumérées ci-dessus dans les programmes d'ajustement structurel globaux;

d) Recommande aux Etats membres d'accorder un rang de priorité élevé aux industries clefs existantes et de leur fournir une assistance supplémentaire afin de parvenir à une capacité de fonctionnement maximale; invite l'ONUDI, la CEA, la Banque mondiale et la BAD à accorder toute assistance nécessaire sollicitée à cette fin par les Etats membres;

e) Recommande que les mesures à moyen et à long terme prises aux niveaux national, sous-régional et régional portent essentiellement sur les industries à base de ressources locales, en particulier celles directement liées à l'agriculture : production des engrais, des pesticides, produits métallurgiques, équipement d'irrigation, outillages agricoles, pièces et éléments de rechange connexes;

f) Se félicite des progrès réalisés dans les recherches en laboratoire et des activités de développement en matière de transformation des produits alimentaires à base de matières premières locales; exhorte les Etats membres et les institutions à déployer tous leurs efforts pour s'assurer que des dispositions supplémentaires sont prises en vue de la diffusion et de la commercialisation des résultats de ces activités;

g) Invite tous les Etats membres à intensifier leur soutien aux institutions régionales intéressées en leur fournissant les ressources financières suffisantes et en veillant à l'utilisation effective de leurs services;

h) Demande au Secrétariat général de l'OUA, à la CEA et à l'ONUDI, de faire connaître aux Etats les moyens financiers et autres nécessaires à la réalisation des objectifs de l'IDDA, tels que définis dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos.

C. ACTIVITES DE LA PHASE D'EXECUTION (1985-1990)

DU PROGRAMME DE LA DECENNIE

I. Préparation et promotion des projets d'investissement

a) Prend note avec satisfaction du rapport établi par l'ONUDI et des renseignements fournis par les autres organisations sur leurs activités relatives à la préparation et à la promotion des projets d'investissement, fait siennes les recommandations contenues dans le document de l'ONUDI et invite les pays et les organisations africains à tirer un plus grand profit de ces activités;

b) Souligne l'importance de la bonne préparation des projets, nécessaire à la mobilisation des ressources d'investissement. A cet effet, l'ONUDI, le PNUD, l'OADI, la BAD, la Banque mondiale et les autres organisations internationales et africaines intéressées, y compris les organisations internationales et africaine intéressées, y compris les organisations non gouvernementales, devraient intensifier et accroître leur assistance aux pays et organisations africains. Eu égard au choix et à la qualité des experts et des consultants, il est instamment demandé à l'ONUDI d'accorder une attention particulière aux besoins des pays africains;

c) Demande à l'ONUDI de réviser son Manuel pour l'élaboration des études de faisabilité des projets industriels afin de le simplifier et de l'intégrer au Manuel pour l'évaluation du projet industriel, élaboré conjointement et de mettre la version révisée à la disposition des institutions concernées en Afrique; demande en outre l'organisation d'une réunion des experts de toutes les institutions internationales et régionales qui assistent les pays africains dans l'identification et la préparation des projets, notamment la Banque

d) Exhorte tous les Etats membres et les organisations africaines à renforcer leurs potentialités en matière de préparation, de gestion et de contrôle des projets en vue de faciliter l'utilisation de l'assistance technique et des ressources d'investissement pour l'exécution des projets industriels;

e) Exhorte en outre tous les Etats membres à renforcer ou à instaurer de nouveaux mécanismes nationaux pour assurer une promotion plus efficace de l'investissement industriel et des projets d'appui et demande à l'ONUDI d'intensifier ses activités en faveur de l'investissement en Afrique, y compris la fourniture d'assistance en matière de préparation de profils de projets d'investissement;

f) Demande à la communauté internationale, aux institutions de financement multilatérales, notamment à la BAD et à la Banque mondiale, ainsi qu'à d'autres institutions de financement bilatérales et multilatérales et aux fondations de développement, d'accroître le flux de ressources d'investissement et d'assistance technique au secteur industriel en Afrique à des conditions préférentielles;

g) Se félicite de la contribution positive de la Chambre de Commerce extérieur polonaise au développement de l'industrie métallurgique en Afrique et exhorte tous les pays africains à participer à l'AFROMET 87. A cet effet, la réunion demande à l'ONUDI et aux responsables de la Chambre de Commerce extérieur polonaise de faciliter la participation des experts des pays et des organisations africains en leur fournissant l'assistance nécessaire;

h) Se félicite des facilités disponibles actuellement à la BAD et à la Banque mondiale eu égard à la fourniture de lignes de crédit et d'assistance en matière de préparation de projets aux agents de production et de distribution autochtones et demande à ces institutions de fournir des renseignements détaillés aux Etats membres sur la nature et l'utilisation de ces facilités.

II. Mesures visant à renforcer le rôle des agents de production et de distribution locaux, des services d'appui et des organisations non gouvernementales dans l'exécution du programme de la Décennie

a) Prend note avec satisfaction des rapports établis par la CEA et des renseignements fournis par les Etats membres et quelques organisations sur les mesures visant à renforcer le rôle des agents de production et de distribution locaux et des services d'appui en vue de l'exécution du programme de la Décennie;

b) Prend note du rapport du premier Symposium africain sur les petites et moyennes entreprises organisé par l'AIAFD et la AMPME au Maroc en 1986, appuie les recommandations de ce symposium et demande aux pays et organisations africains de mettre en oeuvre avec l'assistance de l'ONUDI, de la CEA, de la BAD, de la Banque mondiale et d'autres institutions donatrices intéressées et des organisations internationales non gouvernementales, les mesures nécessaires, y compris des politiques et des mesures d'incitation fiscales et financières et la création d'institutions de formation, en vue du développement et de la promotion des petites et moyennes entreprises et des capacités industrielles des entreprises;

c) Prend note également du rapport du forum sur la participation des organisations non gouvernementales à l'exécution du programme de la Décennie, organisé par l'AIAFD et l'ONUDI à Abidjan (Côte d'Ivoire) en août 1985 et fait siennes les recommandations de ce forum;

d) Fait siennes les recommandations du séminaire régional sur le rôle des agents de production et de distribution autochtones et les services d'appui dans l'exécution accélérée de la DDIA et demande aux Etats membres de traduire ces recommandations dans les faits;

e) Souligne le rôle primordial des agents de production et de distribution autochtones et des services d'appui dans la phase d'exécution de la DDIA, étant donné que ces agents sont concernés par tous les aspects des activités industrielles, y compris la préparation des projets, la technologie de production, le financement et la commercialisation;

f) Souligne l'importance de la normalisation du contrôle de la qualité et la nécessité d'intégrer la commercialisation des produits industriels et les politiques commerciales à la promotion de la coopération entre les Etats membres et invite ceux-ci à accorder une attention particulière à l'amélioration de la qualité des produits industriels, notamment de ceux provenant des petites et moyennes industries, en instaurant un mécanisme approprié pour le contrôle de la qualité et la certification des produits, afin d'améliorer leur compétitivité et de maximiser les recettes d'exportation. A cet effet, la réunion souligne la nécessité d'adopter des normes régionales africaines adéquates et des mesures visant à améliorer les technologies locales, surtout grâce à une intensification de la recherche appliquée;

g) Exhorte les gouvernements et les organisations africains à accroître la participation des organisations non gouvernementales nationales, sous-régionales et régionales à la préparation et à l'exécution de leurs programmes et projets industriels;

h) Exhorte l'ONUDI, la BAD, la Banque mondiale, le PNUD et les institutions financières africaines et internationales compétentes à accroître l'utilisation des organisations non gouvernementales africaines et des organisations des consultations, comme il convient, dans la préparation et l'exécution des projets qu'elles financent en Afrique.

III. Renforcement de la coopération industrielle africaine

a) Adopte les programmes révisés de promotion industrielle intégrée pour l'Afrique du Centre et de l'Ouest ainsi que les mesures proposées pour leur exécution; décide d'inclure dans le programme révisé pour l'Afrique centrale le projet relatif à la réhabilitation de l'industrie du sucre en Angola; prie l'ONUDI de faire en sorte que les réunions sous-régionales prévues pour l'Afrique orientale/australe et l'Afrique du Nord se tiennent effectivement afin de permettre l'examen et la révision du programme initial de promotion industrielle intégrée pour ces sous-régions et allouer les ressources nécessaires à l'organisation de futures réunions sous-régionales;

b) Prend note du programme conjoint ONUDI, UIT et UPAT pour la fabrication d'équipement de télécommunications en Afrique, encourage les pays africains à travailler en étroite collaboration pour l'exécution de ce programme et demande aux institutions financières, aux donateurs et aux institutions des Nations Unies chargées du développement, d'appuyer le développement de l'industrie des télécommunications en Afrique;

c) Souligne la nécessité d'accorder la priorité aux projets relatifs à la réhabilitation et à la restructuration des industries clefs et d'intégrer davantage les projets prévus dans le cadre des politiques et programmes nationaux, des études industrielles et sectorielles qu'il faut harmoniser afin de réduire au minimum le double emploi;

d) Exhorte les Etats à accorder une importance particulière à la mise en place et au renforcement des capacités africaines en matière d'ingénierie et de techniques qui constituent une des conditions fondamentales pour la réussite des projets industriels;

e) Demande à l'OUA, à la CEA et à l'ONUDI de fournir aux Etats africains, tous les éléments nécessaires permettant d'harmoniser, sur les plans régional et sous-régional, les politiques d'industrialisation en vue d'éviter les concurrences inutiles et de favoriser les complémentarités dans le domaine industriel.

IV. La CTPD et l'exécution du programme de la Décennie

a) Prend note des rapports de la CEA et de l'ONUDI, soulignant l'importance de la CTPD dans l'exécution du programme de la Décennie; se félicite des efforts déployés par les Etats membres et les secrétariats pour promouvoir la CTPD/CEPD dans le domaine industriel entre les pays africains et leurs institutions régionales ainsi qu'entre eux et les autres pays en développement et leurs institutions régionales associées, pour faciliter l'exécution du programme pour la Décennie et appuie les recommandations proposées par les secrétariats dans les documents de base;

b) Souligne l'importance de la CTPD/CEPD en matière de développement des capacités et des potentialités industrielles requises pour la croissance et le développement autonomes et auto-entretenus et, la recommandation aux ministres africains de l'industrie comme une stratégie essentielle en vue de l'exécution du programme de la Décennie;

c) Souligne en outre l'importance et l'utilité des réunions et des tables rondes ministérielles, demande à l'ONUDI d'intensifier et d'étendre le programme en faveur d'un nombre plus important de pays africains et d'entreprendre l'évaluation du programme afin d'y apporter les améliorations appropriées, y compris l'instauration de mécanismes de suivi convenables non seulement dans les pays donateurs et bénéficiaires mais également au sein de l'ONUDI;

d) Se félicite de l'organisation de la réunion afro-asiatique de coopération industrielle, exhorte tous les pays africains à participer activement à cette réunion et demande à l'ONUDI de fournir des renseignements à tous les pays participants sur les derniers arrangements, y compris la rencontre des participants africains à la réunion de New Delhi quelques jours avant ladite réunion, comme l'a recommandé le Conseil des ministres de l'OUA, cette disposition étant considérée comme un aspect important de la réunion;

e) Demande aux pays donateurs, aux institutions financières et aux organisations internationales intéressées, en particulier le PNUD, de fournir les ressources nécessaires aux gouvernements africains, aux institutions sous-régionales et régionales et aux groupements économiques traitant des problèmes industriels, afin de faciliter les arrangements de la CTPD/CEPD qui contribueront à l'exécution du programme de la DDIA;

f) Exhorte les gouvernements africains, les institutions sous-régionales et régionales compétentes et les groupements économiques à prendre les initiatives nécessaires pour promouvoir la coopération Sud-Sud en matière d'industrie dans le cadre des priorités du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et conformément aux dispositions du programme de la DDIA.

D. L'ONUDI EN TANT QU'INSTITUTION SPECIALISEE

a) Fait sienne la nouvelle orientation donnée à l'ONUDI à la suite de sa transformation en une institution spécialisée, ce qui renforce son rôle essentiel de coordination au sein du système des Nations Unies pour les questions liées à l'industrie, en particulier la priorité accordée aux activités de coopération technique, au développement des ressources humaines dans le domaine industriel, au système de consultations, aux petites et moyennes industries, à la réhabilitation industrielle, à la promotion des investissements, au développement des capacités technologiques, à la coopération technique entre les pays en développement et à l'engagement accru des organisations non gouvernementales au processus d'industrialisation et à l'intégration des femmes;

b) Réitère la priorité accordée au Système de consultations de l'ONUDI et exhorte tous les pays et organisations africains à participer activement aux réunions organisées dans le cadre de ce système. A cet égard, l'ONUDI est instamment invitée à organiser des réunions de consultations régionales en Afrique dans les domaines des biens d'équipement, de la formation et du financement industriels pendant la période allant de 1987 à 1989. L'ONUDI est en outre priée de faciliter la participation des ressortissants africains aux réunions de consultations. A cet effet, prend note du programme de l'Organisation internationale du travail sur des activités industrielles et connexes et encourage les ministres de l'industrie de participer activement à ce programme;

c) Se félicite du programme spécial du Système de consultations techniques de l'ONUDI mis au point dans le cadre de la DDIA et demande à celle-ci d'accorder la priorité à ce programme dans son programme de la Décennie. La réunion exhorte tous les pays et organisations africains à tirer plein profit de ce programme et invite les pays et les organisations donateurs à apporter un soutien technique et financier à l'ONUDI pour l'extension et l'exécution du programme;

d) Prend note du rapport de la Réunion d'experts sur le rôle des femmes dans l'agro-industrie, tenue à Vienne en novembre 1985, comme faisant partie intégrante du programme de l'ONUDI en faveur de l'intégration et de la participation des femmes au développement industriel; fait siennes les recommandations de cette réunion et lance un appel à l'ONUDI, en collaboration avec la CEA et d'autres organisations intéressées des Nations Unies, pour qu'elle prenne toutes les mesures nécessaires en vue de l'application de ces recommandations, y compris l'organisation d'une réunion régionale africaine pour définir un programme pratique visant spécialement à aider les Africaines à surmonter les contraintes qui entravent leur pleine contribution au développement industriel, en particulier les agro-industries;

e) Invite l'ONUDI à accorder une attention particulière aux besoins des pays africains, en particulier aux pays les moins avancés, et à continuer à accorder la priorité à la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

f) Attache une importance particulière à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI en tant qu'institution spécialisée dont l'ordre du jour devrait comprendre les points suivants :

- i) La Décennie du développement industriel de l'Afrique,
- ii) La contribution de l'ONUDI à la restructuration et la réhabilitation de l'industrie africaine, ainsi qu'à la négociation de nouveaux projets industriels;
- iii) La mise en valeur des ressources humaines et des aptitudes technologiques en vue du développement industriel;
- iv) Le financement des projets industriels;
- v) Le système de consultations;
- vi) Les arrangements institutionnels;

g) Recommande la création par le Conseil du développement industriel de l'ONUDI d'un groupe de travail des Etats membres chargé de préparer, avec l'assistance du secrétariat de l'ONUDI, chacun des points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence;

h) Recommande la tenue d'une session extraordinaire de la Conférence des ministres, précédée d'une réunion intergouvernementale d'experts, pour arrêter la position commune africaine pour la deuxième Conférence générale de l'ONUDI (novembre 1987), à une date qui sera déterminée à la suite des consultations entre les trois secrétariats et le Président de la Conférence des ministres;

i) Demande aux secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI d'élaborer et de présenter à la réunion intergouvernementale des experts des propositions sur la base de l'ordre du jour devant servir à la deuxième Conférence générale et qui sera établi par le Conseil du développement industriel de l'ONUDI.

E. PUBLICITE ET PROMOTION DE LA DDIA

a) Note avec satisfaction les mesures prises pour assurer la publicité de la DDIA non seulement à l'intérieur mais également à l'extérieur de l'Afrique; invite l'ONUDI, la CEA et l'OUA à intensifier leurs activités promotionnelles liées aux activités de la Décennie, en les orientant vers des groupes cibles bien définis et en les fondant sur des programmes judicieusement élaborés; demande à l'ONUDI de reproduire et de diffuser largement le film sur la DDIA aux pays, organisations, établissements de formation et groupes cibles africains;

b) Invite les organisations et les pays africains à prendre les mesures appropriées pour mobiliser la radio, la télévision et d'autres médias en vue de la promotion de la DDIA parmi les décideurs non seulement des milieux gouvernementaux, industriels et d'affaires, mais également dans les établissements de formation et au sein de la population en général, y compris les zones rurales. A cet égard, l'ONUDI, la CEA et l'OUA devraient fournir l'assistance nécessaire aux pays et organisations africains;

c) Recommande la proclamation d'une "Journée de l'industrialisation de l'Afrique", qui devrait être commémorée chaque année, par tous les pays africains; demande aux secrétariats de la CEA, de l'ONUDI et à l'OUA d'effectuer une étude sur l'exécution de cette recommandation, en tenant compte de l'expérience de la FAO dans la commémoration de sa "Journée mondiale de l'alimentation", et de soumettre un rapport sur ce sujet à la neuvième Conférence des ministres africains de l'industrie, y compris les implications financières détaillées à la charge des Etats membres et des trois organisations. Les trois secrétariats devraient également examiner la possibilité d'émettre des timbres postes spéciaux commémorant la DDIA;

d) Vu l'importance cruciale que revêt une prise de conscience accrue tant à l'intérieur qu'en dehors de l'Afrique sur la contribution de l'industrie à l'exécution du Plan d'action de Lagos, du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990) et du Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, la réunion prie instamment le PNUD d'allouer, dans le cadre des propositions soumises par l'ONUDI pour le soutien au programme de l'IDDA, des fonds prélevés sur le CIP régional afin d'assurer la publicité de la DDIA.

F. RECOMMANDATIONS GENERALES

a) Reconnaît le rôle important que jouent les entreprises publiques dans l'exécution du programme de la Décennie et invite les Etats membres à prendre les mesures appropriées pour le renforcement de ces entreprises afin de les rendre plus efficaces surtout en ce qui concerne leurs capacités de planification, de gestion, de production et de commercialisation;

b) Souligne la nécessité d'assurer le suivi et le contrôle efficaces des décisions et des recommandations de la Conférence des ministres africains de l'industrie et demande aux secrétariats de l'ONUDI, de l'OUA et de la CEA de poursuivre l'élaboration des rapports d'activité annuels qui comprennent une indication des résultats obtenus et des écueils rencontrés dans l'exécution du programme de la Décennie, et ces rapports devraient être fournis à la Conférence des ministres;

c) Réaffirme la nécessité pour la Conférence des ministres africains de l'industrie de se réunir tous les deux ans et recommande le remplacement du Comité des progrès de l'industrialisation de l'Afrique par un comité intergouvernemental d'experts en raison des difficultés financières rencontrées dans l'organisation des réunions du Comité des progrès;

d) Recommande la proclamation d'une deuxième DDIA afin de compléter les projets exécutés au cours de la première Décennie et demande aux secrétariats de l'ONUDI, de la CEA et de l'OUA, après une évaluation appropriée de la première Décennie, d'entreprendre, en consultation avec les Etats membres, les organisations africaines et institutions intéressées des Nations Unies, l'élaboration d'un programme de la Décennie qui serait soumis à la dixième Conférence des ministres africains de l'industrie et présenter un rapport d'activité à la neuvième Conférence.

Projet de résolution

Financement du Fonds africain de développement industriel (FADI)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 8(V) de la cinquième Conférence des ministres africains de l'industrie invitant la CEA, l'OUA et la BAD à coopérer dans la création et l'organisation du Fonds africain de développement industriel,

Constatant que des Etats membres ont déjà ratifié l'accord portant création du Fonds,

Préoccupée par le fait que le Fonds ne fonctionne pas encore faute de contributions des Etats membres,

Considérant la nécessité de financer les études de préfinancement des projets moteurs sous-régionaux identifiés dans le cadre de la DDIA nécessaires pour atteindre les objectifs du Plan d'action de Lagos,

Demande à la Banque africaine de développement d'explorer les possibilités de trouver des sources multilatérales et bilatérales pour débloquer un montant initial de 15 millions de dollars des Etats-Unis afin de permettre au Fonds d'être opérationnel.

1. 10/10/2020

2. 10/10/2020

3. 10/10/2020

4. 10/10/2020

5. 10/10/2020

6. 10/10/2020

7. 10/10/2020

8. 10/10/2020

9. 10/10/2020

10. 10/10/2020

11. 10/10/2020

12. 10/10/2020

13. 10/10/2020

14. 10/10/2020

15. 10/10/2020

16. 10/10/2020

17. 10/10/2020

18. 10/10/2020

PROJET DE RESOLUTION

QUATRIEME FOIRE COMMERCIALE PANAFRICAINNE ET LES PREPARATIFS DE LA CINQUIEME*

La Conférence des ministres

Considérant les résolutions adoptées depuis 1967 par le Conseil des ministres de l'OUA, en particulier la résolution CM/Res.277(XIX) institutionnalisant les foires commerciales panafricaines et la décision de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA d'avril 1980, contenue dans le Plan d'action de Lagos et relative entre autres choses au lancement d'une campagne permanente intitulée "Achetez africain" dans le cadre des foires commerciales panafricaines,

Rappelant la décision prise par la troisième réunion du Comité ministériel plénier de suivi sur le commerce et les finances, tenue du 9 au 14 mai 1984 à Addis-Abeba (Ethiopie) d'accepter l'offre de la République du Togo d'accueillir la quatrième Foire commerciale panafricaine,

Prenant note avec satisfaction de la première partie du rapport du secrétariat de l'OUA sur la quatrième Foire commerciale panafricaine qui s'est tenue du 13 novembre au 8 décembre 1985,

Reconnaissant le soin particulier et la contribution apportés par le Président de la République togolaise, Son Excellence le général Gnassingbe Eyadema en vue du succès de la quatrième Foire commerciale panafricaine,

Reconnaissant en outre le rôle fonctionnel que pourrait jouer la Foire commerciale panafricaine dans le développement du commerce intra-africain, à en juger par les résultats de la Foire de Lomé, du point de vue du niveau de participation, de la structure, de la variété des produits exposés ainsi que par la capacité et le potentiel de production,

* Réserves du Maroc sur première partie.

Rappelant en outre la décision adoptée en octobre 1985 à Brazzaville (Congo) lors de la huitième session de sa réunion d'accepter l'offre du Zaïre d'accueillir la cinquième Foire commerciale panafricaine,

PREMIERE PARTIE: QUATRIEME FOIRE COMMERCIALE PANAFRICAINE

1. Invite le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine à transmettre en son nom un message spécial de félicitations et de remerciements au Président de la République togolaise, Son Excellence le général Gnassingbe Eyadema, au Gouvernement et au peuple togolais pour les efforts exceptionnels qu'ils ont déployés pour assurer le succès de la quatrième Foire commerciale panafricaine;

2. Charge le Secrétaire général de l'OUA, en collaboration avec les responsables de la CEA, du Centre du commerce international et de toutes les organisations intergouvernementales africaines compétentes, en particulier la CEDEAO, la ZEP, la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale et la Commission de l'océan Indien de procéder à une évaluation complète de l'impact de toutes les foires commerciales panafricaines précédentes et d'en faire rapport à la prochaine réunion de la Conférence des ministres africains du commerce.

DEUXIEME PARTIE: CINQUIEME FOIRE COMMERCIALE PANAFRICAINE

1. Prend note des préparatifs menés jusqu'ici par tous les pays intéressés;

2. Note et approuve les dates du 16 au 31 juillet 1988 comme dates de déroulement de la cinquième Foire commerciale panafricaine;

3. Prie instamment tous les Etats membres d'éviter d'organiser de foires commerciales nationales à la même date;

4. Prie instamment les donateurs de fournir une assistance financière aux organismes de collaboration comme le Centre du commerce international, le Fonds régional ACP-CEE de la Convention de Lomé, le PNUD, la CNUCED et, afin de leur permettre d'apporter l'aide financière et technique nécessaire à l'organisation et au succès de la cinquième Foire commerciale panafricaine;

5. Approuve le choix de "Promotion du commerce intra-africain, facteur d'intégration des économies africaines" comme thème de la prochaine Foire;

6. Prend note avec une vive gratitude de la subvention de 500 000 dollars allouée par le Conseil des ministres de l'OUA, à l'organisation de la Foire commerciale panafricaine;

* 7. Charge le secrétariat de l'OUA, en collaboration avec le Centre du commerce international et d'autres organismes compétents, de procéder à une étude de marché avant la tenue de la cinquième Foire et à une évaluation technique de l'impact de celle-ci;

8. Approuve la composition ci-après du Comité d'organisation de la cinquième Foire commerciale panafricaine: Togo, Côte d'Ivoire, Ghana, Algérie, Egypte, Tunisie, Ethiopie, Kenya, République-Unie de Tanzanie, Zaïre (Président), Cameroun, Congo, Angola, Botswana et Zimbabwe;

9. Approuve en outre le mandat du Comité d'organisation de la cinquième Foire commerciale panafricaine tel qu'il est contenu dans le rapport de la neuvième réunion de la Conférence des ministres.

PROJET DE RESOLUTION

2. RESOLUTION SUR LE COMMERCE DES PAYS AFRICAINS AVEC LES PAYS SOCIALISTES
D'EUROPE ORIENTALE *

La Conférence des ministres,

Considérant la nécessité de promouvoir et de diversifier le commerce extérieur des pays africains avec des partenaires non traditionnels, en particulier les pays socialistes d'Europe orientale, et qu'à cet effet, des efforts intensifs et continus sont requis, y compris par le canal des organisations multilatérales,

Se félicitant de ce que la CEA et la CNUCED avaient déjà entrepris des activités dans ce domaine, conformément aux diverses décisions prises par le Conseil du commerce et du développement et la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce,

Considérant les besoins des pays africains en la matière,

1. Demande à l'OUA, à la CEA, à la CNUCED et invite les pays socialistes d'Europe orientale d'intensifier leurs activités d'assistance technique dans ce domaine et, par conséquent, prie le PNUD et les pays socialistes d'Europe orientale d'allouer les ressources nécessaires à ces organisations afin qu'elles puissent appliquer pleinement leur programme de formation, de diffusion d'information et des services consultatifs aux niveaux national, régional et interrégional;

2. Prie en outre le Secrétaire général de l'OUA en collaboration avec les responsables de la CEA et de la CNUCED de faire rapport à ce sujet à la dixième session de la Conférence des ministres africains du commerce.

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 3, 1862. It is a very important document, as it contains the President's views on the state of the Union and the progress of the war.

2. The second part of the document is a report from the Secretary of the War Department, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the military operations of the Army during the year 1861, and a statement of the resources of the War Department.

3. The third part of the document is a report from the Secretary of the Navy Department, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the operations of the Navy during the year 1861, and a statement of the resources of the Navy Department.

4. The fourth part of the document is a report from the Secretary of the Department of the Interior, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the operations of the Department during the year 1861, and a statement of the resources of the Department.

5. The fifth part of the document is a report from the Secretary of the Department of the Treasury, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the operations of the Department during the year 1861, and a statement of the resources of the Department.

PROJET DE RESOLUTION

3. RESOLUTION SUR L'AOAPC

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport sur la situation financière et administrative critique de l'Association des organisations de promotion commerciale en Afrique (AOAPC),

Rappelant que le Plan d'action de Lagos a investi l'AOAPC d'un rôle important dans le développement du commerce intra-africain,

Consciente que l'AOAPC ne peut assumer ses responsabilités que si elle dispose des ressources nécessaires,

Notant toutefois que l'Association n'a pas eu les ressources nécessaires pour assumer ses responsabilités et s'acquitter de ses fonctions, que la plupart des membres de l'Association ont des arriérés de contributions au budget de l'Association, et que cette situation menace l'existence même de l'Association,

1. Prie instamment les Etats membres de l'Association des organisations de promotion commerciale en Afrique (AOAPC) à verser leurs contributions et leurs arriérés de contributions à l'Association;

2. Prie instamment tous les Etats membres de l'OUA et de la CEA qui ne sont pas encore membres de l'AOAPC d'adhérer à l'Association le plus tôt possible;

3. Lance un appel au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et au Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) pour qu'ils apportent tout le soutien financier et technique nécessaire à l'AOAPC et qu'ils entreprennent les études relatives à l'harmonisation des activités de l'AOAPC avec la FACC et le Centre

du commerce africain de la CEA demandées par la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce;

4. Lance également un appel au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds européen de développement (FED) pour qu'ils apportent toute l'assistance nécessaire à l'AOAPC.

PROJET DE RESOLUTION

ETABLISSEMENT D'UNE ZONE D'ECHANGES PREFERENTIELS EN AFRIQUE DU NORD

La Conférence des ministres,

Rappelant les dispositions du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos relatives à la création d'une zone d'échanges préférentiels en Afrique,

Rappelant également les résolutions sur la promotion commerciale en Afrique du Nord, adoptées par le Conseil de plénipotentiaires lors de ses réunions tenues en avril 1985 et en mars 1986,

Réitérant la résolution 568(XXI) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA lors de sa session tenue en avril 1986 invitant les Etats membres à accélérer le processus d'intégration économique dans le cadre des ensembles sous-régionaux dans les sous-régions,

1. Note avec satisfaction l'acceptation et l'engagement de nos gouvernements respectifs pour l'établissement d'une zone d'échanges préférentiels pour les pays de l'Afrique du Nord;

2. S'engage à entreprendre des négociations pour aboutir à la création entre les pays de la sous-région de l'Afrique du Nord d'une zone d'échanges préférentiels et d'un système de compensation et de paiement;

3. Décide la convocation d'un groupe intergouvernemental d'experts en vue de définir les actions à entreprendre pour la mise en oeuvre de la zone d'échanges préférentiels;

4. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'entreprendre toutes les actions nécessaires à l'organisation de la première réunion du groupe intergouvernemental pour discuter les

modalités d'établissement de ladite zone d'échanges préférentiels et de rendre compte à la prochaine réunion de la Conférence des ministres et à la réunion de plénipotentiaires de l'Afrique du Nord;

5. Demande en outre que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) assiste le groupe intergouvernemental dans ses efforts pour l'établissement de la zone d'échanges préférentiels.

PROJET DE RESOLUTION

Mesures à prendre en vue d'assurer la bonne exécution du nouveau Programme
substantiel d'action dans les pays africains
les moins avancés

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 40/205 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1985 dans laquelle celle-ci a réaffirmé que le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays africains les moins avancés constituait la "base d'une coopération continue entre les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement" et réitéré son "engagement en faveur de l'application intégrale et effective dudit programme" et dans laquelle l'Assemblée générale a également approuvé les conclusions et recommandations contenues dans le rapport du Groupe intergouvernemental chargé de la question des pays les moins avancés relative à l'examen global à mi-parcours du nouveau Programme substantiel d'action,

Rappelant sa résolution 396(XV) du 12 avril 1980 confiant à la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés la responsabilité d'assurer la coordination des efforts, d'établir les priorités, de suivre et d'évaluer les progrès réalisés dans le cadre du nouveau Programme global d'action et du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés,

Rappelant également la décision de la vingt et unième session ordinaire de la Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine par laquelle ils ont adopté le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique qui a, par la suite, été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa troisième session extraordinaire dans sa résolution S-31 du 1er juin 1986 et repris dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990.

Profondément préoccupée par la chute continue et persistante de la croissance économique et des résultats des pays africains les moins avancés en matière de développement à la suite de l'aggravation de la crise économique interne du fait de facteurs exogènes tels que la sécheresse, l'effondrement des cours mondiaux des produits de base, la détérioration considérable des termes de l'échange, les mesures protectionnistes appliquées sur les marchés des pays industrialisés et l'accroissement des obligations relatives au service de la dette.

Notant avec satisfaction les efforts considérables déployés par les pays africains les moins avancés en vue d'améliorer leur situation économique et sociale, en particulier les contraignantes mesures d'austérité qu'ils ont prises afin de parvenir à un redressement économique véritable qui devienne le fondement d'une croissance économique et d'un développement soutenus,

Reconnaissant que les pays africains les moins avancés doivent faire face à des insuffisances structurelles qui limitent leur capacité de réagir de façon adéquate devant des déséquilibres endogènes et exogènes et qu'ils ne peuvent obtenir des ressources suffisantes pour leur développement, celles-ci ayant été réduites à des niveaux considérablement inférieurs aux niveaux de financement extérieur prescrits pour les pays africains les moins avancés dans le nouveau Programme substantiel d'action.

Déplorant le fait que l'adoption des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation financés par le FMI ou la BIRD est devenue une condition sine qua non pour la mobilisation de l'assistance internationale sous forme de flux de ressources financières et d'allégement de la dette, et constatant que l'application des mesures conceptuelles recommandées dans les programmes a déstabilisé encore davantage les économies des PMA, ce qui a des conséquences sociales et économiques très graves,

Notant que certaines nations créancières ont pris l'initiative d'appliquer la résolution 165 (S-IX) du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED concernant l'allégement de la dette, en particulier que certains donateurs ont annulé complètement la dette de certains pays africains les moins avancés et que d'autres ont entrepris d'alléger le poids de la dette de ces pays,

Avant présent à l'esprit que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, lors de sa septième session prévue au mois de juillet 1987 à Genève, examinera les problèmes des pays les moins avancés en tenant compte du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés pour les années 80, et que dans la Déclaration d'Addis-Abeba les ministres africains du commerce et du développement chargés de préparer la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont, notamment, réitéré les recommandations de l'examen global à mi-parcours en faveur des pays les moins avancés formulées dans le cadre des propositions élaborées en vue des négociations de la sixième réunion ministérielle du Groupe des 77 à la Havane (Cuba) en avril 1987 et de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement prévue à Genève en juillet 1987,

1. Prie instamment les pays les moins avancés d'Afrique d'assurer en premier lieu la responsabilité de leur développement et de poursuivre leurs efforts de redressement économique général grâce à la mobilisation et à l'utilisation judicieuse de ressources intérieures en vue de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990) et qui favorisera l'exécution effective du nouveau Programme substantiel d'action;

2. Réaffirme que le nouveau Programme substantiel d'action est le fondement d'une coopération soutenue entre les PMA et la communauté internationale et qu'il devrait être entièrement et effectivement appliqué. Les donateurs devraient, pour leur part, apporter aux PMA, une aide financière accrue en termes réels, à des conditions qui tiennent compte de leurs besoins

de développement à court et long terme, à cet égard les pays donateurs qui ne l'ont pas encore fait devraient tout mettre en oeuvre pour consacrer 0,15 p. 100 de leur PNB à l'aide publique au développement en faveur des PMA, avant la fin de la décennie ou se fixer comme objectif prioritaire le doublement de leur APD d'ici 1990;

3. Demande instamment aux pays développés d'appliquer intégralement et rapidement la résolution 165 (S-IX) du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED et de convertir en dons tous les prêts bilatéraux consentis aux PMA africains au titre de l'aide publique au développement et ce, sans discrimination;

4. Prie les donateurs de fournir un appui accru et rapidement octroyé à la balance des paiements ainsi qu'une aide pour les produits de base, une assistance aux programmes, notamment une assistance sectorielle et un financement des importations générales. Le soutien à la balance des paiements en général ne doit pas être un moyen d'exercer une pression politique sur les PMA africains et ne devrait pas être lié à l'acceptation par ces pays de programmes d'ajustement structurel et de stabilisation du FMI ou de la BIRD qui impliquent des coûts sociaux allant à l'encontre de leurs priorités, buts, et objectifs fondamentaux;

5. Prie instamment le FMI et la Banque mondiale de créer un mécanisme d'intervention efficace pour soutenir la monnaie des PMA africains lorsqu'ils procèdent à l'application de programmes d'ajustement structurel et de stabilisation autrement, ces monnaies subiraient une dépréciation rapide de leurs taux de change qui à son tour aggraverait les pressions inflationnistes déjà fortes et réduirait la croissance et le développement en général;

6. Demande instamment aux organisations du système des Nations Unies et autres institutions internationales compétentes d'intensifier leurs efforts visant à mettre en place de nouveaux mécanismes et arrangement en vue de mobiliser des ressources financières, techniques et matérielles accrues en faveur des PMA;

7. Fait siennes les propositions formulées dans la Déclaration d'Addis-Abeba par les ministres africains du commerce et du développement dans le cadre des préparatifs de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement au sujet des problèmes des pays les moins avancés d'Afrique et ainsi que les mesures d'accompagnement qu'il est recommandé d'appliquer aux niveaux national et international pour assurer l'exécution effective du nouveau Programme substantiel d'action;

8. Prie la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement d'examiner la possibilité d'établir un mécanisme de financement compensatoire qui servirait à compenser totalement le déficit des recettes d'exportation des PMA. Des mesures spéciales doivent être prises pour renforcer les marchés des produits de base et augmenter les recettes que les PMA tirent de l'exportation de ces produits. Des dispositions spéciales devraient en outre être élaborées pour les PMA, au sein du mécanisme de financement compensatoire du FMI en assurant notamment une compensation totale de leur déficit de recettes d'exportation, en subventionnant le paiement des intérêts sur l'encours des tirages et en leur accordant des délais de remboursement et des différés d'amortissement plus longs qu'actuellement;

9. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA, en collaboration avec le PNUD, de fournir sur une base prioritaire, des ressources, pour la réalisation d'études sur l'incidence globale des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation dans un certain nombre de pays africains les moins avancés.

RESOLUTION SUR LES ETABLISSEMENTS HUMAINS

Le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement

Considérant que le changement dans le milieu rural basé sur une planification régionale adéquate et physique revêt une importance capitale pour l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique,

Conscient des expériences fructueuses réalisées dans les pays africains et de la nécessité de favoriser l'échange des données d'expérience entre les Etats membres,

Ayant connaissance des ressources limitées dont disposent les Etats membres pour leur développement,

Reconnaissant que le secteur de la construction et du bâtiment joue un rôle essentiel vis-à-vis des autres secteurs comme l'agriculture, l'industrie, les transports et les communications, et en ce qui concerne la dotation des établissements humains en infrastructures,

Reconnaissant que le développement effectif des établissements humains exige une collaboration étroite entre les secteurs public et privé, de même que la participation des communautés locales;

Reconnaissant que le développement du secteur des établissements humains requiert des ressources humaines compétentes à tous les niveaux;

Notant la priorité élevée accordée à la formation dans le domaine des établissements humains par les gouvernements, la CEA et le CNUEH (HABITAT) dans leurs programmes de travail respectifs;

Prenant acte du fait que les programmes de travail pour la période 1988-1989 et les priorités à moyen terme pour 1990-1995, présentées dans les programmes de travail de la CEA, ont été élaborés en collaboration avec le CNUEH (HABITAT), en vue d'assurer une coordination et une harmonisation efficaces des activités dans le secteur des établissements humains dans la région,

1. Fait appel aux Etats membres pour qu'ils donnent un rang de priorité plus élevé à l'aménagement du territoire, à la mise en valeur et à la gestion de leurs établissements humains;

2. Fait également appel aux Etats membres pour qu'ils axent leurs efforts sur la création d'un environnement donnant aux sans-abri, aux pauvres et aux groupes de personnes défavorisées la possibilité d'améliorer leur propre logement et leur quartier;

3. Prie instamment les Etats membres de prendre immédiatement des mesures pour insérer les politiques et programmes d'aménagement du territoire et de développement rural dans la planification du développement socio-économique;

4. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), en collaboration avec le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH) (HABITAT), le Directeur général de Shelter - Afrique, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et d'autres institutions de financement, de mobiliser des ressources en vue de fournir une assistance technique aux Etats membres qui en font la demande, dans la formulation et l'exécution de politiques et programmes en matière de logements et d'établissements humains;

5. Demande instamment aux Etats membres d'adopter des politiques de nature à favoriser le développement du secteur de la construction, consistant notamment à :

a) Encourager les institutions de développement et entreprises produisant des matériaux de construction à produire et à utiliser des matériaux locaux et à former les techniciens et artisans locaux pour la construction

b) Réviser les codes et normes relatifs à la construction compte tenu des conditions propres à chaque Etat membre;

c) Encourager le secteur non structuré, c'est-à-dire les petits entrepreneurs et les coopératives de construction, qui sont à forte intensité de main-d'oeuvre et sont une source de capital pour tous les secteurs de l'économie sans être à forte intensité de capital;

d) Elaborer des solutions économiques pour tous les types de bâtiments et pour tous les besoins, par exemple par la conception et l'exécution de projets pilotes qui constitueraient une base pour des projets de plus grande envergure;

e) Créer des institutions de financement du logement ou renforcer les institutions existantes au bénéfice des couches les plus pauvres de la société;

6. Félicite le Secrétaire exécutif de la CEA et le Directeur exécutif du CNUEH (Habitat) et le Directeur général de Shelter-Afrique pour leurs efforts en vue de la mise en place d'un grand projet régional dont le but est d'assister les gouvernements africains dans la conception et la production de matériaux locaux pour faire face aux besoins immédiats dans la construction d'infrastructures et de logements économiques;

7. Fait appel à Shelter-Afrique, au PNUD et aux autres bailleurs de fonds pour qu'ils examinent favorablement la possibilité de fournir les ressources financières nécessaires à l'exécution de ce projet;

8. Prie instamment les Etats membres de lever les barrières institutionnelles qui sont autant d'obstacles aux efforts des pauvres et des personnes défavorisées pour améliorer leur logement et leurs quartiers;

9. Recommande que les Etats membres favorisent clairement la participation des communautés locales à la planification des établissements humains, à leur développement et à leur gestion, et adoptent des politiques et des programmes permettant à la population de participer pleinement à la solution de leurs besoins en logement et autres besoins connexes;

10. Prie le Secrétaire exécutif d'aider les Etats membres en collaboration avec le CNUEH (HABITA) à promouvoir la mise en valeur des ressources humaines pour répondre aux besoins relatifs aux établissements humains en milieu urbain et rural, grâce notamment à : a) l'élaboration de matériels didactiques; b) l'organisation de cours de formation et de journées d'études; c) la création de réseaux d'institutions de formation dans le domaine des établissements humains; d) l'évaluation continue des programmes de formation dans le domaine des établissements humains en Afrique; e) la mobilisation des ressources nécessaires et la coordination des programmes des divers organismes d'aide s'occupant de formation en matière d'établissements humains en Afrique;

11. Approuve les programmes de travail pour 1988-1989 et les priorités à moyen terme pour 1990-1995, proposés par le Secrétaire exécutif aux Etats membres, en ce qui concerne les établissements humains.

PROJET DE RESOLUTION

RESOLUTION SUR L'INTEGRATION DES FEMMES
AU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

La Conférence des ministres,

Considérant les résultats de l'étude CARFF/CEA sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

Considérant l'importance des efforts de planification des activités relatives aux femmes au sein des Nations Unies, ainsi qu'à travers le programme à moyen terme rapporté à l'échelle de tout le système relatif aux femmes et au développement entre autres,

Rappelant la résolution 579 (XXI) de la 12ème session du Conseil des ministres de la CEA relative à la femme et au développement en Afrique,

Considérant les nouvelles restrictions à l'égard du programme d'intégration de la femme au développement dans le 4ème cycle de programmation du PNUD,

Soulignant la nécessité pour le PNUD de continuer de financer le programme d'intégration des femmes au développement dans les MULPOC,

Prenant note des recommandations des réunions des comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement,

Insistant sur la nécessité de coordination et de consultation entre la CEA et les mécanismes régionaux et sous-régionaux d'intégration de la femme au développement,

Ayant à l'esprit les recommandations du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Plan d'action des Nations Unies pour le redressement des économies africaines où les femmes ont un rôle important à jouer

1. Recommande aux Etats qui ne l'ont pas encore fait de signer, ratifier et mettre en oeuvre la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans les domaines politiques, économiques et socio-culturels notamment l'éducation et l'emploi tout en lançant un appel aux femmes elles-mêmes afin de collaborer avec les gouvernements dans la diffusion de la Convention ainsi qu'à son inclusion dans les programmes scolaires;
2. Prend note de l'étude sur la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et fait siennes les recommandations de ladite étude;
3. Appuie les exercices de planification des activités relatives à l'intégration des femmes dans le développement ayant cours dans l'ensemble du système des Nations Unies;
4. Constate avec regret que l'appel qu'il a lancé au PNUD, lors de sa septième réunion à Yaoundé en avril 1986 pour la continuation de son appui financier aux programmes d'intégration des femmes au développement des MULPOC ait reçu une réponse négative;
5. Lance une nouvelle fois appel au PNUD pour qu'il continue de financer le programme en faveur des femmes pendant toute la durée de son quatrième cycle de programmation;
6. Lance un appel aux Etats africains pour entreprendre avec le Secrétaire exécutif de la CEA des démarches auprès des sources de financement bilatérales, gouvernementales et non gouvernementales africaines et non africaines pour assurer le financement de la mise en oeuvre et du suivi des priorités sous-régionales africaines, dégagées à partir des stratégies prospectives pour l'action de Nairobi en vue de la promotion des femmes en annonçant une contribution soit en ressources financières, soit en ressources humaines lors de la Conférence d'annonce de contributions à l'UNTEAD;

7. Demande aux Etats africains de soutenir la participation de leurs délégations aux réunions des comités sous-régionaux ainsi qu'à celles du CRAC de manière à préserver les acquis du fonctionnement des programmes sous-régionaux ainsi que du programme régional de la CEA

8. Demande que les gouvernements africains ainsi que les institutions internationales incluent la problématique de l'intégration des femmes au développement dans les priorités nationales retenues pour la mise en oeuvre du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique et du Plan d'action des Nations Unies pour le redressement économique de l'Afrique;

9. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA de transmettre à l'Administrateur du PNUD ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies son mémorandum sur les justifications du maintien des programmes et structures d'intégration des femmes au développement des MULPOC et du CARFF;

10. Demande également au Secrétaire général des Nations Unies d'accepter de lever le gel des postes des experts féminins chargés de l'exécution du programme de travail des mécanismes régionaux et sous-régionaux pour l'intégration des femmes au développement et d'assurer l'absorption de ce personnel sur le budget régulier de la CEA;

11. Demande au secrétariat de la CEA d'adopter ou de modifier tous les projets d'intégration de la femme au développement en consultation et coordination avec les réunions des plénipotentiaires ainsi que les conseils des ministres des MULPOC et le CRAC.

PROJET DE RESOLUTION

LA MOBILISATION INTERNATIONALE DES RESSOURCES FINANCIERES ET
TECHNOLOGIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

(Cameroun, Tchad, Mali, Tanzanie, Rwanda, Algérie)

La Conférence des ministres,

Profondément préoccupée par la situation critique de la situation alimentaire et agricole en Afrique pendant les deux dernières décennies telle que mise en évidence par la baisse énorme de l'autosuffisance alimentaire,

Consciente, cependant, de l'amélioration de la situation alimentaire dans certains pays au cours des deux dernières années, due néanmoins à l'amélioration des conditions climatiques dans ces pays,

Convaincue de la nécessité de réhabiliter l'agriculture africaine, spécialement par le renforcement de la base d'un développement solide du secteur alimentaire,

Notant aussi le succès obtenu dans la production alimentaire par certains pays et souhaitant que cette tendance se poursuive vers une élimination de la faim sur le continent africain aussitôt que possible,

Rappelant le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique 1986-1990 adopté par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa 21ème session ordinaire, lequel accorde la haute priorité au secteur alimentaire et agricole 1/,

1/ Réserves du Maroc.

Rappelant aussi le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement économique de l'Afrique, adopté en mai 1985 par la session spéciale des Nations Unies sur la crise économique de l'Afrique,

Reconnaissant le déficit financier critique qui handicape la croissance du secteur agricole en Afrique,

Reconnaissant aussi que le déficit technologique en Afrique a un impact direct sur la baisse de la productivité agricole, qui est accentuée par les facteurs naturels tel que la sécheresse, la désertification, les inondations et les cyclones,

Reconnaissant ensuite le rôle de la recherche agricole et de la formation scientifique dans le développement d'une technologie appropriée pour le secteur alimentaire et agricole en Afrique,

Consciente du fait que quelques percées modestes obtenues dans la recherche agricole dans certaines parties de l'Afrique n'ont pas fait l'objet d'une grande publicité pour l'information et l'action nécessaire à d'autres pays africains,

Ayant considéré le rapport du secrétariat sur la mobilisation internationale des ressources financières et technologiques pour l'alimentation et l'agriculture,

Note avec satisfaction la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 38/198 du 20 décembre 1983 désignant l'année 1991 comme Année internationale pour la mobilisation des ressources financières et technologiques pour accroître la production alimentaire et agricole en Afrique en tenant compte du critère pertinent inclus dans l'annexe à la résolution 1980/67 du 25 juillet 1980 du Conseil économique et social;

1. Prend note du rapport;

2. Réaffirme l'engagement individuel et collectif des gouvernements africains à l'exécution totale du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique, 1986-1990;

3. Réaffirme également l'engagement collectif des gouvernements africains au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement économique de l'Afrique 1986-1990, tous les deux mettant l'accent sur l'agriculture;

4. Exhorte les Etats membres de continuer à traduire en programmes et projets concrets les recommandations relatives à l'alimentation et l'agriculture contenues dans le Programme prioritaire et le Programme d'action des Nations Unies et spécialement à :

a) Augmenter le pourcentage des dépenses publiques allouées à l'agriculture pour atteindre l'objectif de 20-25 p. 100 de l'ensemble des investissements publics et d'ici à 1989 là où cet objectif n'a pas encore été atteint;

b) Intensifier les efforts dans la recherche et la formation agricole en vue de développer une technologie appropriée pour l'alimentation et l'agriculture en Afrique et, dans ce but, allouer de façon soutenue, 10-20 p. 100 du total des fonds engagés à l'agriculture, à la recherche, à la formation et à la vulgarisation;

c) Vulgariser dans la littérature scientifique et tout autre média approprié, l'information relative aux percés dans la recherche agricole dans leur pays ou en provenance de tout autre coin de l'Afrique, pour l'intérêt des pays membres, des organisations sous-régionales et internationales;

5. Exhorte les instituts de recherche nationaux, sous-régionaux et régionaux à coordonner leurs activités et à coopérer entre eux dans l'échange d'information relative à leurs activités de recherche;

6. Demande à la Commission économique pour l'Afrique en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation, de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter et assurer une coopération effective entre les instituts africains de recherche nationaux, sous-régionaux et régionaux;

7. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle accorde dans leur programme d'aide, la haute priorité au secteur agricole en Afrique et en particulier au développement de la recherche et de la technologie agricole;

8. Prie le Secrétaire général des Nations Unies de présenter des propositions concrètes à l'Assemblée générale pour assurer le succès de l'Année internationale de l'Afrique et mobiliser effectivement les ressources financières et technologiques pour l'accroissement de la production agricole et alimentaire en Afrique.

RELATIF A L'ORGANISATION D'UNE REUNION D'EXPERTS AFRICAINS, PREPARATOIRE
A LA CONFERENCE DIPLOMATIQUE DE REVISION DU CODE DE CONDUITE
DES CONFERENCES MARITIMES

(Algérie, Cameroun, Congo et Gabon)

La Conférence des ministres,

Considérant l'importance de la contribution du commerce extérieur au développement des pays africains,

Soucieuse d'assurer une performance accrue à ce commerce extérieur,

Consciente de ce que près de 90 p. 100 de la valeur de ce commerce extérieur s'effectue par la voie maritime,

Prenant en compte le fait que depuis 1980 les pays africains ne contrôlent toujours que 1 p. 100 du tonnage maritime mondial alors que le pourcentage visé eu égard à une interprétation réaliste de l'objectif pertinent de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (1981-1990) 1/ est estimé à 3,92 p. 100 2/ de ce tonnage mondial,

Notant d'une part que la navigation maritime de ligne absorbe l'essentiel du trafic maritime en valeur des pays africains; d'autre part que l'efficacité de la desserte maritime en Afrique est gravement affaiblie par les pratiques abusives des monopoles étrangers qui ont encore le contrôle d'une bonne partie de ce sous-secteur des transports;

1/ 35/56 du 24 octobre 1980.

2/ Estimation de la CEA.

Notant en outre avec satisfaction que la communauté internationale a dès 1974 réglementé la quasi-totalité de la navigation maritime de ligne afin d'éliminer les pratiques conférentielles abusives; et par là même permettre aux pays en développement désireux de promouvoir harmonieusement une flotte marchande de ligne, d'assurer à leurs armements une part raisonnable et suffisante de ce trafic,

Connaissant l'intérêt de l'Afrique pour cette convention à laquelle 28 pays africains sont parties contractantes,

Ayant présent à l'esprit le fait que le code de conduite des conférences maritimes, instrument destiné à assainir ces pratiques conférentielles, risque justement de perdre sa portée réelle en raison des fortes divergences d'interprétation constatées dans sa mise en oeuvre entre pays maritiment développés et sous-développés,

Consciente de ce qu'un tel affaiblissement du code est essentiellement contraire aux intérêts africains dans ce domaine,

Soucieuse d'une part de sauvegarder la cohésion dans les rangs des négociateurs africains lors de la prochaine conférence diplomatique de révision de cette convention internationale prévue vers la fin de 1988; d'autre part d'assurer que cet instrument révisé ait notamment sa dimension africaine,

1. Demande au Secrétaire exécutif, en collaboration avec la CNUCED, l'OUA, la CMEAOC 3/ et l'ISCOS 4/ et tout autre organisations intéressées d'organiser dès le début de 1988 une réunion intergouvernementale d'experts africains, préparatoire à la conférence diplomatique de révision du code et de présenter à la prochaine session de la Conférence des ministres un rapport sur cette réunion;

2. Invite les Etats membres de participer activement et au niveau le plus élevé possible à cette réunion préparatoire.

3/ CMEAOC : Conférence ministérielle des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les transports maritimes.

DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION EN AFRIQUE

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 359 (XIV) du 27 mars 1979 relative à la création d'une banque de données,

Rappelant également sa résolution 366 (XV) du 12 avril 1980 relative au système panafricain de documentation et d'information (PADIS),

Notant l'importance pour les Etats membres de produire des données et des informations comparatives sur le redressement économique et le développement en vue de suivre l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990,

Reconnaissant la nécessité de plus en plus pressante pour les Etats membres d'avoir immédiatement accès aux données et informations nationales et comparatives sur le développement économique et social en vue de la planification et de la prise de décision,

Consciente des problèmes qui entravent l'organisation et la prestation efficaces de services d'information aux niveaux national, sous-régional et régional,

Reconnaissant également que des méthodes incompatibles de collecte et de classification des informations et des mécanismes de communication insuffisants ont entravé l'échange entre pays d'informations et de données d'expérience relatives au développement,

Prenant acte de la recommandation du Comité technique régional du PADIS relative à une étude sur l'adaptation du PADIS aux réalités changeantes,

Prenant note avec satisfaction des mesures prises en ce qui concerne l'implantation de centres sous-régionaux de documentation et d'information dans les sous-régions de l'Afrique du Centre, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et de l'Afrique du Nord,

Notant également avec satisfaction les progrès réalisés dans l'exécution du programme du PADIS,

1. Adopte le rapport de la troisième réunion du Comité technique régional du PADIS, prenant note des recommandations ainsi que du programme de travail pour 1987-1988 et des stratégies pour la période 1987-1991 contenues dans ce rapport;
2. Invite le Gouvernement nigérien et le secrétariat de la CEA à ne ménager aucun effort pour faire démarrer aussi rapidement que possible les activités du système ouest-africain de documentation et d'information;
3. Exprime ses remerciements au Programme des Nations Unies pour le développement et au Centre de recherche pour le développement international (Canada) pour leur soutien indéfectible au PADIS alors que celui-ci entre dans sa troisième phase;
4. Se félicite du développement constant de la coopération entre CEA/PADIS et Unesco/PGI en matière d'assistance aux Etats membres dans les domaines de la documentation et de l'information, en particulier pour ce qui est du programme en cours d'élaboration dans le cadre du quatrième cycle de programmation du PNUD;
5. Rend hommage au Zaïre et à la Zambie pour leurs contributions financières au développement du système et du réseau du PADIS, notamment en vue de l'établissement du CADIS et de l'ESADIS;
6. Invite les Etats membres et la communauté internationale à inclure le PADIS dans leurs annonces de contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;

7. Engage le PADIS à poursuivre ses activités de développement des systèmes et des réseaux et à les étendre en mettant en place un service consultatif en matière de mise au point et de politiques de systèmes d'informations; des services aux utilisateurs de type nouveau, en favorisant la coopération horizontale en matière d'échange d'informations dans la région, en fournissant aux Etats membres africains l'accès à ses bases de données, et en effectuant des recherches méthodologiques en vue d'améliorer la mise au point de bases de données statistiques et non numériques;

8. Prie également les organismes du système des Nations Unies à intensifier leur appui au PADIS, en particulier en mettant à sa disposition leurs bases de données et l'information qu'ils produisent afin d'en assurer une plus large diffusion dans la région;

9. Demande au Secrétaire exécutif d'aider les Etats membres dans ce domaine fondamental en prenant les dispositions nécessaires pour que le développement des services d'information et les services aux utilisateurs fassent partie intégrante du budget ordinaire relatif aux activités de coopération technique de la CEA, à partir du plan à moyen terme pour la période 1990-1995;

10. Demande également au Secrétaire exécutif de rechercher les moyens d'inclure un plus grand nombre d'activités de coopération technique sur le développement des systèmes d'information dans le programme de travail et le budget de la CEA pour 1988-1989;

11. Demande enfin au Secrétaire exécutif de présenter à la 23ème session de la Commission un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

On 2000-01-20, the following information was received from the
 following sources:

LA SITUATION SOCIALE EN AFRIQUE
(Kenya et République-Unie de Tanzanie)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 423 (XVI) du 10 avril 1981 sur les incidences sociales du Plan d'action de Lagos et les mesures y annexées,

Ayant à l'esprit les recommandations de la quatrième réunion de la Conférence des ministres des Affaires sociales tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) les 25 et 26 mars 1985,

Notant avec préoccupation que la récente crise économique de la région a eu de graves conséquences sur le plan social, des millions d'Africains se trouvant déplacés, souffrant de la famine ou mourant de faim ou d'autres causes,

Consciente que la plus grande partie des populations africaines vit dans les zones rurales, où les efforts de développement n'ont toujours pas éliminé la pauvreté et la marginalisation,

Rappelant la résolution 40/99 de l'Assemblée générale en date du 13 décembre 1985, dans laquelle il était affirmé que la participation des populations est un facteur important du développement et de la pleine réalisation de tous les droits de l'homme,

Convaincue que le redressement et la croissance économiques doivent aller de pair avec les objectifs sociaux d'équité, de participation et de justice sociale pour tous les groupes, en particulier les jeunes, les femmes et les groupes défavorisés,

Préoccupée par le fait que nombre de programmes de développement social et de bien-être social n'ont pas reçu les ressources nécessaires,

1. Invite les Etats membres à accorder une priorité élevée dans leurs plans de développement nationaux aux politiques et programmes de développement social afin de leur accorder une priorité élevée dans leurs plans de développement nationaux;

2. exhorte tous les Etats membres à promouvoir la participation populaire au processus de développement;

3. Invite les Etats membres et les organismes de développement compétents aux niveaux régional et international à accorder un rang de priorité plus élevé à la formulation, à l'élaboration, à l'exécution et à l'évaluation de projets et activités de développement rural intégré;

4. Souligne l'intérêt de procéder à des analyses et d'échanger des informations sur les effets sociaux de la récente crise économique afin de formuler et d'appliquer des mesures de politique générale dans les domaines suivants : emploi, éducation, santé, alimentation, logement, prévention de la délinquance, bien-être de l'enfant, égalité des chances pour les handicapés et les personnes âgées, réfugiés et personnes déplacées, participation entière des jeunes au développement et pleines intégration et participation des femmes au développement;

5. Exhorte tous les Etats membres à honorer leurs engagements envers le Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social qui est le seul centre chargé du développement social et lance un appel aux gouvernements africains qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer à l'Accord portant création du Centre;

6. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA d'accorder la priorité la plus élevée au programme de développement social en Afrique;

7. Prie également le Secrétaire exécutif de la CEA de lui faire rapport tous les deux ans sur la situation sociale en Afrique et sur tous problèmes ou tendances d'ordre social nécessitant une attention particulière.

DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE CARTOGRAPHIE ET DE TELEDETECTION EN AFRIQUE

(Kenya, Nigéria et Tchad)

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport de la sixième Conférence cartographie régionale des Nations Unies pour l'Afrique, tenue à Addis-Abeba du 10 au 17 novembre 1986, ainsi que la résolution y figurant,

Consciente des étroites affinités qui existent entre la cartographie et la télédétection et de la nécessité de les intégrer et des les renforcer afin que les disciplines composites puissent doter les Etats membres des informations géographiques, des données scientifiques et de cartes de base nécessaires au développement de leurs économies nationales,

Constatant qu'il importe au plus haut point d'assurer une meilleure sensibilisation à la cartographie et à la télédétection, qui constituent des outils de la mise en valeur des ressources naturelles, de la lutte contre la désertification et de la protection de l'environnement, pouvant ainsi apporter une précieuse contribution aux mesures tendant à l'exécution rapide du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos ainsi que du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique et du Plan d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique,

Consciente que les conférences cartographiques régionales des Nations Unies pour l'Afrique constituent un occasion unique d'examiner les tendances récentes de l'évolution de la cartographie et de la télédétection en matière de production rapide d'informations et de données aux fins de planification économique et offrent également l'occasion unique d'un échange fécond d'idées entre les experts africains, d'une part, et entre ceux-ci et leurs homologues étrangers, d'autre part,

1. Approuve le rapport de la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique ainsi que les recommandations y figurant;

2. Prie le Secrétaire exécutif de convoquer la septième Conférence cartographie régionale des Nations Unies pour l'Afrique en 1989;

3. Demande au Secrétaire exécutif de prendre les mesures appropriées en vue d'accélérer la fusion du Conseil africain de télédétection et de l'Association africaine de cartographie et de présenter le rapport à la quatorzième réunion de la Conférence des ministres de la CEA;

4. Prie instamment le Secrétaire exécutif de poursuivre ses efforts en vue :

a) d'une meilleure coordination des activités institutionnelles de cartographie et de télédétection tendant à la normalisation des spécifications des cartes topographiques en Afrique et à l'établissement d'une base commune de données géodésiques pour l'Afrique;

b) d'appuyer les efforts déployés au niveau régional pour créer un réseau africain de normalisation des points gravimétriques et une base commune de données géodésiques pour l'Afrique;

c) de prendre des mesures afin de promouvoir la science et les techniques de cartographie et de télédétection en organisant des séminaires et journées d'études sur des questions intéressant le développement économique de l'Afrique et en communiquant aux Etats membres des renseignements sur les activités de la région dans ces domaines;

5. Exhorte tous les Etats membres à appliquer les spécifications normalisées pour l'Afrique (SSA) adoptées par la sixième Conférence cartographie régionale des Nations Unies pour l'Afrique et à veiller à ce que les séries de cartes topographiques au 1:50 000 publiées pour leurs territoires après 1988 soient conformes aux spécifications SSA.

SUIVI DE L'EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE ET DU PROGRAMME
PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE, 1986-1990*

(Madagascar et Togo)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution S-13/2 de l'Assemblée générale en date du 1er juin 1986 relative au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, dans laquelle tous les gouvernements étaient exhortés à prendre des mesures efficaces pour exécuter rapidement et entièrement le Programme et le Secrétaire général était prié de suivre cette exécution,

Rappelant également sa résolution ES2/4 du 15 octobre 1986 sur l'examen et l'évaluation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique de l'Afrique, dont le paragraphe 11 priait le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de présenter des rapports périodiques à la Conférence des ministres sur l'état d'avancement du Programme d'action et du Programme prioritaire,

Notant avec satisfaction qu'à ce jour, la majorité des Etats membres ont rempli le questionnaire 1986 de la CEA sur l'exécution des deux programmes,

Ayant examiné avec satisfaction les résultats de l'étude préliminaire de la CEA sur l'exécution des deux programmes,

* Réserves du Maroc sur toute référence au Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique, 1986-1990

Notant avec satisfaction que des progrès considérables ont été accomplis par les Etats membres dans l'exécution des deux programmes,

Convaincu de la nécessité de mettre à jour chaque année les renseignements figurant dans l'étude de 1986 en y incorporant des renseignements complémentaires sur les effets des diverses mesures et réformes générales qui ont été adoptées, ainsi que de la nécessité pour les Etats membres d'améliorer la quantité et la qualité du flux d'information afin de pouvoir suivre l'exécution par ceux-ci des deux programmes,

1. Exprime sa gratitude au Secrétaire exécutif de la CEA et à ses collaborateurs pour les efforts louables qu'ils ont déployés en élaborant une étude préliminaire sur l'exécution des deux programmes;

2. Exhorte les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à remplir le questionnaire de 1986 dans les meilleurs délais et au plus tard le 15 mai 1987, afin que l'étude révisée puisse servir d'apport au projet de rapport du Secrétaire général pour 1987 sur l'exécution du Programme d'action des Nations Unies, à soumettre à l'Assemblée générale lors de sa 42ème session, conformément à la résolution S-13/2 du 1er juin 1986;

3. Invite les Etats membres à créer ou renforcer leurs mécanismes de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données statistiques et autres requises pour assurer le suivi des deux programmes;

4. Prie instamment les Etats membres de remplir dans les délais prescrits le questionnaire sur l'exécution des deux programmes que la CEA leur enverra en 1987 et les années ultérieures;

5. Invite le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique à aider les Etats membres à améliorer le courant d'information requis pour assurer le suivi de leurs plans de développement;

6. Prie le Secrétaire exécutif d'élaborer un rapport plus complet sur l'exécution des deux programmes en 1987 en y intégrant notamment une évaluation de l'apport de la communauté internationale dans l'exécution de ses engagements relatifs au Programme d'action des Nations Unies et de le soumettre à la 23ème session de la Commission et 14ème réunion de la Conférence des ministres;

demande
7. Invite l'Administrateur du PNUD à doter le secrétariat de la Commission des ressources nécessaires pour en améliorer la capacité de suivre l'exécution des deux programmes aux niveaux national, sous-régional et régional.

DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LES TRANSPORTS

ET LES COMMUNICATIONS EN AFRIQUE 1/

(Egypte, Kenya, Ouganda et Tanzanie)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 291(XIII) du 29 février 1977, la résolution 2097(LXIII) du 29 juillet 1977 du Conseil économique et social et la résolution 32/160 du 19 décembre 1977 de l'Assemblée générale proclamant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Rappelant également la résolution 1986/62 du 22 juillet 1986 du Conseil économique et social sur la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique qui a notamment approuvé les résolutions adoptées par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et du plan, à sa cinquième réunion tenue le 11 mars 1986 à Harare (Zimbabwe),

Se référant à sa résolution 563(XXI) du 19 avril 1986 dans laquelle il a été demandé au Secrétaire général de fournir à la Commission économique pour l'Afrique des ressources pour lui permettre d'organiser des réunions de cofinancement et d'entreprendre une évaluation détaillée du programme de la Décennie des transports et des communications,

Se référant également au rapport ²~~1~~/ du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la Décennie des transports et des communications en Afrique, présenté au Conseil économique et social à sa deuxième session ordinaire de 1986 et à l'Assemblée générale à sa quarante et unième session,

1/ Réserves du Maroc sur l'ensemble de la résolution.

2 2/ La cote du document ne sera disponible qu'après impression du rapport au siège.

Prenant note du rapport intérimaire ³/₂ sur la mise en oeuvre de la deuxième phase du programme de la Décennie pour 1986, du rapport ⁴/₃ de la cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et du plan,

Se référant au rapport ⁵/₄ de la première réunion conjointe des autorités des routes transafricaines et en particulier à sa résolution demandant que soit relancé le Bureau des routes transafricaines au siège de la Commission économique pour l'Afrique,

Appréciant les efforts déployés par le Secrétaire exécutif en vue de mobiliser des ressources et d'obtenir une assistance internationale pour la mise en oeuvre de la deuxième phase du programme de la Décennie,

Consciente du fardeau financier qui pèse sur les pays africains du fait du maintien de bureaux individuels et en particulier sur les pays appartenant à plus d'un bureau et versant par conséquent des contributions multiples,

Convaincue qu'un bureau unique répondrait de manière appropriée aux besoins des pays africains en intensifiant et en étayant les efforts déjà déployés en vue du développement rapide du réseau de routes transafricaines à un coût très faible comparé à celui d'un bureau individuel pour chaque autorité de routes transafricaines,

1. Réaffirme sa résolution 563(XXI) du 19 avril 1986 sur la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

2. Note avec satisfaction les mesures prises par le Secrétaire exécutif en application de sa résolution 563(XXI) du 19 avril 1986 et de la résolution 1986/62 du 20 juillet 1986 du Conseil économique et social;

5 ²/₂ E/ECA/CM.13/23.

6 ³/₃ E/ECA/CM.12/43.

5 ⁴/₄ E/ECA/TRANS/42.

3. Se félicite du rôle joué par le Comité de coordination interinstitutions de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique en tant "qu'organisme directeur", dans la coordination des activités entreprises en vue de la réalisation des objectifs de la Décennie;

4. Apprécie le soutien financier constant que l'Assemblée générale a apporté aux activités de la Décennie;

5. Rend hommage à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement pour le soutien indéfectible qu'il apporte à la Décennie en finançant l'unité de coordination de la Décennie et les autres activités de la Décennie et le prie de continuer à apporter ce soutien après que la Décennie ait pris fin et après l'évaluation du programme;

6. Remercie les pays donateurs et les institutions financières de l'assistance financière et technique qu'ils ont apportée pour la mise en oeuvre du programme de la Décennie et les exhorte à poursuivre et intensifier leur soutien pour une mise en oeuvre réussie du programme de la Décennie qui doit s'achever en 1988;

7. Demande au Secrétaire exécutif de relancer de toute urgence le Bureau des routes transafricaines au siège de la CEA et de lui fournir les locaux, le matériel de base et le soutien technique nécessaires à son bon fonctionnement;

8. Prie le PNUD d'apporter au cours de son quatrième cycle de programmation une assistance financière pour la relance et le fonctionnement du bureau;

9. Demande au Secrétaire exécutif d'intensifier les efforts qu'il déploie en vue de la mise en oeuvre du programme de la Décennie qui s'achève en 1988, d'assurer la mise en oeuvre des activités susmentionnées et de soumettre un rapport sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la deuxième phase du programme de la Décennie et celle de la présente résolution à la quatrième réunion de cette conférence.

1. The first

2. The second

3. The third

4. The fourth

5. The fifth

6. The sixth

7. The seventh

8. The eighth

9. The ninth

10. The tenth

DONNEES REQUISES DANS LE CADRE DE L'EVALUATION DE L'INCIDENCE
SOCIALE DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

(Kenya, Maroc)

La Conférence des ministres,

Notant les efforts déployés par un nombre croissant de pays africains en vue de procéder à l'ajustement structurel de leurs économies par le biais de diverses mesures conceptuelles, programmes de développement et changements institutionnels,

Considérant que les activités susmentionnées ont des conséquences sociales considérables aussi bien à court qu'à long terme, notamment par leur incidence sur les niveaux de revenus et les conditions de vie des différentes couches de la population, en particulier les pauvres,

Convaincue qu'afin de suivre et d'évaluer l'incidence de l'ajustement structurel, d'élaborer et d'exécuter des programmes complémentaires visant à réduire la pauvreté, il est nécessaire de produire un flux continu de données démographiques et socio-économiques intégrées qui permettront de réaliser une étude exhaustive des conditions de vie des différentes couches de la population et des changements intervenus au fil des ans dans ces conditions,

Rappelant que le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages a été conçu en vue d'aider les Etats membres à obtenir, par le biais d'un programme systématique d'enquêtes auprès des ménages conjointement avec les données issues des recensements et des dossiers administratifs, les données statistiques intégrées nécessaires à la formulation, à l'exécution et au suivi des plans et politiques de développement ainsi qu'à la mise en place et à l'administration de dispositifs nationaux d'enquête sur les ménages,

Notant qu'un certain nombre de pays africains participent au Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages et ont déjà produit une gamme étendue de données démographiques et socio-économiques et qu'un plus grand nombre de pays ont l'intention de participer à ce Programme,

Rappelant sa résolution 430 (XVII) d'avril 1982 relative au Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages dans laquelle elle souligne l'importance du Programme et la nécessité pour les Etats membres de lui accorder la priorité en tant que moyen d'améliorer leurs bases de données statistiques,

Prenant acte de la proposition de la Banque mondiale sur l'évaluation des dimensions sociales de l'ajustement structurel en utilisant un programme d'enquêtes détaillées sur les ménages portant sur une étude de la mesure des niveaux de vie,

Convaincu de la nécessité d'assurer une bonne coordination des programmes d'enquête sur les ménages exécutés en Afrique afin d'éviter les doubles emplois et de promouvoir une utilisation optimale des rares ressources disponibles,

1. Invite les Etats membres à tirer au maximum profit du Programme africain concernant la mise en place des dispositifs d'enquête sur les ménages en tant que moyen de satisfaire leurs besoins en données nécessaires à l'évaluation des conséquences sociales des programmes d'ajustement structurel et, en cas de besoin, de renforcer à cet effet les activités au titre du Programme, notamment en accélérant le traitement et l'analyse des résultats des enquêtes;

2. Prie instamment les organismes internationaux d'utiliser le cadre du Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages comme moyen de développer les systèmes d'information dans les pays africains en vue de suivre et d'évaluer leurs activités de développement;

3. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec les responsables du Programme des Nations Unies pour le développement, de la Banque mondiale et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de convoquer aussitôt que possible une réunion régionale d'experts africains pour discuter d'un plan global, y compris le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages, permettant de répondre aux nouveaux besoins en données des pays africains dans le cadre de l'évaluation des dimensions sociales de l'ajustement structurel.

The first part of the paper is devoted to the study of the asymptotic behavior of the solutions of the system (1) as $t \rightarrow \infty$. It is shown that the solutions of the system (1) are bounded and tend to zero as $t \rightarrow \infty$. The second part of the paper is devoted to the study of the asymptotic behavior of the solutions of the system (1) as $t \rightarrow 0$. It is shown that the solutions of the system (1) are bounded and tend to zero as $t \rightarrow 0$.

APPUI AUX ORGANISATIONS REGIONALES AFRICAINES DE MISE
EN VALEUR DES BASSINS FLUVIAUX ET LACUSTRES

(Nigéria, Rwanda, Sénégal et Zaïre)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution ES-2/1 de la deuxième session extraordinaire de la Commission, par laquelle il était demandé à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de continuer à collaborer étroitement pour l'exécution de toutes les activités concernant la préparation, la formulation et la mise en oeuvre du Programme régional pour l'Afrique au titre du quatrième cycle de programmation,

Rappelant en outre la résolution ES-2/7 qui priait le Programme des Nations Unies pour le développement de fournir une assistance technique et financière aux organisations régionales et sous-régionales africaines d'intégration économique et d'accorder la priorité aux projets et programmes présentés par ces dernières en ce qu'ils reflètent les besoins prioritaires des Etats membres, conformément au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 et au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990,

Considérant que les organisations régionales de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres sont des instruments appropriés permettant de promouvoir et d'accélérer l'intégration économique des diverses sous-régions,

1. Fait siennes les conclusions et recommandations du rapport sur la mise en valeur des bassins fluviaux en Afrique (E/ECA/CM.13/14) en date du 6 avril 1987 devant être présenté à la vingt deuxième session de la Commission;

2. Prie l'Administrateur du PNUD d'envisager d'accroître son assistance aux organisations de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres pendant le quatrième cycle de programmation et d'aider à la création de nouvelles organisations régionales viables de mise en valeur de bassins fluviaux et lacustres en vue d'accélérer le processus d'intégration économique en Afrique;

3. Prie en outre l'Administrateur du PNUD de mettre à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique les ressources financières nécessaires devant lui permettre d'aider :

i) au renforcement ou à la création d'organisations viables de mise en valeur de bassins fluviaux et lacustres;

ii) des programmes et au suivi de l'exécution des activités de ces organisations;

4. Prie instamment les Etats membres situés dans ces bassins fluviaux ou lacustres de soutenir ces organisations tant financièrement que matériellement afin qu'elles puissent exécuter les programmes efficacement et fonctionner comme centres pour la planification, le développement et la coordination des activités multisectorielles au niveau des sous-régions.

Demande d'assistance formulée par le Niger sur l'organisation d'un symposium sur le développement à la base

La Conférence des ministres,

Considérant que le développement économique et social de nos Etats passe par la voie d'un développement endogène et auto-entretenu,

Convaincue qu'il ne peut y avoir de développement endogène et auto-entretenu sans participation des populations,

Convaincue que l'accès au développement de base devient de plus en plus difficile, sinon compromis en raison de la crise actuelle qui frappe les économies africaines en général et celles des pays les moins avancés en particulier,

Consciente du rôle que jouent et peuvent continuer de jouer les communautés de base dans le domaine de l'agriculture et de la production vivrière en vue d'atténuer les effets de cette crise,

1. Se félicite de l'intérêt et de la priorité que les pays africains accordent au monde rural en raison de son importance cruciale pour la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990, et la réalisation des objectifs du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos;

2. Demande au Secrétaire exécutif, en collaboration étroite avec le Secrétaire général de l'OUA d'inciter les pays africains à se faire représenter par des personnes compétentes au prochain symposium sur le développement à la base prévu du 8 au 14 juin 1987 à Niamey (République du Niger);

3. Demande également au Secrétaire exécutif d'allouer une assistance financière et technique au Comité d'organisation afin de lui permettre de réaliser ce symposium.

1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 26

CULTURE ET DEVELOPPEMENT

La Conférence des ministres,

Soulignant l'importance de la culture dans le développement,

Rappelant les conclusions de diverses rencontres interafricaines et internationales sur les aspects culturels du développement,

Réaffirmant les termes de la Déclaration sur les aspects culturels du Plan d'action de Lagos,

Convaincue que la culture doit être privilégiée comme une des dimensions essentielles du développement,

Persuadée qu'il est nécessaire et urgent d'intégrer les facteurs sociaux et culturels dans les stratégies et plans de développement,

Persuadée également que l'amélioration du niveau de vie des populations et leur progrès social passent, entre autres, par le développement de la créativité et leur participation aux projets, *de divers aspects du développement*

Ayant entendu le rapport présenté par le secrétariat général de l'OUA sur la culture et le développement 1/,

1. Se réjouit de l'institutionnalisation en avril 1986 à Port Louis (Maurice) de la Conférence des ministres africains de la culture et de ses objectifs et de l'^{offre} invitation du Gouvernement du Burkina Faso d'accueillir la 2ème session de la Conférence à Ouagadougou en 1988;

2. Se réjouit également de la proclamation par l'Assemblée générale des Nations Unies d'une Décennie mondiale du développement culturel (1988-1997) sous les auspices de l'ONU et de l'Unesco;

3. Invite les Etats membres :

a) à tenir compte dans la conception des programmes et dans l'exécution des projets de développement, des besoins, des potentialités et de la situation socio-culturelle de leurs populations;

b) à prendre les mesures nécessaires d'information et de sensibilisation relatives au rôle de la culture dans le développement;

c) à adapter le processus de développement aux éléments socio-culturels positifs et à sauvegarder les valeurs fondamentales socio-culturelles qui sont à même de promouvoir l'équité et la justice sociale;

d) à encourager la coopération et les échanges culturels entre eux;

4. Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Secrétaire général de l'OUA et l'Unesco, d'élaborer des actions concrètes axées sur le rôle de la culture dans le développement.

INSTITUT REGIONAL AFRICAIN POUR LA PREVENTION DU CRIME
ET LE TRAITEMENT DES DELINQUANTS

(Zaire, Tanzanie)

La Conférence des ministres.

Rappelant les nombreuses résolutions, adoptées depuis 1975 par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, lançant un appel au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vue de la création d'un institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et demandant au programme des Nations Unies pour le développement de fournir les ressources financières nécessaires pour aider l'institut à s'acquitter de son mandat envers les Etats membres,

Rappelant également sa résolution 392(XV) d'avril 1980, par laquelle le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique était prié, en consultation avec les organisations internationales et régionales intéressés, de prendre les mesures appropriées en vue de la création d'un institut régional des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants,

Rappelant en outre la résolution 4 adoptée par le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, par laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies était prié instamment de créer, à titre éminemment prioritaire, un institut régional africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants,

Préoccupée par l'escalade de la criminalité, de la violence et de la délinquance juvénile dans les pays africains et, en particulier, par les nouvelles dimensions de la criminalité qui menacent de réduire à néant les efforts de développement et les progrès économiques et sociaux obtenus à grand peine par les pays africains,

1. Prend note des efforts déployés par le Secrétaire général et le Secrétaire exécutif, qui ont abouti, en décembre 1986, à la création de l'institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, provisoirement installé au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, ainsi qu'au lancement de sa phase initiale;
2. Exprime sa gratitude au programme des Nations Unies pour le développement pour avoir financé les activités préparatoires et la phase initiale de l'Institut et lui lance un appel, de même qu'aux autres organismes de financement des Nations Unies, pour qu'ils continuent de fournir à l'Institut l'appui financier nécessaire au cours de ses cinq premières années, conformément aux pratiques appliquées aux instituts analogues d'autres régions en développement;
3. Réaffirme l'importance de l'Institut et le rôle qu'il est appelé à jouer en aidant les Etats membres à évaluer les tendances de la criminalité dans la région et leurs incidences sur le développement national, à formuler des politiques et programmes de prévention du crime et de traitement des délinquants, à promouvoir des réformes de la justice pénale dans le contexte du développement, ainsi qu'en encourageant la coopération technique entre pays africains dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale;
4. Exhorte les gouvernements des Etats membres disposés à offrir des installations d'accueil à l'Institut à faire connaître leurs intentions dans les meilleurs délais afin que l'Institut puisse s'installer à titre permanent;
5. Invite vivement les gouvernements des Etats membres à apporter une contribution financière à l'Institut pour lui permettre d'exécuter son programme d'activités et à coopérer pleinement à la promotion de ses objectifs;
6. Demande au Secrétariat exécutif de la CEA de collaborer pleinement avec l'Organisation de l'unité africaine et les autres organismes du système

des Nations Unies à la promotion des objectifs de l'institut et à la mobilisation des ressources nécessaires afin que les Etats membres puissent en retirer le maximum de profit;

7. Lance un appel aux gouvernements, aux organisations internationales, aux organisations non gouvernementales non africains pour qu'ils apportent leur pleine coopération à l'institut et fournissent un appui technique et financier afin qu'il puisse réaliser ses objectifs dans l'esprit de la coopération internationale, conformément au Plan d'action de Milan et aux principes directeurs relatifs à la prévention du crime et à la justice pénale dans le contexte du développement et d'un nouvel ordre économique international;

8. Prie le Secrétaire exécutif de présenter un rapport sur l'application de la présente résolution à la quatorzième réunion de la Conférence des ministres.

1. Introduction

The purpose of this study is to investigate the effect of the independent variable on the dependent variable. The study is based on the following hypotheses:

H₁: There is a positive relationship between the independent variable and the dependent variable.
H₂: There is a negative relationship between the independent variable and the dependent variable.
H₃: There is no significant relationship between the independent variable and the dependent variable.
The study is based on the following assumptions:
1. The data is normally distributed.
2. The data is homoscedastic.
3. The data is independent.

The study is based on the following limitations:
1. The study is based on a small sample size.
2. The study is based on a cross-sectional design.

PROJET DE RESOLUTION SUR LE DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS

(République-Unie de Tanzanie, Ethiopie, Kenya, Tchad, Togo et Nigéria)

La Conférence des ministres,

Avant pris note du rapport sur l'état d'avancement du Programme de la seconde phase de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (document E/ECA/CM.13/23) ainsi que le rapport verbal complémentaire sur la Conférence africaine sur le développement de télécommunications tenue à Tunis en janvier 1987, 1/

Rappelant a) la résolution ECA/UNTACDA/Res.86/64 de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification sur les télécommunications au service du développement économique et social dans laquelle le Comité de coordination du Réseau panafricain de télécommunications (PANAFTEL) était invité à convoquer une Conférence des administrations africaines de télécommunications notamment chargée du suivi des travaux de la Conférence mondiale sur le développement des télécommunications et d'adopter des recommandations en vue de répondre aux besoins prioritaires de la région;

b) la résolution ECA/UNTACDA/Res.86/65 de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification sur le Système régional africain de communications par satellite dans laquelle les pays membres étaient invités à continuer d'accorder un rang de priorité élevé au projet d'étude... pour permettre d'atteindre les objectifs de la Communauté économique africaine dont la création est préconisée dans le Plan d'action de Lagos.

Consciente que les télécommunications et en particulier la radiodiffusion jouent un rôle essentiel dans les activités commerciales, économiques et culturelles dans de nombreux services publics et sociaux et qu'elles devraient donc être considérées comme complémentaires des autres investissements et comme constituant un élément essentiel du processus de développement,

Notant qu'en dépit des réalisations enregistrées dans la mise en place du Réseau PANAFTEL, ce dernier est nettement sous-utilisé en raison notamment de l'absence d'accords sur les tarifs et d'arrangements de transit et d'un mauvais entretien des éléments du Réseau.

1. Exhorte les pays africains à :

a) créer des industries locales de fabrication de matériels de télécommunications sur une base collective aux niveaux sous-régional ou régional;

b) formuler des spécifications communes visant à organiser des achats combinés sur une base sous-régionale ou régionale afin de réaliser des économies d'échelle et un appui logistique pour faciliter les opérations et la maintenance;

c) établir des accords sur les tarifs et les arrangements de transit et les appliquer au réseau PANAFTEL en vue de promouvoir un trafic de transit en Afrique;

d) élaborer des plans nationaux de maintenance efficaces visant à améliorer le réseau PANAFTEL;

2. Félicite le Comité de coordination du réseau PANAFTEL d'avoir réuni une Conférence réussie sur le développement des télécommunications en Afrique, laquelle a fait de nombreuses importantes recommandations pour le développement des télécommunications jusqu'à l'an 2000;

3. Charge le Comité de coordination du réseau PANAFTEL d'établir le mécanisme de suivi nécessaire des recommandations aussi bien de la Conférence mondiale sur le développement des télécommunications que de la Conférence africaine sur le développement des télécommunications tenue à Tunis du 12 au 16 janvier 1987;

4. Demande aux gouvernements des pays membres de la CEA de créer sans délai des comités de coordination nationaux sectoriels multidisciplinaires pour le projet d'étude de faisabilité du réseau régional africain de communications par satellite;

5. Demande en outre aux pays membres de la CEA de formuler des politiques nationales de communications bien intégrées aux objectifs de développement national;

6. Exprime sa satisfaction au PNUD, à la CEA, à la BAD, à l'organisation des Nations Unies, aux institutions internationales, aux organismes d'aide au développement et aux bailleurs de fonds pour l'assistance qu'ils ont fournie pour le développement des télécommunications et en particulier de la radiodiffusion dans la région et les prie instamment d'intensifier leur assistance pour le développement accéléré des télécommunications et de la radiodiffusion en Afrique.

7. Invite le Secrétaire exécutif de la CEA en tant que coordonnateur de la Décennie de coordonner, en consultation avec le Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications, les activités découlant des recommandations de la Conférence africaine sur le développement des télécommunications tenue à Tunis en janvier 1987 et de faire rapport au Conseil des ministres de la CEA ainsi qu'à celui des ministres des transports, des communications et de la planification;

ACCELERATION DU PROCESSUS D'INTEGRATION ECONOMIQUE SOUS-REGIONALE
EN AFRIQUE ET ROLE NOUVEAU DES CENTRES MULTINATIONAUX DE
PROGRAMMATION ET D'EXECUTION DE PROJETS (MULPOC)
(Zaire)

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 296(XIII) de mars 1977 sur la coopération économique et 311(XIII) de mars 1977 portant création des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC),

Rappelant également la résolution 566 (XXI) adoptée en 1986 sur le rôle des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets dans la promotion économique sous-régionale,

Notant que 10 ans après leur création, les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets se sont honorablement acquittés de leur mandat,

Sachant que si des progrès ont été réalisés dans le processus d'intégration économique au sein des sous-régions, il s'avère nécessaire de procéder à une réévaluation de la stratégie globale en vue de pallier les imperfections dans la coordination des activités des entités d'intégration économique,

Désireuse d'accélérer le processus d'intégration économique sous-régionale, qui est l'un des facteurs capables de hâter le développement économique des pays africains,

Soucieuse de créer une entité d'intégration économique dans la sous-région de l'Afrique du Nord afin de couvrir le continent tout entier en la matière,

Constatant que l'approche de l'intégration des marchés dans les sous-régions africaines insuffisamment développées ne peut déclencher le processus d'intégration économique et qu'il est nécessaire d'adopter une approche donnant la priorité, à ce stade, à la construction d'une infrastructure et à la mise en place d'une capacité de production sous-régionale en vue de réaliser les transformations structurelles fondamentales dont les économies africaines ont tant besoin,

Considérant que la mise en place d'un cadre d'intégration des marchés doit être synchronisée avec le renforcement de l'infrastructure sous-régionale et la mise en place d'une capacité de production sous-régionale et que donc il faut, dans l'élimination des barrières douanières, tenir compte des effets produits sur les économies des Etats membres des entités d'intégration économique, l'établissement d'un tarif extérieur commun n'étant concevable que dans le cadre d'un espace économique où les centres de production sont harmonieusement distribués,

Notant que la présence des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets dans les sous-régions doit continuer de contribuer au renforcement de la coordination des activités d'intégration des communautés économiques ainsi que des organisations de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres,

Se félicitant de la collaboration fructueuse instaurée entre la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement, collaboration qui a abouti à l'organisation d'une mission afin d'aider les entités d'intégration économique à élaborer leurs descriptifs de projets dans le cadre du quatrième cycle de programmation,

Soucieuse d'améliorer les résultats des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets en matière d'exécution de leur programme de travail, et d'harmoniser la périodicité de leurs réunions avec celle de la programmation au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique,

1. Soutient le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement dans leur effort de mise en

place d'une approche de l'intégration économique donnant la priorité aux transformations structurelles des sous-régions africaines;

2. Prie le Programme des Nations Unies pour le développement d'approuver, dans le cadre du programme du quatrième cycle pour la région, des projets d'intégration économique mettant en oeuvre cette nouvelle stratégie d'intégration;

3. Réitère les dispositions du paragraphe 2 du dispositif de sa résolution 566 (XXI) susmentionnée demandant aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets d'accroître leur assistance aux organisations intergouvernementales d'intégration dans l'exécution des projets d'intégration économique et dans la coordination des activités des diverses entités d'intégration économique en vue d'éviter les doubles emplois et d'amorcer sans heurt le processus d'intégration économique sous-régionale;

4. Demande aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de mobiliser l'ensemble des compétences disponibles pour l'exécution effective du programme d'intégration économique sous-régionale;

5. Demande tant au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique qu'au Programme des Nations Unies pour le développement de renforcer les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets dans leurs sous-régions respectives en vue d'en faire des agents d'exécution des projets d'intégration économique susceptibles de mobiliser l'intervention des divisions organiques de la Commission économique pour l'Afrique et celle des institutions spécialisées du système des Nations Unies pour l'exécution des activités des projets susmentionnés et d'attirer les fonds nécessaires pour l'exécution effective des études de préinvestissement qui en résulteraient;

6. Décide dans un double souci d'économie et d'efficacité, que les organes directeurs des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets tiennent désormais leurs réunions tous les deux ans à partir de 1989 de façon à faire correspondre ces réunions biennales avec la programmation au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique. Dans l'intervalle, un comité de suivi se réunira pour évaluer les rapports intérimaires sur l'exécution du programme de travail 1/;

7. Remercie les Etats membres qui ont apporté un appui constant aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets et invite l'ensemble des Etats membres à accroître leur assistance financière et technique notamment par la mise à la disposition de ces centres de consultants pour l'exécution de tâches spécifiques, et pour les aider, ce faisant, à jouer pleinement leur rôle de moteur du processus d'intégration économique sous-régionale;

8. Prend acte avec satisfaction de l'engagement des Etats membres du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets de l'Afrique du Nord de créer une Zone d'échanges préférentiels dans leur sous-région et demande à la Commission économique pour l'Afrique et au Programme des Nations Unies pour le développement de tout mettre en oeuvre pour que les études nécessaires à la création de cette Zone d'échanges préférentiels soient mises à la disposition desdits Etats membres dans un délai de ~~6~~ ^{un an} mois. *un an*

Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 93 (VI) de février 1964 portant création de l'Institut africain des Nations Unies de développement économique et de planification en tant qu'un organe subsidiaire de la Commission économique pour l'Afrique avec pour objectif primordial de promouvoir et de sauvegarder l'indépendance économique des pays africains,

Rappelant également sa résolution 537 (XX) d'avril 1985 et la résolution de l'ECOSOC 1985/62 qui, entre autres, demandait que des postes inscrits au budget ordinaire soient établis pour l'IDEP et la résolution 574 (XXI) d'avril 1986 sur le développement futur et le financement de l'IDEP,

Appréciant les efforts conjoints déployés par le PNUD, la CEA et les gouvernements africains pour entreprendre une évaluation de l'assistance accordée par le PNUD à l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP),

Notant avec intérêt les conclusions et recommandations de la mission mettant en lumière le rôle spécifique de l'IDEP dans le développement des ressources humaines et les capacités requises pour le développement socio-économique du continent et en particulier son rôle potentiel dans la mise en oeuvre du PANUREDA,

1. Fait siennes les recommandations de la mission telles qu'approuvées par le Conseil d'administration de l'IDEP concernant la restructuration de l'Institut en vue: a) de réaliser un accroissement et un développement équilibrés de ses quatre activités principales - formation, recherche, séminaires et services consultatifs; b) de réorienter sa formule actuelle d'allocation des ressources de manière à éliminer progressivement le recours au soutien du PNUD pour le financement des dépenses de gestion et du personnel qui devraient à terme être entièrement assumées par l'IDEP; c) d'orienter simultanément et progressivement la contribution prévue du PNUD à l'IDEP vers le financement des activités opérationnelles et en particulier

2. Exprime ses remerciements au PNUD pour avoir accordé une assistance vitale à l'IDEP depuis sa création et d'avoir indiqué sa réaction positive aux recommandations de la mission d'évaluation;

3. Engage tous les Etats membres à reconnaître que l'existence continue et le succès de l'IDEP approuvés par toutes les parties concernées impliquent que l'accent soit mis sur leur responsabilité envers l'IDEP qui demande tout d'abord que leurs contributions lui soient versées régulièrement;

4. Fait appel à tous les Etats membres pour qu'ils déploient tous les efforts pour verser régulièrement et promptement leurs contributions annuelles et demande à tous les pays qui ont des arriérés de faire des efforts pour assurer le versement de ces arriérés par étapes jusqu'à l'épuisement total de ces arriérés, conformément à la résolution 574 (XXI) de la CEA, et fait également appel au gouvernement du pays hôte (Sénégal) pour qu'il honore ses obligations dans l'esprit de son accord avec la CEA;

5. Demande au Conseil d'administration de l'IDEP de suivre de près l'application des recommandations et, en particulier, celles demandant une action concrète de la part de l'IDEP dans l'examen annuel des activités de l'Institut et de faire en sorte que le nouveau plan à moyen terme de l'IDEP soit approuvé le plus tôt possible et que ce plan soit conforme aux recommandations de la mission d'évaluation;

6. Demande au Conseil d'administration de l'IDEP de faire en sorte que le nouveau plan à moyen terme de l'Institut soit conforme aux recommandations de la mission d'évaluation sous réserve de toutes modifications pertinentes qui pourraient être faites par le nouveau Conseil académique et de prendre les mesures appropriées en vue de mettre en oeuvre les mesures concernant la réduction des coûts préconisée par la mission d'évaluation;

7. Demande également au Conseil d'administration de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le Conseil académique soit constitué et commence immédiatement à fonctionner;

8. Demande au PNUD d'accorder l'assistance nécessaire pour les cinq années à venir conformément aux recommandations de la mission d'évaluation, en mettant un accent particulier sur l'établissement d'un service consultatif viable et rentable;

9. Demande au PNUD, compte tenu du fait que le financement des bourses d'étude sur les CIP nationaux n'a pas abouti depuis son introduction, d'envisager sérieusement de prévoir un système destiné à financer les bourses lors de son assistance future à l'IDEP orientée vers la formation et concernant les activités dans le domaine de la coopération économique et l'intégration;

10. Demande au PNUD d'assurer le suivi effectif de son assistance future au niveau des pays par l'intermédiaire de ses bureaux extérieurs et, à cet égard, de promouvoir une coopération plus élargie entre le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique et le Bureau régional du PNUD pour les pays arabes;

11. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA d'assurer le suivi approprié des recommandations avec le PNUD et de soumettre une demande officielle consignée dans un descriptif de projet, couvrant la période du quatrième Programme régional du PNUD pour l'Afrique;

12. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA de prendre les mesures appropriées pour appliquer les recommandations qui doivent être appliquées conjointement par l'Organisation des Nations Unies et la CEA. A cet égard, des mesures devraient être prises pour:

a) Affecter à l'IDEP les postes des membres du personnel de la CEA actuellement assignés à l'IDEP;

b) Faire en sorte qu'une action appropriée soit prise pour présenter la résolution 1985/61 de l'ECOSOC à l'Assemblée générale pour doter l'IDEP de postes inscrits au budget ordinaire;

c) Assurer le suivi des arrangements éventuels, dans l'esprit de la coopération technique entre pays en développement, tendant à ce que des institutions soeurs de l'IDEP des pays de l'Amérique latine et de l'Asie lui détachent ou affectent du personnel.

POURSUITE DES EFFORTS DE L'AFRIQUE ET DE L'AIDE APPORTEE
PAR LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE EN VUE DU REDRESSEMENT ECONOMIQUE
ET DU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE, NOTAMMENT L'AMELIORATION DE LA
CONNAISSANCE DES PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT A LONG TERME
(Soudan, Ghana, Egypte, Maroc)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution S-13/2 adoptée par l'Assemblée générale lors de sa treizième session extraordinaire sur le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990,

Rappelant aussi sa résolution ES-2/4 adoptée lors de la deuxième session extraordinaire de la Commission sur l'examen et l'évaluation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique de l'Afrique,

Consciente de la nécessité d'exploiter pleinement les possibilités offertes par le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique afin de mettre en place des bases réellement solides en vue du redressement et du développement de l'Afrique, ainsi que de la nécessité d'évaluer les chances effectives d'un tel redressement économique et d'un tel développement,

Consciente également de la nécessité de maintenir l'élan donné par la session extraordinaire à la mise en oeuvre de ce programme,

Reconnaissant le rôle essentiel que joue le développement aux niveaux local et communautaire dans le processus de développement en Afrique,

Reconnaissant également la nécessité pour les gouvernements africains et pour la communauté internationale d'améliorer leur connaissance des problèmes du développement à long terme du continent,

Notant avec satisfaction les mesures prises par le Secrétaire exécutif de la CEA, le Comité directeur de l'ONU, et l'Equipe spéciale interinstitutions sur le suivi au niveau régional du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique en vue d'organiser en 1987 deux conférences internationales sur le Programme d'action des Nations Unies, l'une à Abuja (Nigéria) du 15 au 19 juin 1987 sur le thème "Afrique : le défi du redressement économique et du développement accéléré" en collaboration avec l'OUA et la BAD, l'autre à Libreville (Gabon) du 12 au 15 octobre 1987 sur "Le facteur humain dans le redressement économique et le développement de l'Afrique" en collaboration avec les organismes des Nations Unies,

Notant également avec satisfaction que les Gouvernements nigérian et gabonais étaient disposés à accueillir les deux conférences,

Sachant gré au PNUD et aux autres gouvernements et donateurs, en particulier les Gouvernements canadien et suédois et la Fondation Ford, de la généreuse aide financière fournie pour l'organisation des conférences d'Abuja et de Libreville,

Notant enfin que le Gouvernement nigérian a l'intention d'organiser un colloque sur le développement à la base,

1. Se félicite des efforts accomplis pour maintenir l'élan donné par la session extraordinaire et pour améliorer la connaissance des problèmes du développement à long terme de l'Afrique;

2. Appuie la proposition de la tenue des conférences d'Abuja et de Libreville;

3. Exprime sa gratitude aux Gouvernements nigérian et gabonais pour avoir gracieusement accepté d'accueillir ces deux conférences;

4. Félicite le Gouvernement nigérian de son initiative d'organiser le Colloque de Niamey sur le développement à la base;

5. Prie instamment les Etats membres d'accorder leur soutien et de prendre une part active aux conférences d'Abuja et de Libreville ainsi qu'au Colloque de Niamey;

6. Exprime sa gratitude au Programme des Nations Unies pour le développement et aux autres organismes et gouvernements donateurs, en particulier le Canada, la Suède et la Fondation Ford, qui ont offert une aide financière généreuse pour les conférences d'Abuja et de Libreville;

7. Invite la communauté internationale et les organismes des Nations Unies à apporter un appui actif à ces deux conférences et à y prendre une part active;

8. Rend hommage au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), au Comité directeur de l'Organisation des Nations Unies et à l'Equipe spéciale interinstitutions pour l'organisation des deux conférences;

9. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de présenter les rapports des conférences d'Abuja et de Libreville et du Colloque de Niamey à la quatorzième réunion de la Conférence des ministres de la CEA.

10/10/2020

1. The first step in the process of the scientific method is to ask a question. This is often the most difficult step because it requires a deep understanding of the problem at hand.

2. The second step is to do background research. This involves looking up information about the problem and trying to find out what has already been discovered.

3. The third step is to form a hypothesis. This is a statement that you think is true, but you need to test it to see if it is.

4. The fourth step is to test the hypothesis. This is done by conducting an experiment or collecting data.

5. The fifth step is to analyze the data. This involves looking at the results of the experiment or the data and trying to find out what they mean.

6. The sixth step is to draw a conclusion.

RENFORCEMENT DU ROLE DES ETABLISSEMENTS AFRICAINS D'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR DANS LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET LE
DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 546 (XX) qu'elle a adoptée pour appuyer le Programme d'action de Mbabane sur la réaction des établissements africains d'enseignement supérieur en Afrique à la rapide détérioration des conditions économiques et sociales en Afrique,

Consciente du rôle fondamental que les établissements d'enseignement supérieur jouent pour ce qui est de fournir un appui aux efforts de développement de l'Afrique,

Appréciant l'engagement renouvelé des établissements d'enseignement supérieur à mettre à la disposition des gouvernements africains leurs moyens en matière d'enseignement, de recherche et de services de consultation pour la mise en oeuvre rapide du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990 et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 tel que figurant dans la Déclaration de Harare sur le rôle des établissements d'enseignement supérieur dans le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1/

1. Prie les établissements africains d'enseignement supérieur d'accélérer l'application des décisions et recommandations figurant dans la Déclaration de Harare ainsi que dans le rapport de la troisième Conférence CEA/AUA des vice-chanceliers, présidents et recteurs des établissements d'enseignement supérieur en Afrique;

2. Invite tous les gouvernements africains à fournir un soutien financier accru aux établissements africains d'enseignement supérieur afin qu'ils soient mieux en mesure de former du personnel de qualité, d'assurer des travaux de recherche et des services consultatifs, en vue du redressement et du développement de l'Afrique;

3. Invite également les Etats membres à prévoir des mesures d'incitation spéciales pour freiner l'augmentation de l'exode des compétences dont souffrent les établissements d'enseignement supérieur africains;

4. Prie en outre les gouvernements africains d'intensifier leurs efforts visant à créer pour leurs établissements d'enseignement supérieur un cadre plus propice à la formation de la main-d'oeuvre et à la recherche orientée sur le développement et à promouvoir une participation plus active des établissements à la solution des problèmes nationaux de développement;

5. Prie l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées ainsi que la communauté internationale dans son ensemble d'accroître leur assistance aux établissements d'enseignement supérieur en Afrique pour leur permettre d'être plus efficaces et de contribuer de façon plus concrète et appropriée aux efforts de développement de l'Afrique;

6. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la CEA de continuer à fournir un appui aux établissements d'enseignement supérieur et d'aider à mettre en oeuvre la Déclaration de Harare ainsi que les décisions de la troisième Conférence CEA/AUA des vice-chanceliers, présidents et recteurs d'établissements d'enseignement supérieur en Afrique.

FONDS D'AFFECTATION SPECIALE DES NATIONS UNIES POUR
LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

(Rwanda)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 288 (XIII) du 26 février 1977 portant création du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique et priant instamment les Etats Membres de verser des contributions importantes en vue de l'exécution des plans à moyen terme et des programmes de travail de la Commission,

Rappelant également la résolution 37/139 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1982, par laquelle tous les Etats Membres et les organisations internationales étaient invités à verser une contribution généreuse au Fonds d'affectation spéciale afin d'aider les pays africains à faire face à la crise économique mondiale, dont les effets sur les fragiles économies africaines sont plus graves,

Ayant examiné le rapport sur les annonces de contributions et les versements des Etats Membres depuis 1977, année de la création du Fonds d'affectation spéciale, ainsi que l'état d'avancement de l'exécution des projets et les dépenses y afférentes pour les années 1985-1986,

Constatant avec satisfaction que 16 Etats africains se sont intégralement acquittés des contributions qu'ils ont annoncées au Fonds d'affectation spéciale,

Notant aussi que 11 pays africains n'ont jamais versé aucune contribution au Fonds d'affectation spéciale,

Constatant également que 23 pays africains ne se sont acquittés que d'une partie des contributions qu'ils ont annoncées au Fonds d'affectation spéciale,

Rappelant le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, adoptés respectivement par les chefs d'Etat et de gouvernement africains et l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que le rôle moteur que la Commission est appelée à jouer,

Consciente que les ressources provenant du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies qui sont mises à la disposition de la Commission ne cessent de diminuer et qu'il ne faut pas s'attendre à une amélioration de la situation dans un proche avenir, d'où l'importance de ressources extra-budgétaires pour l'exécution des deux programmes,

Appréciant les efforts déployés par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique pour augmenter les ressources du Fonds d'affectation spéciale et le nombre de pays participants ainsi que pour assurer le recouvrement des contributions annoncées, d'autant plus que les défauts de paiement ont fait régulièrement l'objet de demandes d'explication de la part des vérificateurs aux comptes,

1. Exhorte les Etats membres africains et les institutions financières qui n'ont pas annoncé de contributions au Fonds d'affectation spéciale à le faire, et ceux qui ont annoncé des contributions à s'acquitter de leurs arriérés dans les meilleurs délais;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de ne ménager aucun effort pour s'assurer l'appui des Etats non africains Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des institutions financières internationales afin qu'ils versent des contributions généreuses au Fonds d'affectation spéciale.

PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE

POUR LA PERIODE BIENNALE 1988-1989

(Zaire, Kenya, Tchad)

La Conférence des ministres,

Ayant examiné les activités que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a proposées 1/ pour la Commission économique pour l'Afrique pour la période biennale 1988-1989 et que le Comité des programmes et de la coordination examinera à sa 27ème session à New York du 27 avril au 29 mai 1987,

Convaincue que les propositions reflètent les exigences du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 2/, du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique 1986-1990 3/, et des Stratégies prospectives d'action de Nairobi de la promotion de la femme 4/,

Ayant examiné en outre le premier rapport intérimaire 5/ sur l'exécution du programme de travail et ordre de priorité de la Commission pour la période biennale 1986-1987,

Préoccupée par le nombre d'ajournements, de réductions et d'annulations de projets en raison des mesures d'économie prises par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en 1986 notamment le gel du recrutement et la réduction des frais pour les voyages et les services des consultants, mesures qui restent en application en 1987,

1/ E/ECA/CM.13/40.

2/ A/S13/2 Annexe.

3/ A/40/666.

4/ UN DPI 86-44198 - avril 1986 - 13,135.

5/ E/ECA/CM.13/39.

Prenant acte de la recommandation 6/ formulée par le Groupe intergouvernemental d'experts de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif de l'Organisation des Nations Unies et tendant à ce que le nombre de postes inscrits au budget ordinaire de l'Organisation soit réduit de 15 p. 100 sur une période de trois ans, de l'approbation donnée à cette recommandation par l'Assemblée générale et des mesures déjà prises par le Secrétaire général pour faire appliquer cette recommandation,

Consciente de la nécessité d'améliorer l'efficacité du fonctionnement administratif de l'organisation afin d'accroître sa capacité à traiter les questions d'ordre politique, économique et social,

Consciente toutefois que l'Afrique est la moins développée des régions du monde et que la récente crise économique et sociale a encore réduit l'aptitude des pays de la région à faire face seuls à leurs problèmes de développement économique et de croissance,

Consciente en outre que la CEA, en sa qualité de principal centre de développement économique et social au sein du système des Nations Unies pour la région africaine, a un rôle crucial à jouer pour ce qui est d'aider ses membres à trouver des solutions à ces problèmes,

1. Fait sien le programme de travail et ordre de priorité de la Commission pour la période biennale 1988-1989 tel que contenu dans le document No...,

2. Demande au Comité du programme et de la coordination :

a) d'examiner favorablement les présentes propositions lors de sa vingt-septième session et de recommander, par l'intermédiaire du Conseil économique et social lors de la seconde session ordinaire en juillet 1987 à l'Assemblée générale de les adopter à la deuxième session prévue de septembre à décembre 1987;

b) de prendre, en collaboration avec tous les autres organes des Nations Unies (en particulier l'Assemblée générale, ses deuxième et cinquième commissions et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), toutes les dispositions nécessaires pour que des ressources suffisantes soient mises à la disposition de la CEA pour l'exécution du programme;

3. Fait appel au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il accorde, lorsqu'il fait appliquer ses mesures d'économie, une attention particulière à la Commission économique pour l'Afrique notamment en permettant qu'un plus grand nombre de postes soient pourvus pour recrutements et en augmentant les crédits pour les voyages et les services de consultant;

4. Demande aux représentants africains au Comité du programme et de la coordination, au Conseil économique et social et à la Commission spéciale du Conseil économique et social chargée d'entreprendre l'étude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'ONU dans les domaines économique et social d'accorder une attention particulière aux besoins du secrétariat de la CEA à la lumière de la crise économique actuelle en Afrique et du rôle du secrétariat dans la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique;

5. Demande en outre à tous les Etats membres de la Commission de charger leurs missions permanentes auprès de l'ONU à New York et leurs délégations à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour veiller à ce que le cas de la Commission, en sa qualité de principal centre de développement économique et social au sein du système des Nations Unies pour la région africaine et qui, de ce fait, doit disposer de ressources suffisantes pour jouer effectivement ce rôle, soit fermement défendu et que l'objectif d'obtenir davantage de ressources pour la Commission soit effectivement réalisé;

6. Prie le Président de la vingt-deuxième session de la Commission, en collaboration avec son Bureau, de traiter de cette question directement avec le Secrétaire général de l'ONU et de prendre toutes autres mesures nécessaires conformément à la présente résolution au niveau du Comité du programme et de la coordination, du Conseil économique et social, en particulier à sa Commission spéciale, et de l'Assemblée générale;

7. Prie le Président de la vingt-deuxième session de la Commission de faire rapport à la Conférence des ministres, à sa prochaine session en 1988, sur l'application de la présente résolution.

PROJET DE PLAN A MOYEN TERME POUR LA PERIODE 1990-1995

(Mali, Zaïre, Tchad)

La Conférence des ministres,

Consciente du fait qu'un plan à moyen terme doit être proposé par le Secrétaire général,

Consciente également du fait que le plan à moyen terme doit être l'expression concrète des mandats des organes délibérants et que ses objectifs et stratégies doivent découler des objectifs et orientations en matière de politique définis par les organes intergouvernementaux et refléter les priorités des Etats membres telles que fixées dans les textes adoptés par les organes intergouvernementaux régionaux techniques dans leurs domaines de compétence ainsi que par l'Assemblée générale sur l'avis du Comité du programme et de la coordination,

Consciente en outre que les chapitres du projet de plan à moyen terme doivent être examinés par les organes intergouvernementaux régionaux, techniques sectoriels, si possible, au cours de leurs réunions normales avant d'être soumis à l'examen du Comité du programme et de la coordination, du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale,

Ayant examiné le projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995 de la Commission économique pour l'Afrique établi par le Secrétaire exécutif conformément à l'article 103.1 du règlement régissant la planification des programmes, les aspects du budget relatifs au programme, le suivi de son application et les méthodes d'évaluation 1/ et aux termes duquel les chefs de services et de départements comme défini à l'article 101.2c) doivent soumettre au Secrétaire général des propositions sur les programmes relevant de leurs compétences et ce, dans les détails, dans les délais et par les moyens requis et selon le règlement en vigueur au niveau du secrétariat,

Convaincue que le projet de plan à moyen terme tel qu'il a été à présent examiné et amendé servira de cadre utile pour la formulation des budgets - programmes de la Commission pour la période couverte par le plan,

1. Décide d'appuyer le projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995;

2. Lance un appel au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il approuve le projet de plan à moyen terme sous sa forme actuelle et le présente au Comité du programme et de la coordination;

3. Demande au Comité du programme et de la coordination de recommander, par le biais du Conseil économique et social, le projet de plan à moyen terme à l'Assemblée générale pour approbation.

ETUDE APPROFONDIE DES STRUCTURES INTERGOUVERNEMENTALES ET
DU FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE ET SOCIAL

(Zaire, Maroc)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 671A(XXV) du Conseil économique et social en date du 29 avril 1958 portant création de la Commission économique pour l'Afrique et définissant son mandat,

Rappelant en outre la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1977 sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies ainsi que la section IV de son annexe, sur les structures en vue d'une coopération régionale et interrégionale, dans laquelle l'Assemblée générale a officiellement désigné les commissions régionales comme les principaux centres généraux d'activités de développement économique et social, dans le cadre du système des Nations Unies, pour leurs régions respectives et les chargeait de jouer un rôle d'animateur et de responsable de la coordination et de la coopération au niveau régional; la résolution 33/202 du 29 janvier 1979 sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies dans laquelle l'Assemblée générale a décidé que les commissions régionales auraient elles-mêmes le statut d'agent d'exécution dans le cas des catégories de projets décrites au paragraphe 23 de l'annexe à la résolution 32/197 et conformément aux dispositions dudit paragraphe,

Rappelant en outre les résolutions 180 (IX) du 10 février 1969, relative à l'appareil institutionnel de la Commission et établissant la Conférence des ministres; 191(IX) du 12 février 1969 sur les dispositions transitoires prévoyant des arrangements provisoires jusqu'à la première Conférence et contenant la liste des points à inscrire à l'ordre du jour de chaque session

de la Commission; 311 (XIII) du 1er mars 1977 relative à la création des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets ; 320 (XIII) du 3 mars 1977 relative à la restructuration des mécanismes intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique; 330 (XIV) du 27 mars 1979 sur la restructuration des mécanismes intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique par laquelle elle a approuvé la structure actuelle de l'appareil institutionnel de la Commission et décidé qu'il serait créé des organes traitant des questions générales de développement au niveau ministériel ainsi que leurs comités d'experts, des organes traitant des questions sectorielles au niveau ministériel et leurs comités d'experts ainsi que des organes subsidiaires techniques; la résolution 521 (XIX) relative aux sessions de la Commission dans laquelle celle-ci a décidé de continuer à se réunir une fois par an en attendant que la question soit réexaminée par la Commission lors de sa vingt-troisième session et quatorzième réunion de la Conférence des ministres en 1982,

Rappelant en outre la résolution 40/237 du 18 décembre 1985 sur l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies par laquelle l'Assemblée générale a décidé de constituer un Groupe intergouvernemental d'experts de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies, pendant une durée d'un an et d'étudier, en pleine conformité avec les principes et dispositions de la Charte, les questions administratives et financières relatives à l'Organisation des Nations Unies en vue de déterminer des moyens d'améliorer le fonctionnement administratif et financier de celle-ci, ce qui contribuerait à renforcer son efficacité dans les domaines politique, économique et social; la résolution 41/231 du 19 décembre 1986 sur l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies dans laquelle l'Assemblée, entre autres, a décidé que les recommandations telles que contenues dans le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies 1/ devaient être appliquées par le Secrétaire général et

les organes et organismes compétents des Nations Unies à la lumière des conclusions de la cinquième Commission et sous réserve d'autres conditions particulières,

Prenant note de l'opinion de la cinquième Commission 2/ selon laquelle les activités que devraient mener les commissions régionales sont une question devant être déterminée essentiellement par les Etats membres concernés et que les commissions régionales devraient être consultées sur toute action devant être entreprise à cet égard,

Se félicitant de la décision 3/ de l'Assemblée générale tendant à ce que le Conseil économique et social, assisté quand de besoin par des organes et organismes pertinents, notamment le Comité du programme et de la coordination, entreprenne une étude minutieuse et approfondie de la structure intergouvernementale dans les domaines économique et social telle que proposée dans sa recommandation 8 par le Groupe intergouvernemental d'experts chargé d'examiner le fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies,

Se félicitant en outre de la décision 4/ du Conseil économique et social de créer une commission spéciale sur l'étude approfondie des structures intergouvernementales et du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, qui serait ouverte à la participation sur une base d'égalité de tous les Etats Membres des Nations Unies et dont les travaux seraient régis, à tous autres égards, par le règlement intérieur pertinent du Conseil et à prier 5/ tous les organes

1/ A/41/49.

2/ A/41/795/par. 43.

3/ A/RES/41/213 (I) 1 (e).

4/ Décision 1987/112 (a).

5/ Ibid. (i).

subsidiaries de l'Assemblée générale dans les secteurs économique et social ainsi que tous les organes subsidiaires du Conseil économique et social de présenter à la Commission spéciale, dans les trente jours qui suivent la fin de leurs prochaines sessions, leurs vues et propositions en ce qui concerne la réalisation des objectifs mentionnés à la recommandation 8 du Groupe intergouvernemental d'experts de haut niveau au sujet de leur fonctionnement et de celui de leur mécanisme subsidiaire,

Ayant présent à l'esprit que le but de l'étude est, entre autres, a) d'identifier des mesures visant à rationaliser et à simplifier la structure intergouvernementale, à éviter le double emploi, d'envisager de consolider et de coordonner les activités qui se chevauchent et de faire fusionner les organes existants de façon à améliorer leurs travaux et à adapter davantage leur structure aux besoins actuels; b) de définir les critères déterminant la création et la durée d'organes subsidiaires, y compris des examens périodiques de leurs activités et des mécanismes d'application de leurs décisions; c) de définir en termes précis les domaines de responsabilité des divers organes, en veillant particulièrement à renforcer la cohérence de la structure, à faciliter la définition d'une approche globale des questions de développement et à accorder plus d'importance à la coopération régionale et sous-régionale; d) d'améliorer le système par lequel les organes subsidiaires font rapport aux organes principaux, ce qui permettrait de réduire le nombre de rapport et d'éviter d'établir des documents qui font double emploi,

Ayant examiné de façon critique le mécanisme intergouvernemental actuel de la Commission, notamment les ordres du jour, le calendrier et le programme de travail,

Consciente du rôle crucial de la Commission dans la région en général, notamment en tant que principal centre général d'activités de développement économique et social dans le cadre du système des Nations Unies, pour les pays de la région en particulier,

Convaincue qu'une attention suffisante peut être accordée aux problèmes des pays africains les moins avancés dans le cadre des travaux de la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification,

Convaincue en outre qu'une approche unifiée en matière d'analyse et de planification du développement demeure pertinente,

1. Réaffirme le rôle primordial de la Commission en tant que principal centre général d'activités de développement économique et social dans le cadre du système des Nations Unies pour la région africaine et en tant qu'agent d'exécution de plein droit de projets opérationnels;

2. Confirme que les activités de la Commission économique pour l'Afrique s'adaptent de plus en plus aux besoins actuels et futurs de la région africaine;

3. Décide ce qui suit :

I. MECANISME INTERGOUVERNEMENTAL DE LA COMMISSION

A. Organisations s'occupant des questions de développement global au niveau ministériel

a) Conférence des ministres africains responsables du développement économique et de la planification

Etant donné que la Conférence est l'organe suprême de la Commission, elle devrait poursuivre ses fonctions actuelles, assistée par le Comité technique préparatoire plénier.

b) Conférence des ministres des pays africains les moins avancés et son Comité technique d'experts

Etant donné que le nombre de pays africains dans ce groupe est en augmentation, les ministres qui participent à ses travaux sont les mêmes que ceux qui participent aux travaux de la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification, les coûts supplémentaires entraînés pour les Etats membres concernés et le fait que leurs problèmes peuvent être examinés dans le cadre de la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification, la Conférence et son comité technique d'experts devraient être abolis. Toutefois, l'un des points à l'ordre du jour de la réunion annuelle de la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification devrait s'intituler: "Problèmes des pays africains les moins avancés".

c) Conseils des ministres des MULPOC et leurs comités d'experts

Compte tenu du fait que la coopération et l'intégration économiques demeureront la base du marché commun africain et de la communauté économique africaine, les conseils des ministres des MULPOC et leurs comités d'experts devraient être maintenus.

B. Organes s'occupant des questions sectorielles au niveau ministériel et leurs comités techniques d'experts

a) Conférences ministérielles sectorielles dont le service est assuré entièrement par le secrétariat de la Commission

- i) Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification et son comité technique d'experts;
- ii) Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur, de la planification et de l'utilisation des ressources humaines;
- iii) Conférence des ministres africains des finances et son comité technique d'experts;

- iv) Les ministres africains responsables de la mise en valeur, de l'exploration et de l'utilisation des ressources minérales et leurs comités techniques d'experts.

Compte tenu de la nécessité de continuer à disposer des vues spécialisées et des recommandations des conférences ministérielles sectorielles aux travaux desquels l'Organisation de l'unité africaine participe de plus en plus, toutes les conférences ministérielles sectorielles devraient être maintenues.

- b) Conférences ministérielles sectorielles dont le service est assuré avec la collaboration d'autres organisations
 - i) Conférence des ministres africains des affaires sociales et son comité technique d'experts (avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA);
 - ii) Conférence des ministres africains de l'industrie et son comité technique d'experts (avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'OUA);
 - iii) Conférence des ministres africains du commerce et son comité technique d'experts (avec l'OUA et le soutien actif de la CNUCED).

Compte tenu de la nécessité de continuer à disposer des vues spécialisées et des recommandations de ces conférences ministérielles sectorielles, elles devraient continuer leurs activités. La pratique consistant à partager les coûts devrait continuer à être appliquée.

C. Organes subsidiaires techniques

- a) Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains;
- b) Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement;

c) Comité intergouvernemental pour le développement de la science et de la technique;

d) Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement;

e) Comité technique pour le Système panafricain de documentation et d'information (PADIS).

Ces organes font rapport directement à la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification par l'intermédiaire du Comité technique préparatoire plénier et leurs services continueront d'avoir une valeur inestimable pour cette conférence. Ils devraient donc poursuivre leurs activités.

II. METHODES DE TRAVAIL Y COMPRIS LA PERIODICITE DES REUNIONS ET L'ORDRE DU JOUR DU MECANISME INSTITUTIONNEL DE LA COMMISSION

a) La Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification

Compte tenu de la persistance de la crise économique en Afrique et de la nécessité de la suivre de façon continue, le rôle que la Conférence joue dans les activités de l'Organisation de l'unité africaine ayant trait à des questions économiques dont s'occupent le Conseil économique et social et l'Assemblée générale des Nations Unies qui tous deux se réunissent annuellement, la Commission devrait continuer à se réunir chaque année en attendant que cette pratique soit réexaminée en 1992.

b) Les Conseils des ministres des MULPOC

Pour approuver la décision de certains des conseils des ministres des MULPOC de se réunir dorénavant tous les deux ans et de recommander que les conseils des autres MULPOC examinent cette question à leurs prochaines réunions.

et décident de se réunir désormais tous les deux ans. Les travaux des MULPOC seraient supervisés, pendant les années où ils ne se réunissent pas, par des comités restreints de leurs Etats membres. La longueur des documents à soumettre ainsi que celle des rapports des MULPOC devrait respecter les normes de l'Organisation des Nations Unies. Les réunions des MULPOC, aussi bien des experts que des ministres ne devrait pas durer plus de six jours 1/.

- c) Conférences ministérielles sectorielles (celles dont le service est assuré entièrement par le secrétariat de la Commission et celles dont le service est assuré en collaboration avec d'autres organisations)

Les réunions des conférences sectorielles devraient continuer à se tenir tous les deux ans. L'ordre du jour devrait être court et précis. La longueur des documents soumis à ces conférences ainsi que celle des rapports des conférences devrait respecter les normes de l'Organisation des Nations Unies. Les réunions, tant des experts que des ministres, ne devraient pas durer plus de six jours.

- d) Organes subsidiaires techniques

Les organes subsidiaires techniques devraient continuer à se réunir tous les deux ans. Leurs réunions devraient être courtes et porter sur des sujets précis. La longueur des documents à soumettre à ces organes ainsi que celle des rapports de ces organes devrait respecter les normes de l'Organisation des Nations Unies;

4. Lance un appel à la Commission spéciale pour qu'elle examine favorablement les présentes décisions afin de les incorporer à ses recommandations;

5. Prie le Secrétaire exécutif de transmettre la présente résolution à la Commission spéciale avant le 27 mai 1987.

1/ Le MULPOC de l'Afrique du Nord ne s'est pas encore prononcé en la matière.

1. Introduction

The purpose of this study is to investigate the effects of various factors on the performance of a system. The factors being studied are the number of users, the amount of data, and the type of hardware. The results of the study will be presented in a series of graphs and tables. The first graph shows the relationship between the number of users and the system's performance. The second graph shows the relationship between the amount of data and the system's performance. The third graph shows the relationship between the type of hardware and the system's performance. The tables provide a more detailed look at the data presented in the graphs.

The first graph shows the relationship between the number of users and the system's performance. The x-axis represents the number of users, and the y-axis represents the system's performance. The data points show that as the number of users increases, the system's performance decreases. This is due to the increased load on the system, which causes it to become slower and less responsive.

The second graph shows the relationship between the amount of data and the system's performance. The x-axis represents the amount of data, and the y-axis represents the system's performance. The data points show that as the amount of data increases, the system's performance decreases. This is due to the increased time required to process the data, which causes the system to become slower and less responsive.

The third graph shows the relationship between the type of hardware and the system's performance. The x-axis represents the type of hardware, and the y-axis represents the system's performance. The data points show that as the type of hardware improves, the system's performance also improves. This is due to the increased processing power and memory available on newer hardware.

The tables provide a more detailed look at the data presented in the graphs. The first table shows the relationship between the number of users and the system's performance. The second table shows the relationship between the amount of data and the system's performance. The third table shows the relationship between the type of hardware and the system's performance. The data in the tables is consistent with the data in the graphs.

The results of the study show that the number of users, the amount of data, and the type of hardware all have a significant impact on the system's performance. As the number of users increases, the system's performance decreases. As the amount of data increases, the system's performance decreases. As the type of hardware improves, the system's performance also improves.

The study has several limitations. First, the study only looked at a limited number of factors. Second, the study only looked at a limited range of values for each factor. Third, the study only looked at a limited number of data points. Despite these limitations, the study provides a useful overview of the factors that affect system performance.

Conclusion

Nécessité de mobiliser des ressources financières

intérieures pour le développement

économique et social

(Kenya, Tanzanie et Maroc)

La Conférence des ministres,

Rappelant les engagements pris, à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la situation économique critique de l'Afrique, par les gouvernements africains de mobiliser 64,4 p. 100 des 128 milliards de dollars des Etats-Unis, soit 82,5 milliards de dollars, des ressources financières requises pour l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique,

Prenant acte de la Partie II du rapport CEA/BAD sur la situation économique en Afrique (1987),

1. Invite instamment les gouvernements africains à redoubler d'efforts afin de mobiliser davantage de ressources intérieures par l'intermédiaire de l'épargne tant privée que publique et à adopter les mesures ou les réformes d'ordre fiscal et monétaire nécessaires pour créer des conditions propices à la réalisation de cet objectif;

2. Recommande que ces réformes et mesures du système fiscal et monétaire prévoient une accélération de l'intermédiation financière la mobilisation de l'épargne rurale, le recours au secteur financier non structuré, la modernisation des caisses d'épargne postales, le renforcement du secteur de l'assurance, l'amélioration des systèmes de sécurité sociale et la création et le développement de marchés des capitaux et de bourses des valeurs;

3. Propose que le secrétariat exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement effectuent des études approfondies des instruments et politiques appropriés à adopter lors de la neuvième réunion du Comité technique préparatoire plénier et de la vingt-troisième session de la Commission/quatorzième réunion de la Conférence des ministres, en vue d'accélérer la mobilisation des ressources intérieures pour l'exécution des programmes de développement.